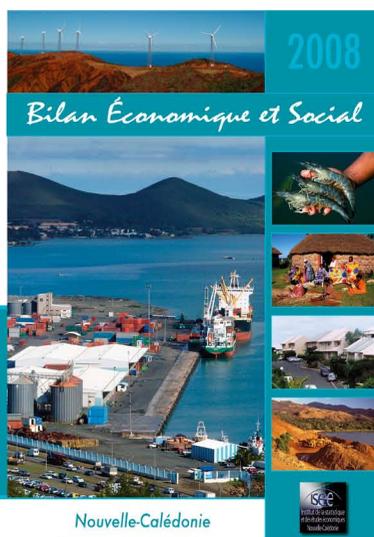


2008



2008

Bilan Économique et Social

Bilan Économique et Social

Nouvelle-Calédonie

Dans cet ouvrage, l'ISEE présente et analyse, dans un contexte international, la conjoncture économique calédonienne de l'année écoulée, en s'inspirant des publications des Directions régionales de l'INSEE en Métropole.

Le lecteur trouvera en début de document, une "introduction" qui présente les grandes tendances de l'année écoulée, une chronologie socio-économique des "faits marquants" qui ont jalonné 2008 et enfin les "chiffres clés" de l'économie calédonienne destinés à fournir des éléments de comparaison depuis 2000.



52, Avenue M. FOCH - Imm. Malawi
BP 823 - 98845 Nouméa
NOUVELLE-CALÉDONIE
Tél : (687) 28 31 56 - 27 54 81
Fax : (687) 28 81 48
e-mail : isee@isee.nc
www.isee.nc

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Gérard BAUDCHON

SERVICE ÉTUDES DIFFUSION
Catherine Lembège-Annonier

RÉDACTRICE EN CHEF
Anne ROSAIRE

RÉDACTRICES
Margot LE ROUX,
Laétitia ASRI

CONCEPTION GRAPHIQUE
MAQUETTE ET COUVERTURE
Marie MESSING COLMET DAAGE

RÉALISATION
Françoise BELPADROME
Méryle LAUBREAUX

SYNTHÈSE	1
Introduction	1
Introduction	2
Faits marquants	3
Chiffres clés	7
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	9
Conjoncture mondiale	9
POPULATION-SOCIÉTÉ	11
Démographie	11
Voyages des Calédoniens	13
Marché de l'automobile	15
EMPLOI-REVENUS	17
Emploi salarié	17
Marché du travail	19
Conflits sociaux	21
ÉCONOMIE-FINANCES	23
Prix à la consommation	23
Échanges extérieurs	25
Monnaie	29
Finances publiques	31
SYSTÈME PRODUCTIF	33
Entreprises	33
Agriculture	35
Pêche-Aquaculture	37
Mines-Métallurgie	41
Énergie	45
Construction	47
Transport aérien	49
Transport maritime	51
Tourisme	53

INTRODUCTION

La Nouvelle-Calédonie résiste à la crise.

Au niveau **international**, les perturbations qui avaient commencé à se faire ressentir sur les marchés financiers des États-Unis vers le milieu de 2007 avec la crise des "subprimes", se sont finalement transformées en 2008 en une véritable crise financière mondiale, la plus grave depuis 1929. Sa rapide propagation à la sphère économique a entraîné un ralentissement de l'économie mondiale sur la deuxième moitié de l'année.

Dans ce contexte mondial morose, la Nouvelle-Calédonie affiche des indicateurs qui témoignent d'une activité économique encore soutenue, malgré la dégradation du secteur "nickel" qui tire la croissance vers le bas. La **croissance réelle** est ainsi provisoirement estimée à +0,2% en 2008 (contre +5,6% en 2007) pour l'ensemble de l'économie et à +4,0% hors nickel.

L'**emploi** enregistre sa plus forte progression, avec +5,8%, soit 4 507 salariés supplémentaires en un an, dont les trois quarts dans le secteur privé, et en particulier dans la construction, la mine-métallurgie, les services aux entreprises, le commerce et les hôtels-restaurants. Il en résulte une bonne orientation du **marché du travail** qui montre quand même un certain tassement dans la diminution du chômage, avec une stabilité du nombre de demandeurs d'emploi (+0,4%). Le climat social des entreprises s'est assaini, avec un nombre de jours de travail perdus en chute de 63,2%.

Ces données de l'emploi sont confortées par le niveau élevé des **créations d'entreprises** : plus de 4 000 unités créées, dont près de la moitié dans les secteurs de la construction et des services aux entreprises.

La **demande intérieure** a été soutenue. Un recours plus important aux importations (+11,9% en volume), quasi généralisé à l'ensemble des postes, illustre les besoins accrus des ménages et des entreprises calédoniennes.

Par ailleurs, l'encours des crédits à la consommation des ménages est en hausse de 5,5%, les voyages des calédoniens continuent de progresser (+4,9%), alors que les achats de véhicules neufs augmentent moins vite (+1,5%). L'achat de logements est toujours dynamique avec un encours des crédits à l'habitat des ménages en hausse de 13,6%. Enfin, l'encours des crédits d'investissement des entreprises a progressé de 16,2%.

Fortement dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements, la Nouvelle-Calédonie a subi en 2008 l'envolée des prix des matières premières agricoles et minérales sur les marchés mondiaux jusqu'en milieu d'année 2008. L'**inflation** a ainsi atteint 3,7%, soit la plus élevée de ces dix dernières années, avec une généralisation de la hausse des prix à l'ensemble des postes : +4,6% pour les produits alimentaires, +3,4% pour les produits manufacturés et +3,1% pour les services.

Les **échanges commerciaux** de la Nouvelle-Calédonie avec l'extérieur, à la fois renchérissés à l'importation par l'envolée des prix des matières premières (+7,4%), et dévalorisés à l'exportation par la baisse amorcée dès 2007 des cours du nickel (-40,4%), enregistrent une dégradation de la balance commerciale avec un taux de couverture qui chute à 41,8% et un déficit qui se creuse à 152,7 milliards de F.CFP.

Les **indicateurs monétaires** confortent la confiance des agents économiques, avec une croissance des actifs financiers (+5,5%) et des concours bancaires (+11,0%) qui demeure dynamique.

Les **dépenses du secteur public** ont joué un rôle moteur dans l'économie calédonienne. En effet, la progression des dépenses des différentes collectivités, dont une grande partie sous forme de salaires ou pensions (11 milliards de F.CFP supplémentaires), alimente directement le dynamisme de la consommation des ménages.

L'analyse par secteur d'activité révèle que dans l'**agriculture**, la filière animale se porte relativement bien, malgré le niveau toujours bas de la production bovine. La production végétale, hormis les squashes et les pommes de terre, présente des résultats à la baisse sur un an ayant entraîné en 2008 un recours accru aux importations.

La **pêche et l'aquaculture** affichent un bilan globalement positif avec des volumes de production en hausse sur un an, après quelques années difficiles. Les exportations de produits de la mer progressent de 4,1% en valeur.

Après une année 2007 particulièrement exceptionnelle, le **secteur minier et métallurgique** marque un retournement de tendance : les exportations de nickel reculent de 17,8% en volume et chutent de 42,0% en valeur, lourdement impactées par un cours du nickel qui a perdu presque la moitié de sa valeur entre 2007 et 2008. Si le ralentissement de l'économie mondiale n'est pas sans effet, il n'en est pas pour autant le seul responsable. Ainsi, les intempéries du premier semestre pénalisant l'extraction minière, les problèmes techniques et la réfection de l'un des trois fours électriques (Demag 9) pour augmenter sa capacité de production ont sérieusement freiné l'activité de fusion.

En 2008, la baisse de l'activité métallurgique s'est fait ressentir sur la consommation d'**énergie** (-4,0%) malgré une distribution publique en progression et la mise en service d'une des deux tranches de la centrale thermique de Prony.

Malgré un léger repli des achèvements de travaux à usage d'habitation (-8,2%) et un fort renchérissement du coût de la construction (+9,7%), le **secteur du BTP** a fait preuve de dynamisme en 2008, comme en témoigne la croissance de l'emploi salarié (+6,5%), de l'encours des crédits (+12,6%) ou encore de la consommation de ciment (+1,9%).

À l'international (-14,3%) comme à l'intérieur (-11,8%), le **trafic maritime** de marchandises enregistre une contraction des volumes transportés directement liée au ralentissement du secteur nickel.

Alors que le tourisme mondial subit de plein fouet les effets de la crise, et notamment l'Océanie qui accuse un recul de fréquentation de 1,5% en 2008, la Nouvelle-Calédonie affiche, une stabilité du nombre de **touristes** (103 672), malgré le fort recul enregistré sur le marché japonais (-24,4%). L'activité hôtelière bénéficie du rallongement de la durée de séjour à l'hôtel des touristes et enregistre une progression de 11,0% des nuitées.

INTRODUCTION

New Caledonia resists the crisis.

On the **international** level, the disturbances which had begun to be felt on the United States financial markets by the middle of 2007 with the "subprime" crisis, were finally transformed in 2008 into a real world financial crisis, the worst since 1929. Its fast propagation to the economic sphere entailed a slowing down of the world economy in the second half of the year.

In this gloomy world context, New Caledonia shows indicators which testify of a still steady economic activity, in spite of the "nickel" sector's degradation which pulls the growth downward. The **real growth** is therefore temporarily estimated at +0.2% in 2008 (compared with +5.6% in 2007) for the whole economy and at +4.0% excluding nickel.

Employment registers its strongest progress, with +5.8%, that is 4 507 additional employees in a year, among which three quarters are in the private sector, and particularly in construction, mining-metallurgic industries, services to companies, trade and hotels-restaurants' sector. The result is a good orientation in the **labour market** which shows however a certain setback in the unemployment decrease, with a stability in the number of job-seekers (+0.4%). The companies' social climate stabilized, with a number of lost workdays reducing by 63.2%.

This employment data is consolidated by a high level of **business start-ups** : more than 4 000 units created, among which nearly half are in the sectors of construction and services to companies.

Domestic demand is steady. A more important demand for imports (+11.9% in volume), almost generalized to all sectors, illustrates a greater need of households and New Caledonian companies.

Also, household's debt increases by 5.5%, travel by New Caledonians continues to progress (+4.9%), while purchases of new vehicles increase less rapidly (+1.5%). Purchase of housing is still dynamic with an increase in real estate borrowing of 13.6%. Finally, companies' investment debts progresses by 16.2%.

Strongly dependent on the outside for its supplies, New Caledonia undergoes in 2008 a rise in agricultural and mineral raw materials' prices on the world markets up to the middle of 2008.

Inflation thus reaches 3.7%, that is the highest in these last ten years, with a generalization of price rises in all sectors : +4.6% for the foodstuffs, +3.4% for the manufactured products and +3.1% for services.

New Caledonia external **commercial trade**, at the same time made more expensive in the import by the rise of prices of raw materials (+7.4%), and depreciated in the export by the decline started in 2007 of the price of nickel (-40.4%), registers a degradation of the balance of trade with a cover rate which falls by 41.8% and a deficit which rises to 1.3 billion Euros.

Monetary indicators consolidate confidence of economic agents, with a growth of financial assets (+5.5%) and bankings (+11.0%) which remains dynamic.

Public sector's expenses play a major role in the New Caledonian economy. Indeed, spending progress of various collectivities, of which a big part in the form of salaries or pensions (an additional 92 million Euros), feeds directly the dynamism of household consumption.

The analysis by activity sector reveals that in the **agriculture sector**, the animal production does relatively well, in spite of the level always low of beef meat production. Crop production, except for squashes and potatoes, shows declining results over a year which leads to an increase in imports in 2008.

Fishing and aquaculture sectors show a positive balance sheet with increasing volumes of production over one year, after some difficult years. The exports of sea products progress by 4.1% in value.

After a particularly exceptional 2007 year, the **mining and metallurgic sector** shows a reversal of tendency : nickel exports move back by 17.8% in volume and fall by 42.0% in value, heavily impacted by a nickel price which lost almost half of its value between 2007 and 2008. If the slowing down of the world economy is not ineffective, it is not the only explanation. Inclemency in the first half of the year penalizing mining extraction, technical problems and repair of one of the three electric furnaces (Demag 9) to increase its production capacity seriously slowed down metal production.

In 2008, metallurgic activity decline is felt on **energy** consumption (-4.0%) in spite of a public distribution in progress and the starting of one of the two units of the Prony power station.

In spite of a slight slowdown of completions on residential buildings (-8.2%) and a strong price increase on construction costs (+9.7%), the **construction sector** shows dynamism in 2008, as shown by the employment growth (+6.5%), current borrowing (+12.6%) or cement consumption (+1.9%).

On the international (-14.3%) as well as domestic (-11.8%) level, **maritime traffic** of goods registers a contraction of transported volumes directly bound to the slowing down of the nickel sector.

While world tourism feels the brunt of the crisis effects, and in particular Oceania which registers a drop in attendance by 1.5% in 2008, New Caledonia shows a stability in **tourist** numbers (103 672), in spite of the strong drop registered in the Japanese market (-24.4%). Hotel activity benefits from the extension of the duration of stay of tourists in hotels, and registers an 11.0% progress on overnight stays.

FAITS MARQUANTS 2008

Janvier

- 1^{er}
 - Conformément à la délibération du 6 décembre 2006 créant l'Indice de Revalorisation des Loyers (IRL), la majoration des loyers à usage d'habitation est plafonnée à 50% de l'augmentation de l'indice jusqu'au 31 décembre 2008.
 - Prix du litre d'essence : 133,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 109,3 F.CFP.

- 3
 - Le prix du baril de pétrole dépasse pour la première fois les 100 dollars US.

- 22
 - Validation par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie du programme de rachat des deux Airbus d'Airalin par l'ADANC (Agence pour la desserte aérienne de la Nouvelle-Calédonie) pour un coût global de 21,9 milliards de F.CFP.
 - Approbation par le gouvernement d'un agrément fiscal accordé à la SMSP pour lui permettre de revaloriser ses actifs miniers sans franchise fiscale dans le cadre du projet Posco. Cette décision fait suite à la loi du pays adoptée par le Congrès le 31 octobre 2007.

- 24
 - Présentation de la Loi programme pour le développement économique et la promotion de l'excellence Outre-Mer (LOPOM) par Christian Estrosi en Conseil des Ministres.
 - Goro Nickel : adoption par la province Sud de l'arrêté n°113-2008/PS, autorisant l'occupation de dépendances du domaine public maritime sises dans la baie de Prony et dans le canal de la Havannah, communes du Mont-Dore et de Yaté, au profit de la société Goro Nickel S.A.S, ainsi que la réalisation de travaux sur lesdites dépendances.

- 29
 - Signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et plusieurs groupes de distribution afin de mettre en place un "éco-cartable" pour la rentrée scolaire 2008. Ce dispositif concerne une trentaine d'articles, représentant le cartable "type" de l'écolier et du collégien, dont les prix doivent être 5% à 25% moins chers qu'à la rentrée 2007.

Février

- 1^{er}
 - Conformément à la réglementation en vigueur, revalorisation par le gouvernement des prix du gaz : 2 620 F.CFP la bouteille de 13 kilos (contre 2 540 F.CFP auparavant) et 8 174 F.CFP la bouteille de 39 kilos (contre 7 925 F.CFP auparavant).
 - Prix du litre d'essence : 135,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 110,7 F.CFP.

- 12
 - Tenue à Nouméa du second comité de pilotage des transferts de compétences sous la présidence du Haut-Commissaire, Yves Dassonville.

- 13
 - Adoption de la loi du pays n°2008-2 du 13 février 2008 relative au code du travail de Nouvelle-Calédonie. Les dispositions annexées à la loi du pays constituent la partie législative du code du travail de Nouvelle-Calédonie.

- 18
 - Suite à une pénurie d'approvisionnement en fruits et légumes, à mettre en corrélation avec des conditions climatiques très peu favorables à la production locale, décision du gouvernement de prendre des mesures d'urgence d'importation, en modifiant le programme annuel des importations (PAI) pour l'année 2008 par l'arrêté n°2008-973/GNC du 26 février 2008.

- 19
 - Koniambo Nickel SAS (KNS) : annonce par les autorités françaises de la décision d'agrément fiscal, conformément au dispositif d'aide fiscale à l'investissement outre-mer (Loi Girardin), qui permettra au projet Koniambo de bénéficier d'une aide d'un montant maximum de 223 millions de dollars US (env. 18 milliards de F.CFP).
 - Koniambo Nickel SAS (KNS) : nomination de Denis Lachance au poste de président en remplacement de Michel Rioux.

- 20
 - Mise en place par l'État d'une mission d'appui sur le transfert de compétences. Composée d'experts, de magistrats et de hauts fonctionnaires de différents ministères, la mission appuiera les 13 groupes de travail (1 par compétence) créés en Nouvelle-Calédonie.

Mars

- 1^{er}
 - Réévaluation du SMG à 121 720 F.CFP et du SMAG à 103 428 F.CFP.
 - Prix du litre d'essence : 139,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 116,3 F.CFP.

- 3
 - Augmentation des prix du tabac : +5% pour les cigarettes et cigares et +10% pour le tabac à rouler. Cette augmentation s'inscrit d'une part dans le cadre de la lutte contre le tabagisme et d'autre part dans le plan de mesures d'aide au sevrage tabagique afin d'aider financièrement les fumeurs qui s'engagent à arrêter.

- 9
 - Premier tour des élections municipales.

- 11
 - Goro Nickel : confirmation par le tribunal administratif de Nouméa de la légalité de la redevance que la province Sud a décidé d'appliquer à la société Goro Nickel, équivalente à 1% de son chiffre d'affaires pour l'occupation de son domaine public maritime par l'émissaire marin de rejet d'effluents de l'usine.
 - L'arrêté n°2008-1239 GNC du 11 mars 2008 portant déclaration d'infection de babésiose bovine, confirme le retour de la babésiose sur le territoire.

- 16
 - Second tour des élections municipales.

- 17 • Démission du secrétaire d'État à l'Outre-Mer, Christian Estrosi, à la suite de son élection à la mairie de Nice.
- 19 • Décision du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de retenir la proposition australienne pour l'éradication de la babésiose par voie médicamenteuse. Un abattage des têtes de bétail est donc évité, limitant ainsi les effets néfastes pour les éleveurs et l'économie rurale calédonienne.
 - Nomination d'Yves Jégo en tant que secrétaire d'État à l'Outre-Mer en remplacement de Christian Estrosi.
- 27 • Début des travaux d'extension et de restructuration de l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, qui devraient durer trois ans pour un coût global de 9,6 milliards de F.CFP.
 - 1^{re} réunion du Comité consultatif de l'éducation, sous la présidence du Haut-Commissaire, destiné à dégager un consensus sur la question du transfert de l'enseignement secondaire à la Calédonie en 2009-2010.
- 29 • Goro Nickel : manifestation de 300 personnes contre la pause du tuyau de Goro Nickel, à l'appel de la Coordination de Défense du Sud (CoDefsud).
- 31 • Rachat par la Nouvelle-Calédonie des parts d'Énercal détenues par l'État et l'Agence Française de Développement (AFD). Le territoire devient ainsi le propriétaire majoritaire d'Énercal avec 54,4% du capital.

Avril

- 1^{er} • Revalorisation du SMG à 122 584 F.CFP et du SMAG à 104 197 F.CFP.
 - Prix du litre d'essence : 141,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 116,6 F.CFP.
- 3 • Tenue à Nouméa de la 2^e session du groupe de travail sur le dialogue social, une instance mise en place sous l'égide du gouvernement réunissant les différents partenaires sociaux.
- 10 • Journée d'action de l'USTKE qui entend "défendre le droit de grève générale". Environ 20 entreprises ont été bloquées par le syndicat, choisies en fonction de l'appartenance de leurs dirigeants au bureau du MEDEF.
- 21 • Tenue à Nouméa du 3^e comité de pilotage des transferts de compétences réunissant une mission d'appui aux transferts de compétences, composée d'une quinzaine de hauts fonctionnaires de plusieurs ministères et les partenaires calédoniens.
- 23 • Adoption par le congrès de la délibération n°378 du 23 avril 2008 portant création de l'observatoire de l'énergie, destiné à centraliser les connaissances et les données dans le domaine de l'énergie.
- 24 • Inauguration officielle de l'hôtel Tiéti Tera Beach Resort à Poindimié, un nouvel hôtel 3 étoiles géré par la société calédonienne d'hôtellerie.

Mai

- 1^{er} • Revalorisation du SMG à 123 541 F.CFP et du SMAG à 105 010 F.CFP.
 - Prix du litre d'essence : 138,4 F.CFP ; prix du litre de gazole : 112,9 F.CFP.
 - Entrée en vigueur du code du travail de la Nouvelle-Calédonie.
- 6 • Adoption par la province Sud d'un "Schéma de préservation et de développement durable du littoral" dans le but de lutter contre la privatisation du bord de mer, préserver la mangrove et les forêts sèches et de créer des sentiers côtiers et des chemins d'accès.
- 12 • SLN : début des travaux de rénovation du Four Demag 9, afin de porter sa puissance de 37 MW à 65 MW. Pendant la durée des travaux, soit jusqu'à fin septembre, l'usine de Doniambo fonctionnera avec seulement deux fours électriques.
- 14 • Lancement du "Schéma d'aménagement et de développement, horizon 2025" à Koné, en présence de plus de 300 personnalités politiques et économiques. L'objectif de ce schéma est d'élaborer un plan stratégique sur 15 ans, en définissant les objectifs et les moyens nécessaires à sa mise en oeuvre et en le faisant adopter par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.
- 15 • Signature par les GIE des trois provinces d'une convention qui officialise la mise en commun de leurs ressources d'informations touristiques.
- 19 • Début des "Assises de l'eau" organisées par le Conseil économique et social, en partenariat avec l'AFD et l'ADECAL, dont l'objectif est de sensibiliser et d'apporter un éclairage essentiel sur la présentation et la gestion de la ressource en eau en NC.
- 23 • Lancement d'un hebdomadaire gratuit en anglais : "The New Caledonia Weekly", à destination des touristes anglo-saxons.
- 24 • Inauguration en Australie d'une nouvelle usine (Ravensthorpe, du Groupe BHP Billiton) de nickel latéritique et de transformation hydrométallurgique.
- 29 • Arrivée d'Yves Jégo, le secrétaire d'État à l'Outre-Mer pour une visite de quatre jours.

Juin

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 138,3 F.CFP ; prix du litre de gazole : 117,7 F.CFP.
 - Goro Nickel : Michel Sylvestre succède à Phil du Toit en tant que directeur général de Goro Nickel.
- 4 • Participation de la Nouvelle-Calédonie, par la présence des GIE, au salon du tourisme dans le Pacifique, organisé à Fidji. Le territoire y a reçu deux récompenses dans les catégories "Meilleur poster" et "Meilleure campagne média".
- 5 • Goro Nickel : présentation de l'avant projet de l'observatoire du Grand Sud, outil destiné à surveiller l'air, les eaux, la terre, les végétaux et les animaux terrestres ou marins autour de Goro Nickel, par le Directeur de l'IRD au comité de surveillance des impacts environnementaux de Goro Nickel.

- 10
 - Vote de la loi du pays n°2008-3 du 10 juin 2008 supprimant la taxe de circulation à compter du 1^{er} juillet 2008 et instituant une redevance communale d'immatriculation.
 - Vote de la loi du pays n°2008-4 du 10 juin 2008 instituant la mensualisation de l'impôt sur le revenu.
- 12
 - Signature d'une convention entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et deux importateurs de riz, qui prévoit la mise en vente d'un "écoriz" : un riz rond vendu à 100 F.CFP le kilo et un riz long à 99 F.CFP le kilo.
- 17
 - Carsud : libération des accès de Carsud par les forces de l'ordre. Le conflit va bientôt atteindre son 8^e mois.
- 22
 - Premier vol commercial de la compagnie locale Aircalin vers Séoul, en Corée du Sud. Cette nouvelle desserte sera assurée deux fois par semaine.
- 26
 - Dans le cadre de l'anniversaire des 20 ans des accords de Matignon, visite sur le territoire pour une semaine, du pasteur Jacques Stewart, Pierre Steinmetz, Jean-François Merle et Alain Christnacht.
 - Présentation du projet d'hymne et de devise de la Nouvelle-Calédonie.
 - Le prix du baril de pétrole dépasse pour la première fois le seuil des 140 dollars US.

Juillet

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 143,8 F.CFP ; prix du litre de gazole : 126,7 F.CFP.
 - Conformément à la réglementation en vigueur, revalorisation par le gouvernement des prix du gaz : 2 780 F.CFP la bouteille de 13 kilos (contre 2 620 F.CFP auparavant) et 8 674 F.CFP la bouteille de 39 kilos (contre 8 174 F.CFP auparavant).
 - Application par la compagnie Air Calédonie d'une majoration de 650 F.CFP sur ses tarifs homologués de transfert de passagers.
- 8
 - Inscription d'une partie du lagon calédonien au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 17
 - Arrivée du minéralier Sea Boss en Corée du Sud avec à son bord le 1^{er} stock de minerai calédonien à destination de l'usine de Gwangyang, née du partenariat entre la SMSP et Posco.
 - Tenue à Nouméa, sur quatre jours, du 1^{er} salon du développement durable en Nouvelle-Calédonie.
- 23
 - Réélection de Pierre Frogier à la présidence du Congrès pour la dernière année de mandature, Jean-Pierre Djaïwé accédant pour sa part à la première vice-présidence.
- 28
 - SLN : dépôt officiel d'une demande de permis de recherche sur le massif de Prony. L'objectif de la société est d'y développer un projet d'usine hydrométallurgique d'une capacité de 60 000 tonnes de nickel par an.

Août

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 144,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 126,9 F.CFP.
- 5
 - Koniambo Nickel SAS (KNS) : début des travaux de dragage du chenal de Vavouto. Ce dernier va permettre de réaliser un port en eaux profondes pour l'usine du Nord. Les travaux devraient durer près de 16 mois.
- 7
 - Vote par l'assemblée de la province Sud de sa participation à la société d'économie mixte qui va prendre en main la réalisation et la gestion du Domaine de Deva situé à Bourail : un projet touristique, agricole et culturel dont elle veut faire une référence du développement durable.
- 18
 - Mise en place du dispositif PREGO (Programme de Re-mobilisation pour l'Emploi après Goro) par la délibération n°621-2008 de la province Sud, destiné au reclassement des personnes démobilisées par la fin du chantier de Goro Nickel.
- 19
 - Tenue du 39^e sommet du Forum des îles du Pacifique à Niue. Le président Harold Martin y était accompagné de Déwé Gorodey, Maurice Ponga et de Pierre Ngaiohni.
- 25
 - Journée de grève générale à l'initiative de l'USTKE. Le syndicat entend, entre autres, protester contre la nomination du nouveau vice-recteur métropolitain. Pendant cette journée, les entreprises Carsud et TDF ainsi que 6 lycées du territoire ont été bloqués.
 - SMSP : allumage du four de l'usine de production de nickel de Gwangyang en Corée du Sud, dont la SMSP détient 51% du capital. La société calédonienne devra lui fournir de quoi assurer une production annuelle de 30 000 tonnes de nickel sur une durée de 30 ans.

Septembre

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 154,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 139,4 F.CFP.
 - Mise en service du câble Internet, reliant la Nouvelle-Calédonie à l'Australie.
 - Élection d'Ambroise Doumaï à la présidence du sénat coutumier. Il succède à Albert Wahoulo.
- 14
 - Arrivée du ministre de la Défense, Hervé Morin, pour une visite de 3 jours.
- 15
 - SLN : après 112 jours de travaux de rénovation, remise en service du four Demag 9.
 - Suite à la crise des subprimes aux États-Unis, la banque d'affaires Lehman Brothers se déclare en faillite, laissant craindre une contagion de la crise financière à l'ensemble du système bancaire mondial.

- 16 • Adoption par le gouvernement du projet de loi de pays relatif au code minier de la Nouvelle-Calédonie. Ce dernier a pour objectif de clarifier et de simplifier la réglementation minière applicable au chrome, nickel et cobalt.
- 17 • Annonce de l'ouverture officielle de la ligne Paris-Saint-Denis-Sydney-Nouméa par la compagnie Air Austral. Le premier vol est prévu pour le mois d'avril 2009.
- 27 • Goro Nickel : signature d'un protocole d'accord entre Goro Nickel, les coutumiers du sud et Rheebeu Nuu. Le document, intitulé "pacte pour un développement durable" détaille les engagements des parties et les moyens de régler les différends futurs.

Octobre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 158,70 F.CFP ; prix du litre de gazole : 145,90 F.CFP.
- 6 et 7 • Mise en place de l'interdiction, totale ou partielle, de vente d'alcool le week-end sur Nouméa et le Grand Nouméa par arrêtés du Haut-Commissaire.
- 21 • Vote de la loi de pays n°2008-6 du 21 octobre 2008 portant sur l'allègement des droits de succession.
- 25 • Goro Nickel : suite à un nouvel arrêté de la province Sud, la pose du "Grand tuyau" reprend.
• Usine du Nord : M. Denis Lachance, président de Koniambo Nickel SAS, affirme que les travaux de l'usine du Nord avancent selon le calendrier établi, malgré la crise financière qui agite les milieux économiques.

Novembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 149,60 F.CFP ; prix du litre de gazole : 134,10 F.CFP.
• Revalorisation du SMG à 124 406 F.CFP et du SMAG à 105 745 F.CFP.
- 13 • Implantation d'une nouvelle pépinière d'entreprises "Centre Sud" à Nouméa, à l'initiative de la province Sud.
- 14 • Tenue du 3^e dialogue social à Nouméa.
- 15 • Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, et dans le prolongement de l'"écopain" et de l'"écorig", mise en place par le gouvernement d'un "écocaddie" composé de 21 produits de consommation courante dont les prix seront maîtrisés durant trois mois minimum.
- 18 • Après l'Assemblée Nationale le 1^{er} novembre, le Sénat adopte le projet de réforme des surpensions versées aux retraités dans certains territoires d'outre-mer, les Indemnités Temporaires de Retraite (ITR). Cette réforme prévoit un réaménagement de l'ITR (dont le taux atteint aujourd'hui 75% en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française et à Wallis et Futuna) avec la mise en place de plafonds qui vont progressivement diminuer pour être supprimés d'ici 20 ans. Les plafonds seront fixés par décret et l'ITR soumise à une condition de résidence, sauf cas de force majeure ou raison médicale.
- 19 • A l'occasion de la visite de M. Buffet, PDG d'Eramet, inauguration de l'Unité de Traitement du Minéral à Tiébaghi.
- 28 • Fin des mouvements sociaux qui ont touché pendant un mois plusieurs directions de la fonction publique territoriale (DIMENC, DBAF, DSF, DTSI, DAVAR et DIITT), pénalisant l'activité économique (opérations de dédouanement des marchandises, immatriculations de véhicules, régie des tabacs, transactions immobilières). Les revendications, qui portaient sur une revalorisation des régimes indemnitaires, ont abouti à l'attribution de nouvelles primes.

Décembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 147,8 F.CFP ; prix du litre de gazole : 125,6 F.CFP.
• Hausse de l'ordre de 3% du prix du kilowatt/heure fixé par arrêté n°2008-5289/GNC du 12 novembre 2008.
- 3 • L'entreprise VINCI, chargée des travaux de terrassement de l'Usine du Nord, se désengage du projet.
- 4 • Le président Sarkozy présente un plan de relance de l'économie française pour 2009 d'un montant de 26 milliards d'euros (1,3% du PIB).
- 10 • Tenue à Matignon du 7^e comité des signataires de l'Accord de Nouméa, sous la conduite du secrétaire d'État à l'Outre-Mer, Yves Jégo, au cours duquel ont été évoqués les transferts de compétence, la modification de la loi organique, le rééquilibrage, le nickel et la mise en place de l'euro.
- 15 • Eramet : la famille Duval, principal actionnaire avec 37% des parts, et le groupe Areva, qui en détient 26%, renouvellent le pacte d'actionnaires les liant au capital du groupe minier jusqu'en juin 2009.
- 17 • Vote de la loi de pays prolongeant la durée de cotisation pour les retraites du régime CAFAT, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2009. L'âge légal de la retraite est toujours fixé à 60 ans, mais pour bénéficier d'une retraite anticipée sans abattement, il faudra avoir 35 ans d'activité et un âge minimum de 57,5 ans, au lieu de 30 annuités et 55 ans actuellement. Il est désormais également possible de racheter trois années d'études supérieures.
- 19 • Goro Nickel devient Vale Inco Nouvelle-Calédonie.
• Après sa censure par le Conseil Constitutionnel qui jugeait que la réforme des ITR n'avait pas sa place dans le projet de Loi de financement de la sécurité sociale, le Conseil des Ministres adopte un article permettant au Gouvernement de la mettre en œuvre avec une application dès le 1^{er} avril 2009.
- 23 • Vote du budget primitif 2009 de la Nouvelle-Calédonie, pour 157,36 milliards de F.CFP.
- 30 • Le Congrès adopte la suppression de l'impôt forfaitaire sur les sociétés et de la taxe de francisation et de navigation des bateaux de plaisance.

CHIFFRES CLÉS

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 p
Démographie									
Population estimée au 31 décembre (nbre)	215 260	219 387	223 592	227 878	232 258	236 528	240 390	244 410	249 000
Taux de natalité (pour mille habitants)	21,4	19,9	18,9	18,2	17,3	17,2	17,7	16,9	16,1
Taux de mortalité (pour mille habitants)	5,1	5,2	5,1	5,0	4,9	4,9	4,7	5,0	4,7
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	16,4	14,7	13,9	13,2	12,4	12,4	13,0	11,9	11,5
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	4,6	5,5	6,9	5,9	6,3	6,2	5,4	6,1	nd
Voyages des Calédoniens (nbre)									
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	69 477	68 196	72 221	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598
Marché de l'automobile (nbre)									
Nouvelles immatriculations	8 562	9 250	10 171	11 075	11 268	12 259	12 943	14 197	14 322
dont véhicules neufs	7 907	8 555	9 469	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639
Transferts de cartes grises	16 121	16 365	16 307	16 707	17 145	17 393	18 220	20 113	19 334
Emploi salarié (nbre, F.CFP)									
Salariés du secteur privé (moyenne annuelle)	40 831	41 965	43 373	44 470	46 479	48 635	51 374	53 966	57 461
Salariés du secteur public (moyenne annuelle)	nd	nd	nd	20 208	21 013	21 458	22 120	23 276	24 288
Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1 ^{er} janv.)	77 585	82 000	100 000	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864
Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1 ^{er} janv.)	///	78 414	79 934	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733
Marché du travail (nbre)									
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	9 439	9 860	10 511	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 600
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 140	5 255	5 492	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 293
Conflits sociaux (jour de travail perdu)									
Secteur privé "hors mines"	7 391	9 106	12 170	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913
Prix à la consommation (%)									
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 1992)	113,7	116,3	118,1	119,2	120,3	123,4	125,2	127,5	132,1
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	2,3	2,3	1,5	1,0	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7
Alimentation	1,7	2,9	2,3	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6
Produits manufacturés	3,3	2,7	0,2	0,2	0,0	2,3	1,7	0,4	3,4
Services	1,9	1,4	2,2	1,1	1,3	3,1	1,8	1,2	3,1
Échanges extérieurs									
Importations (million de F.CFP)	119 765	124 171	127 178	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188
Exportations (million de F.CFP)	77 039	60 346	62 422	82 865	98 859	104 774	128 168	183 881	109 505
dont produits miniers et métallurgiques	71 043	53 694	56 101	75 545	89 949	94 859	120 464	177 299	102 870
Taux de couverture (%)	64,3	48,6	49,1	50,6	63,1	61,4	63,8	75,3	41,8
Monnaie (million de F.CFP)									
Masse monétaire	211 346	224 223	229 094	237 364	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744
Circulation fiduciaire	10 493	10 473	10 473	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626
Dépôts à vue	83 310	94 525	96 583	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491
Comptes sur livret	35 279	36 094	41 178	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157
Comptes Épargne-Logement	-	-	220	546	715	776	831	750	693
Dépôts à terme et bons	82 264	83 131	80 640	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777
Concours de caractère bancaire	339 108	349 844	371 276	400 812	437 416	475 410	526 430	594 406	659 521
Finances publiques (million de F.CFP)									
Recettes									
Nouvelle-Calédonie	74 503	82 348	82 560	90 242	103 333	117 765	127 852	152 005	163 834
Province des îles Loyauté	12 964	9 563	10 160	10 031	12 789	11 882	15 016	nc	nc
Province Nord	23 569	17 207	18 141	18 894	24 267	27 581	31 812	24 028	nc
Province Sud	34 750	27 414	31 910	32 194	32 698	36 895	38 780	43 958	57 610
Dépenses									
Nouvelle-Calédonie	74 037	77 496	83 185	88 763	96 484	107 665	127 420	136 237	184 661
Province des îles Loyauté	12 917	9 024	10 138	10 511	12 503	10 766	11 291	nc	nc
Province Nord	22 789	16 363	18 621	18 981	19 453	19 209	20 596	21 676	nc
Province Sud	35 659	29 236	32 793	31 513	31 938	37 507	41 820	46 314	50 153
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	128 661	132 286	137 709
Comptes Économiques									
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	441,9	439,4	472,0	518,5	565,5	598,4	652,4 e	771,8 e	728,5 e
Taux de croissance réel (%)	2,5	2,3	2,5	4,8	3,9	3,6	4,0 e	5,6 e	0,2 e
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 072	2 022	2 131	2 297	2 458	2 553	2 736 e	3 184 e	2 953 e
Entreprises (nbre)									
Créations d'entreprises (champ ICS)	2 568	2 527	2 465	2 730	3 064	3 457	3 575	3 898	4 237
Taux de créations (%)	15,7	15,2	14,5	16,2	17,6	19,0	18,6	19,2	19,4

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 p
Agriculture (tonne)									
Production de viande (abattages contrôlés)	5 546	5 615	5 643	5 734	5 808	5 346	4 957	5 223	5 494
Bovine	4 058	4 059	4 016	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 140
Porcine	1 488	1 556	1 627	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 354
Production marchande de légumes	8 423	10 386	11 641	11 627	11 973	10 869	12 141	9 844	11 654
Légumes (y.c squashes et oignons)	6 869	8 027	9 154	9 886	10 126	8 761	9 509	8 741	9 573
Tubercules tropicaux	364	476	543	678	467	443	366	388	335
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 190	1 883	1 944	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 746
Production marchande de fruits	4 079	3 767	3 543	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 154
Production de céréales	4 795	4 726	3 994	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203
Pêche-Aquaculture (tonne)									
Exportations de produits de la mer	2 380	2 899	2 636	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326
Crevettes	1 253	1 350	1 410	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295
Thons	950	1 276	1 059	1 182	1 173	1 182	626	656	705
Holothuries	66	62	45	69	82	51	57	94	77
Coquilles de trocas	96	190	78	100	120	153	187	198	199
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 723	1 810	1 815	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036
Mines-Métallurgie									
Extraction minière (millier de tonnes humides)	7 437	7 215	5 942	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 172
Latérites	1 938	2 668	2 117	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 483
Garnièrites	5 498	4 547	3 825	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 689
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	57 463	58 973	59 867	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031
Ferro-nickels	43 914	45 912	48 650	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467
Mattes	13 549	13 061	11 217	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	3,92	2,70	3,07	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,55
Cours du dollar (en F.CFP)	129,56	133,37	126,69	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,60
Énergie									
Production d'électricité (Gwh)	1 645	1 729	1 749	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880
Thermique	1 196	1 355	1 421	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384
Hydraulique	442	367	320	323	326	339	288	390	460
Éolienne	7	7	8	5	11	18	28	37	36
Construction									
Logements achevés (nbre)	1 711	1 748	1 412	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243
Autres constructions achevées (nbre)	217	159	310	359	383	422	422	424	520
Consommation de ciment (tonne)	93 984	93 248	103 808	102 996	115 288	123 117	133 455	136 930	139 498
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	100,00	102,08	103,72	104,99	110,98	113,84	119,14	123,36	135,34
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 131	5 102	5 545	5 505	6 060	6 490	7 182	7 786	8 289
Transport aérien									
Trafic international (aéroport de Tontouta)									
Passagers (nbre)	359 381	346 767	355 644	364 990	385 242	407 746	414 990	442 535	nd
Marchandises (tonne)	5 243	5 061	5 094	5 198	5 192	5 566	5 440	5 605	nd
Trafic intérieur (aérodrome de Magenta)									
Passagers (nbre)	288 322	282 078	269 524	272 211	282 509	284 369	297 257	321 740	348 532
Marchandises (tonne)	1 112	954	922	893	846	853	952	1 078	1 149
Transport maritime (millier de tonnes)									
Trafic international	5 584	5 290	4 701	5 114	5 584	5 210	5 260	6 027	5 168
Trafic intérieur	3 443	3 124	3 232	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100
Tourisme									
Touristes (nbre)	109 587	100 515	103 933	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	16,0	13,7	16,3	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7
Croisiéristes (nbre)	48 579	50 671	54 925	64 273	77 115	81 215	118 898	121 393	173 208
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	482 593	522 178	480 477	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408
dont clients étrangers à la Nouvelle-Calédonie	371 904	399 668	351 765	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,4	4,1	4,0	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9
Taux d'occupation des chambres (%)	51,6	47,8	57,1	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	61,9

CONJONCTURE MONDIALE

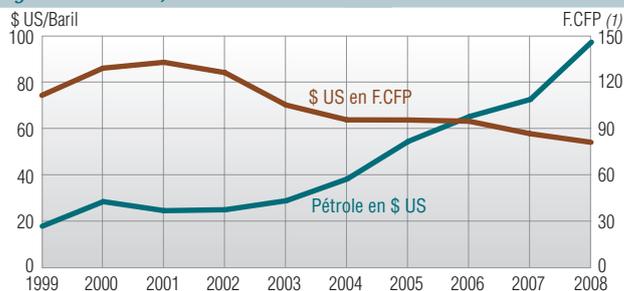
Ralentissement sérieux de l'économie mondiale

Née aux États-Unis en milieu d'année 2007, la crise financière s'est rapidement étendue au reste du monde et n'a épargné aucun secteur de l'économie en 2008, entraînant un repli de la croissance mondiale.



Les perturbations qui ont commencé à se faire ressentir sur les marchés financiers des États-Unis vers le milieu de 2007 avec la crise des "subprimes", se sont finalement transformées en 2008 en une véritable crise financière mondiale, la plus grave depuis 1929. Sa rapide propagation à la sphère économique a entraîné un ralentissement de l'économie mondiale. Les prévisions de la **croissance mondiale** ont été largement revues à la baisse au fil des mois avec notamment l'entrée en récession au 4^e trimestre de la plupart des pays avancés. Véritable phénomène planétaire, la crise financière s'est étendue à un plus large éventail d'institutions et de marchés. Même les **économies émergentes**, dont la croissance était tirée grâce à leurs exportations vers les pays développés et qui semblaient donc jusqu'à ces derniers temps avoir été relativement épargnées, ne peuvent plus éviter un ralentissement et vont probablement être affectées par l'affaiblissement des économies occidentales. Pour permettre aux banques de se refinancer, les banquiers centraux ont injecté des quantités colossales de liquidités sur les marchés mais cela n'a pas suffi et les di-

Évolution des cours du pétrole et du dollar (moyenne annuelle)



(1) Le F.C.F.P est lié à l'euro selon la parité fixe : 1 000 F.C.F.P = 8,38 euros

Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

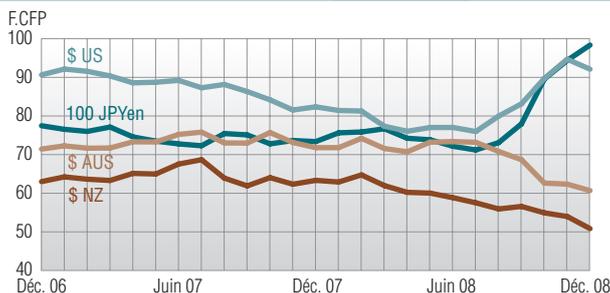
verses mesures palliatives mises en place par les gouvernements (le gouvernement des États-Unis a par exemple lancé un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars) n'ont pas non plus permis de renverser la tendance. En novembre, le Fonds Monétaire International (FMI) a même annoncé une récession mondiale pour 2009, la pire pour les pays développés depuis l'après-guerre.

En 2008, les cours des **matières premières** se caractérisent par une extrême volatilité. C'est notamment le cas des hydrocarbures qui ont subi les effets de la crise économique : le baril brut a commencé l'année à 100 dollars pour atteindre un pic à 147,20

dollars mi-juillet avant de s'effondrer à 44,84 dollars le 31 décembre, sous l'effet de la chute de la consommation de l'or noir dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) comme dans les pays émergents et de la dégradation rapide des perspectives économiques mondiales. Les prix sur les marchés agricoles ont également enregistré des records à la hausse comme à la baisse. Après avoir grimpé à des sommets jamais atteints sur le premier semestre 2008, les cours ont dégringolé, revenant quasiment, par exemple pour le blé, aux niveaux d'il y a deux ans. Effectivement liée pour partie aux facteurs spéculatifs mondiaux d'une ampleur nouvelle, la volatilité des marchés agricoles est également parfois naturelle puisqu'en relation avec des données climatiques et une demande mondiale accrue. De plus, la diminution progressive des stocks nationaux, qui ne jouent plus leur rôle d'amortisseur en cas d'inadéquation entre l'offre et la demande, explique également la forte variation des prix.

Au niveau de l'**emploi**, le bilan de l'année 2008 est également assez sombre puisque les marchés du

Évolution mensuelle des cours des devises en F.C.F.P (moyenne vente/achat)



Source : SGCB

travail se sont largement affaiblis. On assiste à une véritable crise mondiale de l'emploi selon le directeur général du Bureau International du Travail qui pourrait se traduire par une aggravation du nombre de chômeurs de 15 à 20 millions de personnes dès 2009.

Si la première partie de l'année 2008 a confirmé la tendance inflationniste observée en 2007, le deuxième semestre a été caractérisé par un retournement de situation sous l'effet de l'implosion du système bancaire américain qui a provoqué l'effondrement des cours des matières premières, de la valeur des actifs mobiliers et immobiliers et des prix à la consommation. Selon l'OCDE, en moyenne annuelle, l'inflation observée en 2008 dans la plupart des pays reste assez élevée et dépasse souvent les 3%. On note par exemple : +4,6% en Australie, +4,3% aux États-Unis, +3,4% pour la Zone euro ou +3,3% en France. Seul le Japon affiche 1,4%, en forte hausse cependant par rapport à 2007 (+0,1%). Dans la lignée du second semestre 2008, les perspectives d'une inflation modérée sont envisagées pour 2009.

Sur le 4^e trimestre 2008, l'économie de la Zone euro est entrée en récession. Sur l'ensemble de l'année, l'évolution annuelle du PIB est estimée à +1,0% contre +2,6% en 2007 selon les Perspectives économiques de l'OCDE. Sous l'effet d'une demande mondiale plus faible et de la vigueur de l'euro, les exportations ont fléchi, accentuant le ralentissement de la croissance. En France, la crise financière s'est également fait ressentir. La croissance est même tombée en dessous des 1% sur l'ensemble de l'année : 0,9% contre 2,1% en 2007, conjuguée à une baisse de la demande intérieure, un ralentissement des exportations et un taux de chômage toujours élevé.

Évolution en volume du PIB de quelques pays (moyenne annuelle)



Source : OCDE

Évolution des cours des matières premières



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

Aux États-Unis, la situation est extrêmement difficile et le fléchissement de l'activité observé dès 2007 a pris un caractère généralisé au cours de l'année 2008. Tous les secteurs économiques sont touchés et l'OCDE indique une croissance de 1,4% contre 2,0% l'année précédente. La baisse de la consommation intérieure et les pertes d'emploi affaiblissent l'économie du pays qui devrait rester morose également en 2009. Relativement épargnée en 2007, l'Asie a été affectée par la crise en 2008. Le taux de croissance du PIB de la Chine est tombé légèrement en deçà de 10%, après avoir atteint un pic proche de 12% l'an passé. Le FMI prévoit 6,4% de croissance pour l'Inde contre 9,4% en 2007 et l'OCDE prévoit 0,5% pour le Japon, qui est entré en récession.

Après une année 2007 bien orientée, l'Australie a dû également faire face à la crise mondiale qui

a affaibli son activité. Si sa croissance demeure positive, elle est loin de la moyenne enregistrée ces dix dernières années et largement inférieure à celle de l'année précédente : 2,5% en 2008 contre 4,4% en 2007. Jusque là dopée par la demande chinoise, en particulier pour les produits miniers comme le minerai de fer, le repli possible de la demande asiatique inquiète les compagnies minières qui ont déjà annoncé qu'elles limiteraient prochainement leur activité. La Nouvelle-Zélande enregistre elle aussi une baisse de son activité en 2008, favorisant la hausse du nombre de chômeurs. Les deux secteurs clés, le tourisme et l'agriculture, sont plus particulièrement touchés : si les arrivées moins nombreuses de touristes coréens et japonais ont affaibli le premier, le second a directement subi la hausse des prix des matières premières du premier semestre.

Évolution de quelques indicateurs économiques (données provisoires et exprimées en moyenne annuelle)

	Évolution annuelle du Produit Intérieur Brut		Évolution annuelle des prix à la consommation		Évolution annuelle de la consommation des ménages en volume		Évolution annuelle de l'investissement total en volume		Taux de chômage (définitions courantes)	
	2007	2008 p	2007	2008 p	2007	2008 p	2007	2008 p	2007	2008 p
France	2,1	0,9	1,6	3,3	2,4	0,9	4,9	0,3	8,0	7,3
Zone euro	2,6	1,0	2,1	3,4	1,6	0,4	4,1	0,4	7,4	7,4
Allemagne	2,6	1,4	2,3	2,9	-0,3	-0,6	4,5	3,6	8,3	7,4
Italie	1,4	-0,4	2,0	3,5	1,5	-0,5	0,8	-1,4	6,2	6,9
Royaume-Uni	3,0	0,8	2,3	3,7	3,0	1,8	7,1	-5,3	5,4	5,5
États-Unis	2,0	1,4	2,9	4,3	2,8	0,4	-2,0	-3,1	4,6	5,7
Japon	2,1	0,5	0,1	1,4	1,5	0,7	-0,6	-2,4	3,9	4,1
Australie	4,4	2,5	2,3	4,6	4,5	2,4	9,4	7,2	4,4	4,3
Nouvelle-Zélande	3,0	-0,5	2,4	4,0	4,1	0,0	4,7	-0,8	3,6	4,0

Source : OCDE, Perspectives économiques

Unité : %

DÉMOGRAPHIE

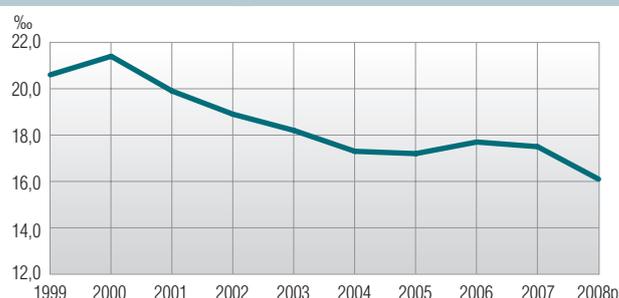
249 000 habitants au 1^{er} janvier 2009

La baisse du nombre de naissances enregistrée en 2008 s'inscrit dans la tendance à long terme du recul de la natalité. Les décès sont stables sur un an.

En 2008, 3 980 naissances vivantes et 1 150 décès ont été enregistrés par les services de l'état civil des 33 communes de Nouvelle-Calédonie. Ces mouvements permettent de dégager un excédent des naissances sur les décès de 2 830 personnes, en légère diminution sur un an en raison du recul des naissances. Le solde migratoire, évalué à 1 760 personnes, progresse légèrement par rapport à 2007. Il résulte un accroissement total de 4 590 personnes en 2008, qui porte les **estimations de la population calédonienne** au 1^{er} janvier 2009 à 249 000 habitants.

Le dernier **recensement général de la population** en Nouvelle-Calédonie, initialement prévu en 2003, a eu lieu en août 2004. Les opérations de collecte s'étaient déroulées dans un contexte peu favorable en raison des appels au boycott lancés suite à la suppression des questions relatives à la communauté d'appartenance. Si le dénombrement de la population (230 789 habitants au 31

Évolution du taux de natalité



Source : ISEE

août 2004) n'a pas été altéré, le boycott a en revanche pénalisé l'obtention des données détaillées telles que celles relatives à la composition des ménages ou encore à l'activité des individus. Depuis, cette date, les bilans démographiques publiés chaque année par l'Institut de la Statistique et des Études Économiques (ISEE) sont basés sur les données de l'état civil ainsi que sur des estimations du solde migratoire externe.

Les résultats du recensement 2009 permettront de mesurer pré-

cisément l'évolution de la population calédonienne depuis 2004, en appréhendant sa répartition par sexe, âge, communauté d'appartenance et en établissant des données précises et exhaustives relatives à la scolarité, la composition des ménages, l'activité, les migrations internes et externes. Ces résultats entraîneront une consolidation des estimations de population pour la période 2005-2008.

Les recensements de population en Nouvelle-Calédonie sont effectués par l'INSEE tous les cinq ans. Pour celui de 2009, la collecte devrait se dérouler de mi-juillet à mi-août.

Le décret authentifiant les résultats du recensement est prévu pour la fin de l'année, de manière à ce que le nouveau chiffre de population légale de chaque commune, utilisé pour appliquer les dispositions relatives à la vie des communes, des entreprises et des citoyens (élections, urbanisme, aménagement, dotations, ...) soit applicable au 1^{er} janvier 2010.

Évolution des mouvements naturels de la population

Années	Population au 1 ^{er} janvier	Nés vivants	Décédés (tous âges)	Excédent naturel	Solde migratoire (1)
1999	207 228	4 316	1 095	3 221	751
2000	211 200	4 566	1 077	3 489	571
2001	215 260	4 326	1 131	3 195	932
2002	219 387	4 194	1 121	3 073	1 132
2003	223 592	4 102	1 121	2 981	1 305
2004	227 878	3 978	1 116	2 862	1 518
2005	232 258	4 051	1 142	2 909	1 361
2006	236 528	4 224	1 113	3 111	753
2007	240 390	4 093	1 207	2 886	1 134
2008 p	244 410	3 980	1 150	2 830	1 760
2009 p	249 000	///	///	///	///

(1) Solde migratoire apparent, évalué à partir des observations intercensitaires et des résultats de l'enquête passagers de l'ISEE.

Source : ISEE

Unité : nbre

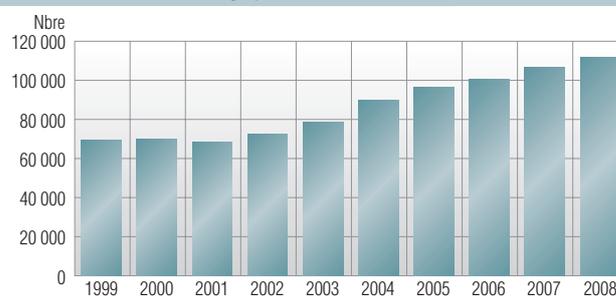
VOYAGES DES CALÉDONIENS

Les Calédoniens voyagent toujours plus

Le nombre de voyages des Calédoniens franchit un nouveau record avec 111 598 déplacements en 2008 contre 106 377 l'année précédente. Si l'Australie et la France restent dans l'ordre les deux destinations les plus prisées, elles ont peu progressé en 2008, contrairement à d'autres destinations comme la Thaïlande ou l'Indonésie qui ont décollé.

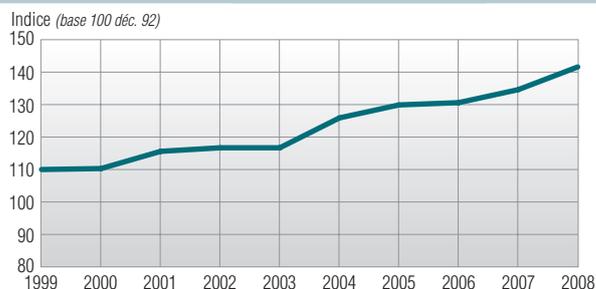
D'après les statistiques de l'"enquête passagers" le nombre de voyages des Calédoniens franchit un nouveau record avec 111 598 déplacements hors de la Nouvelle-Calédonie en 2008. Il est important de préciser que les données sont exprimées en nombre de voyages effectués et non en nombre de personnes ayant voyagé, une même personne pouvant avoir voyagé plusieurs fois dans l'année. Avec 5 211 voyages supplémentaires, la hausse annuelle s'établit donc à +4,9% après +6,2% en 2007 et +4,5% en 2006. L'évolution annuelle des voyages des Calédoniens sur du plus long terme, montre que si les déplacements restaient stables autour de 70 000 entre 1998 et 2001, c'est à partir de 2002 que leur progression annuelle s'est intensifiée, atteignant la barre des 100 000 voyages dès 2006. Comme en 2007, on note que le nombre de résidents ayant voyagé à l'extérieur du territoire est supérieur au nombre de touristes étrangers venus visiter la Nouvelle-Calédonie (103 672 personnes). La crise financière qui a sévi en 2008 (principalement à compter du second semestre), n'a pas eu d'impact sur les voyages des Calédoniens ; ils ont même pu bénéficier d'une monnaie forte et

Évolution annuelle des voyages des résidents



Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution de l'indice des prix des "Transports aériens"



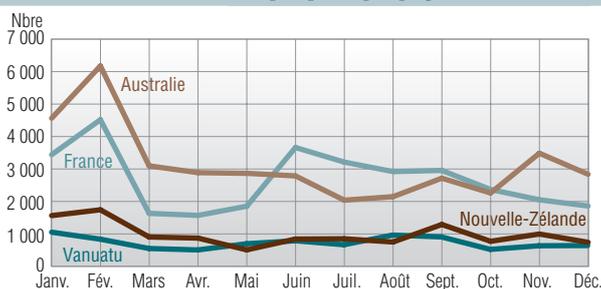
Source : ISEE

d'un meilleur pouvoir d'achat sur certaines destinations.

Le nombre de voyages effectués par les Calédoniens semble également peu affecté par le renchérissement des prix des billets d'avion observé en 2008 et en partie dû à la flambée du baril

de pétrole en début d'année. En effet, sur un an, l'indice des prix des transports aériens affiche une hausse de 5,2% (après +3,1% en 2007). On note une progression de l'indice de 30,6% en 10 ans avec +21,3% sur les cinq dernières années.

Retours mensuels des résidents par principal pays visité en 2008



Source : ISEE "Enquête passagers"

La saisonnalité des voyages reste très marquée, notamment par le rythme des vacances scolaires. Ainsi, les mois de janvier et février, avec 28 278 retours de vacances, représentent un quart (25,3%) des retours des résidents sur l'ensemble de l'année 2008, avec un pic en février (15 727), juste avant la rentrée scolaire. Les périodes de "petites vacances" de juin et septembre sont également l'occasion pour les Calédoniens de sortir du territoire et de

profiter de l'été métropolitain en juin ou de l'hiver austral pendant les vacances de septembre.

La destination qu'affectionnent le plus les Calédoniens reste l'**Australie** qui a attiré un nombre record de touristes résidents sur le territoire cette année. Avec 37 859 visiteurs contre 37 744 en 2007 et 35 875 en 2006, la destination suit une courbe ascendante, ce qui lui permet de présenter une hausse annuelle de 0,3%, toutefois en décélération comparée à l'année précédente (+5,2%). Au total, l'Australie représente un tiers du total des voyages effectués en 2008 (33,9%). Derrière, avec 32 043 personnes, se positionne la **Métropole** qui draine 28,7% des voyageurs calédoniens et affiche une croissance annuelle de 1,5%, après +5,9% en 2007 et +6,1% en 2006. A elles seules, ces deux destinations représentent presque les deux tiers du flux total du tourisme calédonien à l'extérieur du territoire, toutefois, elles affichent des faibles progressions en 2008.

La **Nouvelle-Zélande** représente quasiment 11% de l'ensemble des retours en 2008, avec une légère progression de 2,1% par rapport à l'année précédente.

Les autres destinations représentent des parts de marché beaucoup plus faibles et sont réparties sur l'ensemble des 5 continents : l'**Asie** (7,0% des voyages) a attiré plus de monde cette année (+73,7%, soit 3 316 personnes supplémentaires). Si l'Indonésie est le pays qui a accueilli le plus de touristes calédoniens (28,7% du total des retours de l'Asie, en hausse de 113,5% sur un an), l'augmentation concerne l'ensemble des autres pays asiatiques et peut s'expliquer par la tenue à

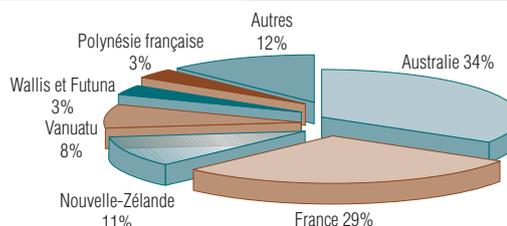
Retours des résidents par principal pays visité

	2007	2008	Variation
France	31 571	32 043	1,5
Autres pays d'Europe	526	764	45,2
Indonésie	1 052	2 246	113,5
Japon	1 252	1 452	16,0
Thaïlande	641	1 208	88,5
Vietnam	519	704	35,6
Autres pays d'Asie	1 038	2 208	112,7
Afrique	405	663	63,7
États-Unis	632	1 330	110,4
Canada	366	667	82,2
Autres pays d'Amérique	275	437	58,9
Wallis et Futuna	4 621	3 719	-19,5
Polynésie française	4 276	3 733	-12,7
Fidji	654	1 356	107,3
Nouvelle-Zélande	11 595	11 833	2,1
Vanuatu	8 265	8 772	6,1
Australie	37 744	37 859	0,3
Autres pays d'Océanie	831	599	-27,9
Autres	114	5	-95,6
Total	106 377	111 598	4,9

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Retours des résidents par principal pays visité en 2008



Source : ISEE "Enquête passagers"

Pékin des Jeux Olympiques d'été et l'ouverture de la ligne aérienne vers la Corée. 764 voyages, soit seulement 0,7% de l'ensemble des retours se sont faits de l'**Europe** (hors France), un chiffre toutefois en forte hausse sur un an (+45,3%) après une relative stabilité autour des 500 retours en 2007 et 2006. L'**Océanie** (hors Australie et Nouvelle-Zélande) a drainé 16,3% des retours. Sur un an, la destination est en léger recul avec -2,5%. Les progressions du Vanuatu (+6,1%) et de Fidji (+107,3%) ont donc permis de compenser le repli des retours en provenance des deux territoires français du Pacifique, la Polynésie française et Wallis et Futuna, qui enregistrent des baisses

respectives de -12,7% et -19,5%. Enfin, les fortes hausses annuelles constatées sur les retours d'**Amérique** (+91,2% après +6,7% en 2007) et d'**Afrique** (+63,7% après +5,2% en 2007) sont essentiellement favorisées par les États-Unis (+110,4%) et le Canada (+82,2%) pour la première et par la Réunion et Mayotte pour la seconde (+48,5%).

L'implantation sur le marché local de nouvelles compagnies telle que Air Austral en avril 2009 va certainement permettre aux résidents calédoniens de bénéficier de prix plus attractifs et leur offrir la possibilité de voyager vers de nouvelles destinations.

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Nouveau record des immatriculations de véhicules neufs

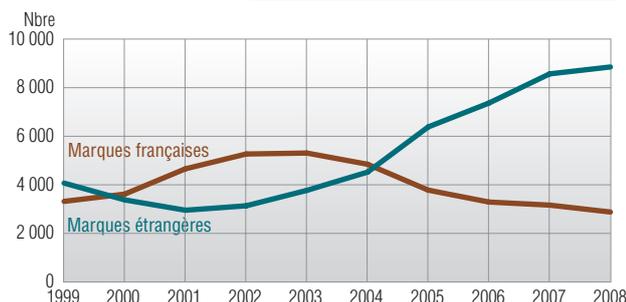
En 2008, le dynamisme du marché de l'automobile sur le territoire se confirme avec une hausse des immatriculations des véhicules neufs, profitant essentiellement aux marques étrangères et aux moteurs de type essence.

Dans la lignée de l'année précédente, le marché de l'automobile sur le territoire fait preuve de dynamisme en 2008 avec 14 322 **nouvelles immatriculations**, soit 125 véhicules supplémentaires en un an. La plaque d'immatriculation symbolique "300 000 NC" a été attribuée en juillet. Cependant, malgré ce chiffre record, on note un ralentissement de la croissance annuelle des immatriculations : +0,9% fin 2008 contre des hausses beaucoup plus soutenues les années précédentes avec +9,7% fin 2007 (+1 254 véhicules), +5,6% fin 2006 (+684 véhicules) et +8,8% fin 2005 (+991 véhicules).

Les immatriculations sont composées à 95,2% de véhicules neufs et à 4,8% de véhicules usagés (importés principalement dans le cadre d'un changement de résidence).

13 639 nouvelles immatriculations concernent des **véhicules neufs**, en hausse de 1,5% sur un an et correspondant à 200 immatriculations supplémentaires par rapport à 2007. Ce sont en moyenne 1 137 véhicules neufs qui ont été immatriculés chaque mois en 2008 contre 1 120 en 2007 et 1 018 en 2006.

Évolution des immatriculations de véhicules neufs selon l'origine de la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Immatriculations et transferts de cartes grises

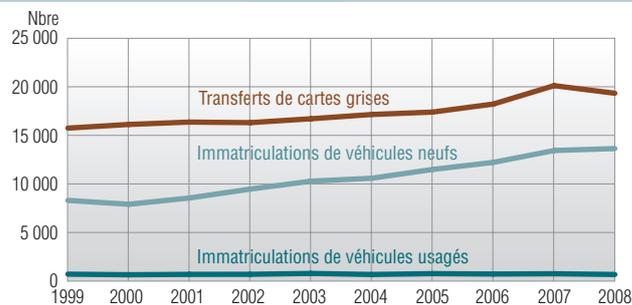
	2007	2008	Variation
Nouvelles immatriculations	14 197	14 322	0,9
Immatriculations de véhicules neufs	13 439	13 639	1,5
dont : Voitures particulières	7 717	7 853	1,8
Pick-up et camionnettes	4 016	3 880	-3,4
Camions	215	251	16,7
Deux roues	979	955	-2,5
Autres	512	700	36,7
Immatriculations de véhicules usagés (a)	758	683	-9,9
dont : Deux roues	115	118	2,6
Autres véhicules	643	565	-12,1
Transferts de cartes grises	20 113	19 334	-3,9

(a) Principalement des véhicules usagés importés dans le cadre d'un changement de résidence.

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : nbre, %

Évolution du marché de l'automobile



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Les voitures particulières représentent la grande majorité (57,6%) des immatriculations faites sur le marché du neuf, suivent les pick-up et camionnettes (28,4%), les deux roues (7,0%), les camions (1,8%) et les autres véhicules (5,1%).

En 2008, la tendance à la hausse des immatriculations des pick-up et camionnettes observée depuis plusieurs années et appuyée par les mesures mises en place par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie notamment dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière est rompue au profit des immatriculations de voitures particulières. En effet, alors que les immatriculations des pick-up et camionnettes affichent une baisse annuelle de 3,4% (-136 immatriculations) les voitures particulières progressent dans le même temps de 1,8%

(+136 véhicules). Les immatriculations de deux roues sont également en recul sur un an (-2,5%), tandis que celles des camions progressent fortement avec +16,7%, soit 36 immatriculations supplémentaires.

Parmi les 700 autres véhicules immatriculés en 2008, pratiquement la moitié concerne des remorques (339 véhicules), 90 sont des tracteurs agricoles, 51 des véhicules de transport en commun de personnes et le tiers restant se rapporte essentiellement à des gros engins de chantier comme des tracteurs ou des semi-remorques.

La légère hausse des nouvelles immatriculations observée en 2008, ne profite pas aux **marques** françaises. En effet, sur les 11 733 voitures particulières, pick-up et camionnettes qui se sont vus at-

tribuer une plaque cette année, seulement 2 880 sont de marque française, soit un net recul de 9,0% sur un an. Cette baisse est généralisée aux trois marques françaises présentes sur le territoire : ainsi, Peugeot recule de 11,1% sur un an, Renault de 0,4% et Citroën de 16,3%. Pour 2008, la part de marché des voitures françaises s'élève à 24,5% après 27,0% en 2007. Il y a 5 ans, les voitures françaises représentaient plus de la moitié des nouvelles immatriculations avec 58,5%.

A l'inverse, la part de marché des marques étrangères est en hausse avec 75,5% contre 73,0% en 2007. Sur un an, on note une progression des immatriculations des voitures particulières, pick-up et camionnettes de marques étrangères de 3,3%, après +16,3% en 2007 et +15,4% en 2006.

Sur le podium des meilleures ventes, les marques asiatiques sont largement représentées : Hyundai (11,9% des immatriculations de véhicules de marques étrangères), Nissan (11,4%) et Toyota (10,7%). C'est une américaine qui se place au pied du podium : Ford avec 9,0% de parts de marché. Apparue sur le territoire seulement depuis 2005, la marque low cost d'origine roumaine Dacia fait aujourd'hui partie du top 10 des immatriculations de véhicules neufs et représente 3,0% des parts de marché totales. Ses prix attractifs et ses véhicules basiques plaisent donc aux consommateurs calédoniens. La sous-représentation des véhicules de type 4x4 dans les marques françaises conjuguée à une évolution des devises étrangères favorable à la Calédonie conforte la prédominance des marques étrangères sur le marché calédonien. Entre 2000 et 2008 le yen et le dollar se sont dépréciés respectivement de 34% et 37% par rapport au F.CFP.

Immatriculations de véhicules neufs selon la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

	2007	2008	Part de marché 2008	Variation
Peugeot	1 298	1 154	9,8	-11,1
Renault	1 031	1 027	8,8	-0,4
Citroën	835	699	6,0	-16,3
Marques françaises	3 164	2 880	24,5	-9,0
Hyundai	1 249	1 051	9,0	-15,9
Nissan	971	1 009	8,6	3,9
Toyota	878	951	8,1	8,3
Ford	824	797	6,8	-3,3
Kia	906	772	6,6	-14,8
Mitsubishi	561	421	3,6	-25,0
Suzuki	243	403	3,4	65,8
Chevrolet	266	394	3,4	48,1
Mazda	244	358	3,1	46,7
Dacia	266	354	3,0	33,1
Autres	2 161	2 343	20,0	8,4
Marques étrangères	8 569	8 853	75,5	3,3
Total	11 733	11 733	100,0	0,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : nbre, %

Véhicules neufs immatriculés selon le modèle en 2008 (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

Marque	Modèle	Nbre	Part
Ford	Ranger	580	4,9
Hyundai	Getz	393	3,3
Nissan	Navara	379	3,2
Isuzu	Dmax	353	3,0
Dacia	Logan	315	2,7
Renault	Clio	289	2,5
Peugeot	207	288	2,5
Kia	New Sportage	284	2,4
Toyota	Hilux	264	2,3
Hyundai	Tucson	263	2,2
Autres	Autres	8 325	71,0
Total		11 733	100,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : nbre, %

Malgré la percée des marques asiatiques, c'est une américaine qui représente, et ce pour la 3^e année consécutive (malgré un recul annuel de 7,5%), le modèle le plus vendu : le Ford Ranger avec 580 unités. Plus loin derrière se place comme en 2007, la Getz de chez Hyundai (393 unités) et le Nissan Navara (379 unités). Suivent l'Isuzu Dmax (353 unités) et la Logan de Dacia dont 315 unités ont été vendues en 2008 contre 266 en 2007.

Il y a dix ans, la part des véhicules diesel était de seulement 39,2%. Avec la progression spectaculaire des immatriculations de ce type de véhicules depuis 2000, elle a franchi les 50% en 2005 (51,0%).

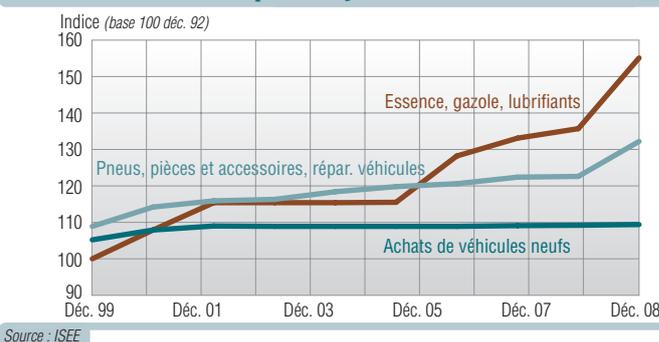
En 2008, toujours plus de 1 véhicule immatriculé sur 2 était équipé d'un moteur diesel, mais le nombre d'immatriculations pour ce type de **motorisation** marque un recul de 1,8% alors que les véhicules essence progressent de 2,0%.

Si le recul enregistré sur les immatriculations de véhicules 4X4, quasi exclusivement équipés d'un moteur diesel, est en grande partie à l'origine de ce résultat, la hausse des prix des carburants en Calédonie en 2008, plus forte pour le diesel (23% en moyenne sur 2008) que pour l'essence (12%), pourrait aussi contribuer à cette évolution.

Pour 2008, on note un léger repli du marché d'**occasion** puisque 19 334 **cartes grises** ont été transférées, soit une baisse de 3,9% sur un an. Sur du plus long terme, 2008 reste tout de même largement au dessus de la moyenne observée sur 10 ans établie à 17 138. Les **immatriculations de véhicules usagers** ont concerné 683 véhicules en 2008, soit 9,9% de moins qu'en 2007 et un repli de 6,8% sur 10 ans.

L'évolution de l'**indice des prix à la consommation des ménages** relatif aux véhicules automobiles confirme en 2008 la quasi stabilité des prix d'"Achats de véhicules neufs" observée depuis plusieurs années, tandis que les dépenses d'utilisation des véhicules sont en hausse de 9,5%, poussées par l'accroissement des prix des "Pneus, pièces et accessoires, répar. véhicules" (+7,8% en glissement sur douze mois) mais surtout par la hausse des tarifs du poste "Essence, gazole, lubrifiants" (+14,3% en glissement sur un an).

Évolution des indices des prix relatifs aux véhicules automobiles



Source : ISEE

EMPLOI SALARIÉ

Niveau record des créations d'emploi

L'emploi salarié enregistre sa plus forte croissance en 2008 : +5,8%, soit 4 507 salariés supplémentaires, dont les trois quarts concernent le secteur privé, qui affiche une croissance sur un an de 6,5%, contre +4,3% pour le secteur public.



Les effectifs salariés déclarés à la CAFAT s'établissent à 81 749 personnes en moyenne sur l'année 2008 contre 77 242 en 2007. Cette augmentation de 5,8%, correspondant à 4 507 nouveaux salariés, marque une accélération dans la tendance de forte croissance des effectifs observée depuis 2004 (+5,1% en 2007, +4,9% en 2006 et +3,9% en 2005).

Le secteur public compte 24 288 salariés en moyenne sur l'année 2008, soit presque 30% de l'emploi salarié total (29,7%).

Le secteur public enregistre une hausse annuelle de 4,3%, correspondant à 1 012 salariés supplémentaires, inférieure à la progression observée en 2007 (+5,2%). La moitié de cette augmentation concerne des fonctionnaires (de la fonction publique d'État ou de la Nouvelle-Calédonie) qui représentent presque les deux tiers des effectifs du public. L'autre moitié revient aux contractuels (non titulaires) qui sont 5,7% de plus qu'en 2007 (499 salariés en plus).

La ventilation par collectivité des 1 012 salariés supplémentaires montre que la moitié sont employés par l'État (533), 17,2% par les établissements publics (173), 11,9% par les provinces (120) comme les communes (118) et enfin 6,2% par la Nouvelle-Calédonie.

Évolution de l'emploi salarié par grand secteur du privé

	Effectif		Variation	
	2007	2008	Nbre	%
Secteur privé	53 966	57 461	3 495	6,5
Agriculture	2 255	2 318	62	2,8
Industries	9 128	9 892	764	8,4
Construction	7 786	8 289	502	6,5
Services	34 796	36 963	2 167	6,2

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

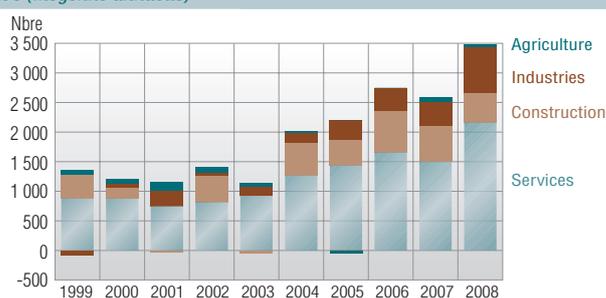
Évolution de l'emploi salarié par secteur et activité (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2007	2008	Nbre	%
Secteur privé	53 966	57 461	3 495	6,5
Agriculture, chasse, sylviculture	1 699	1 792	93	5,5
Pêche, aquaculture	557	526	-31	-5,5
Industries extractives	1 166	1 213	47	4,1
Industries manufacturières	7 157	7 866	709	9,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	806	813	7	0,9
Construction	7 786	8 289	502	6,5
Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	8 789	9 150	361	4,1
Hôtels et restaurants	3 813	4 184	371	9,7
Transports et communications	3 949	4 214	265	6,7
Activités financières	1 620	1 699	79	4,9
Immobilier, locations et services aux entreprises	5 556	6 232	676	12,2
Administration publique	729	755	26	3,5
Éducation	2 621	2 677	56	2,2
Santé et action sociale	1 665	1 760	95	5,7
Services collectifs, sociaux et personnels	2 319	2 564	245	10,6
Services domestiques	3 707	3 701	-7	-0,2
Activités extra-territoriales	29	28	0	-0,9
Secteur public	23 276	24 288	1 012	4,3
Fonctionnaires	14 540	15 053	513	3,5
Contractuels	8 736	9 235	499	5,7
Total	77 242	81 749	4 507	5,8

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

Le secteur privé, qui représente 70,3% de l'emploi salarié total, comptabilise 57 461 salariés en moyenne sur 2008 contre 53 966 en 2007. Sur un an, il enregistre ainsi une hausse de 6,5% (correspondant à 3 495 personnes), contre 5,0% en 2007, et la plus forte progression en nombre de salariés depuis ces cinq dernières années.

Sur les 3 495 salariés supplémentaires en 2008, 62,0% sont employés dans le secteur des Services, 21,9% dans l'Industrie,

14,4% dans la Construction et 1,8% dans l'Agriculture.

L'Agriculture enregistre ainsi 62 salariés supplémentaires sur un an, soit +2,8%, malgré la diminution des effectifs de la "pêche" (-28 personnes).

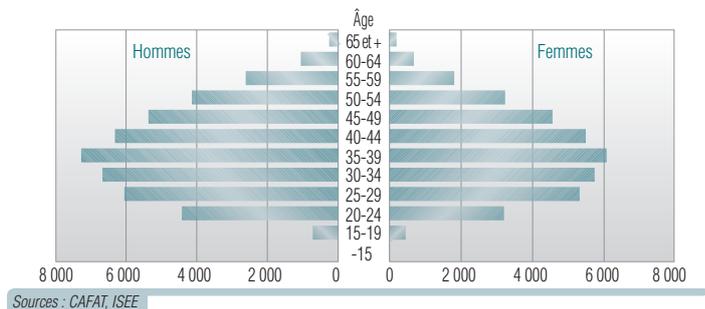
L'Industrie affiche la croissance la plus élevée en 2008 : +8,4% sur un an, soit +764 salariés. L'industrie manufacturière regroupe à elle seule 92,7% de ces salariés supplémentaires avec la moitié employée dans la sidérurgie et la métallurgie.

La construction, qui enregistrait ces dernières années des croissances exceptionnelles atteignant même +10,7% en 2006, affiche en 2008 une baisse relative de ce dynamisme : +6,5%, correspondant à 502 salariés supplémentaires, dont 55,8% (280 personnes) pour des activités de terrassement.

Enfin, les services, qui emploient 64,3% des salariés du privé, voient leurs effectifs progresser de +6,2%. Ces 2 167 salariés supplémentaires sont répartis en quasi-totalité dans quatre domaines : l'immobilier, locations et services aux entreprises" : +676 personnes, avec en particulier le "travail temporaire" (+284), les "activités de nettoyage" (+111), les "ingénieries d'études" (+84), suivi par les "hôtels et restaurants" (+371 emplois, dont 226 pour les "hôtels avec restaurant"), le "commerce, réparations automobiles et d'articles" (+361, dont 78 pour les "commerce de détail divers en magasin spécialisé", 67 pour le commerce automobile y compris l'entretien et les réparations, 36 pour le "commerce de détail de carburants") et les "services collectifs, sociaux et personnels" (+245 emplois), notamment les organisations associatives (+172).

Face à la croissance plus rapide des effectifs du secteur privé par rapport à ceux du public enre-

Pyramide des âges des salariés en 2008
(moyenne annuelle)



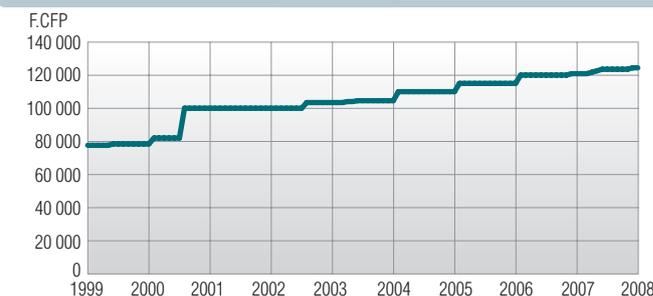
Sources : CAFAT, ISEE

gistrés ces dernières années, on note une diminution de la part des effectifs du public dans l'emploi salarié total : 31,2% en 2003, 30,6% en 2005 et 29,7% en 2008.

L'analyse de la **structure par âge** de la population salariée montre un vieillissement de la population calédonienne. En effet, même si la part des salariés de moins de 35 ans reste importante, elle diminue sur ces cinq dernières années, passant de 41,6% en 2003 à 39,9% en 2008, au profit de la part des plus de 50 ans : 15,7% en 2003 et 17,1% en 2008. S'agissant de la répartition par sexe en 2008, les hommes représentent 55,0% des salariés contre 45,0% de femmes. La part des femmes augmente légèrement ces dernières années : en 2003, elle s'affichait à 44,1%.

Le **Salair Minimum Garanti (SMG)** est passé de 120 864 F.CFP fin 2007 à 124 406 F.CFP fin 2008, après avoir été réévalué 4 fois (au 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai et 1^{er} novembre) au cours de l'année. En 2008, le SMG a ainsi augmenté de 2,9%, alors que l'inflation annuelle sur la même période s'établissait à 3,7%. En 2007, il avait augmenté de 5,1% pour une inflation limitée à 1,8%. Sur dix ans, le montant mensuel du SMG a progressé de 61,2%, passant de 77 169 F.CFP fin 1998 à 124 406 F.CFP fin 2008 pour une augmentation des prix à la consommation sur la même période de 18,9%. Il a été pendant cette période désindexé à plusieurs reprises de l'indice des prix, de manière à pouvoir le revaloriser dans des proportions plus importantes. C'est ainsi que par arrêtés du Gouvernement, conformément aux Lois de pays du 15 janvier 2001 et du 11 janvier 2005, il a franchi la barre des 82 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2001, des 100 000 au 1^{er} juillet 2001, puis des 110 000, 115 000 et 120 000 aux 1^{er} janvier 2005, 2006 et 2007. Depuis le 2 juillet 2007, le SMG est à nouveau indexé sur l'indice des prix à la consommation hors tabacs et soumis aux règles de relèvement énoncées par l'article 25-1 de l'ordonnance modifiée n°85-1181 du 13 novembre 1985.

Évolution du montant mensuel du SMG



Source : Direction du Travail

MARCHÉ DU TRAVAIL

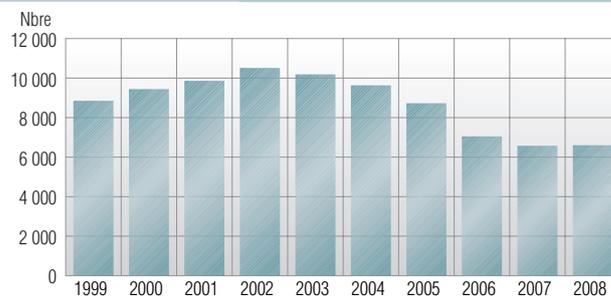
Le marché du travail reste bien orienté en 2008

Le dynamisme du marché du travail ne se dément pas en 2008 : le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois sur l'année est sensiblement identique à 2007, mais le nombre d'offres déposées est en forte progression.

Après avoir régulièrement augmenté entre 1998 et 2002, le nombre annuel moyen de **demandeurs d'emploi** en fin de mois a régressé entre 2002 et 2007 (-37,5%) grâce à une activité économique soutenue, pour se stabiliser en 2008 à 6 600 personnes, pratiquement comme en 2007 (6 572 demandeurs). Si le nombre de demandeurs en fin de mois marque ainsi une stabilité entre 2007 et 2008, on note toutefois une évolution de la répartition des demandeurs d'emploi par province qui tend vers un meilleur rééquilibrage Nord/Sud. Ainsi, si la part de la province des îles Loyauté est restée relativement stable (4,2% en 2008 contre 3,4% en 2007), celle de la province Sud a nettement diminué (67,5% en 2008 contre 70,5% en 2007 et 71,3% en 2002) au profit de celle de la province Nord (28,2% contre 26,1% en 2007 et 21,5% en 2002).

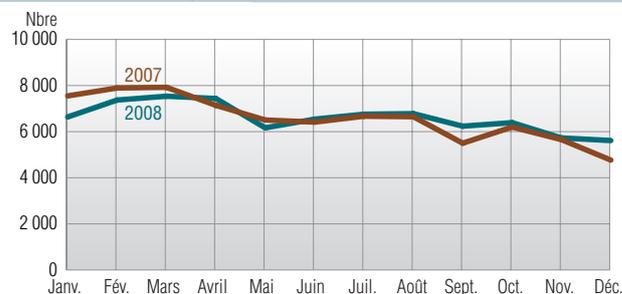
En province Nord, le chantier de l'usine du Nord, accompagné par des campagnes récentes d'information et de recensement organisées sur l'ensemble de la province par des structures telle que Cap Emploi, incite la population à effectuer le démarches d'inscription en tant que demandeur d'emploi (1 864 demandeurs en 2008 contre 1 716 en 2007). En province Sud, la diminution observée sur ces six dernières années (4 458 demandeurs en 2008

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois (moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Évolution mensuelle de la demande d'emploi (stock de demandeurs en fin de mois)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

contre 7 498 en 2002) peut s'expliquer notamment par la construction de l'usine de Goro Nickel qui a, dès 2002, dopé les créations d'emplois. Ce chantier a ainsi mobilisé, au plus fort de son activité, 1 600 travailleurs : 650 pour la base vie, 400 pour le BTP, 300 pour les VRD et le génie civil et enfin 250 pour la sécurité et surveillance. Ce chantier est aujourd'hui quasiment finalisé, avec l'entrée en production de l'usine prévu pour

2009. Près de 500 travailleurs ont vu leurs contrats se terminer sur le dernier trimestre 2008, mais le pic de démobilisation, qui va concerner un millier de travailleurs, est prévu selon l'Institut de Développement des Compétences, pour le 3^e trimestre 2009.

Concernant la province des îles Loyauté, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois observée depuis 2002 s'est interrompue cette année (+25,2% en un an fin 2008 contre -33,5% fin 2007). Cette évolution est une conséquence du Revenu d'Insertion des Loyauté (RIL). Des campagnes d'information ont été menées dans le courant de l'année 2008 et notamment en septem-

Offres et demandes d'emploi

	Demande d'emploi en fin de mois			Nouvelles offres d'emploi				
	2007	2008	Var (%)	Var (nbre)	2007	2008	Var (%)	Var (nbre)
Province îles Loyauté	222	278	25,2	56	41	46	12,2	5
Province Nord	1 716	1 864	8,6	148	907	1 410	55,5	503
Province Sud	4 634	4 458	-3,8	-176	8 566	9 952	16,2	1 386
Nouvelle-Calédonie	6 572	6 600	0,4	28	9 415	11 293	19,9	1 878

Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi Formation

Unités : nbre, %

bre, qui ont eu pour effet de faire croître le nombre de demandeurs sur le dernier trimestre, l'inscription en tant que demandeur d'emploi étant une condition nécessaire pour bénéficier de ce revenu.

Sur l'ensemble du territoire, cinq secteurs d'activité représentent à eux seuls 70,9% des demandes d'emploi, qualifiées ou non, sur l'année 2008 : "les services aux personnes et à la collectivité" (1 702 demandes en moyenne), "les services administratifs et commerciaux" (897), "le bâtiment, les travaux publics et l'extraction" (876), "le transport et la logistique" (660) et "l'industrie hôtelière" (531).

La part des demandeurs d'emploi qualifiés est légèrement inférieure à celle des non-qualifiés (respectivement 48,3% et 51,7%) comme c'était également le cas en 2007 avec 49,1% de demandeurs qualifiés contre 50,8% de non-qualifiés.

En moyenne depuis le début de l'année 2008, la part des demandeurs d'emploi diplômés est en augmentation : 18,2% ont le niveau du baccalauréat, contre 16,4% en 2007 et 5,5% des demandeurs ont suivi un cursus de l'enseignement supérieur, contre 4,4% l'an dernier). En parallèle, la part des personnes sans diplôme a régressé, passant de 44,9% en 2007 à 38,3% cette année.

La répartition par tranches d'âge des demandeurs d'emploi est relativement équilibrée sur l'année 2008 : 35,3% des demandeurs sont âgés de 26 à 35 ans et 35,7% ont plus de 36 ans. En un an, la proportion de demandeurs d'emploi de moins de 26 ans a légèrement diminué, passant de 29,9% en 2007 à 29,0% cette année.

Depuis cinq ans, la proportion de femmes à la recherche d'emploi ne cesse de progresser, passant de 54,5% en 2002 à 59,9% en 2008. C'est pour répondre à cette tendance que le gouvernement de Nouvelle-Calédonie travaille, en collaboration avec les provinces et avec l'aide de fonds européens, sur la mise en place de mesures permettant d'aider les femmes à trouver un emploi. Parmi ces mesures, la création

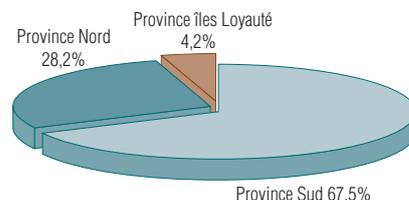
de formations spécifiques, une aide à la formation équivalente à 80% du SMG ou encore la prise en charge de la garde des enfants pendant les heures de stages.

Les perspectives pour l'année 2009 peuvent être encourageantes. En effet, différents programmes d'emploi coexistent afin de mettre en adéquation la main d'œuvre disponible et les viviers d'emploi. Ainsi, pour aider les employés de Goro Nickel en fin de contrat dans leur recherche d'emploi, la province Sud a mis en place le plan PREGO (programme de remobilisation pour l'emploi après Goro), qui instaure des mesures d'accompagnement : prospection des offres d'emploi du marché, aide à l'emploi et à la formation et aides à la création d'entreprise.

Plus généralement, d'autres programmes existent, tel que PILOT (programme annuel d'insertion locale orienté vers le travail) instauré dès 2005 par la Mission d'Insertion des Jeunes de la province Sud, destiné à favoriser l'intégration de jeunes de moins de 26 ans dans le monde du travail. De nombreuses actions de formation en faveur des personnes sans emploi et avec ou sans diplôme sont également organisées chaque année sur l'ensemble du territoire et financées par la Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, de futurs chantiers ou secteurs d'activité en développement sont susceptibles d'absorber une partie des travailleurs démobolisés par la construction de

Répartition géographique des demandeurs d'emploi en 2008 (demande en fin de mois)

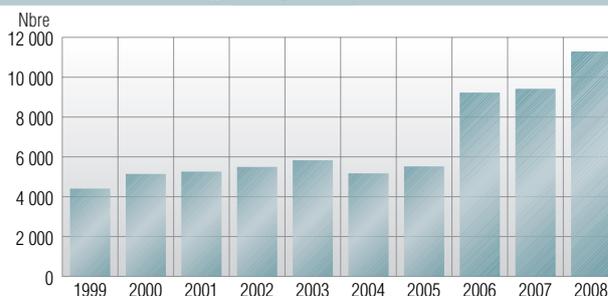


Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Goro Nickel. Il s'agit notamment de la nouvelle aéroport de La Tonoutoua, du médipôle de Koutio, de la zone d'aménagement concerté de Dumbéa, des constructions liées aux Jeux du Pacifique de 2011, du développement de la zone Voh-Koné-Pouembout et du projet de l'usine du Nord.

Depuis le début de l'année 2008, le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées se chiffre à 11 293, soit une augmentation de 19,9% sur un an correspondant à 1 878 dépôts supplémentaires par rapport à 2007. Plus des deux tiers (69,9%) des offres déposées en 2008 proposent un emploi sous contrat à durée déterminée soit quasiment les mêmes proportions que l'année précédente, et près de neuf offres sur dix (86,6%) concernent un emploi à temps complet, contre 80,4% en 2007. Quatre secteurs d'activité représentent à eux seuls plus de la moitié (57,9%) des offres d'emploi déposées en moyenne en 2008 : "le bâtiment, les travaux publics et l'extraction" (2 071 offres), "la mécanique, l'électricité et l'électronique" (1 696), "le transport et la logistique" (1 397) et "les services administratifs et commerciaux" (1 266).

Évolution des nouvelles offres déposées



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

CONFLITS SOCIAUX

Amélioration de la situation sociale

Depuis deux ans, les entreprises du secteur privé et les organisations syndicales adhèrent davantage à un processus de conciliation. En conséquence, les conflits sociaux dans les entreprises du secteur privé (hors mines et maritime) sont moins nombreux et durent moins longtemps, conduisant à un effondrement du nombre de journées perdues en 2008.

Selon la Direction du travail et de l'emploi, l'année 2008 confirme la diminution du nombre de conflits sociaux dans le secteur privé (hors mines et maritime), initiée en 2007 : 48 en 2008, contre 52 en 2007 et 56 en 2006.

La baisse du nombre de conflits conjuguée à une diminution du nombre de grévistes (736 en 2008, 1 279 en 2007 et 1 373 en 2006) et de salariés concernés (1 222 en 2008 contre 4 879 en 2007 et 13 187 en 2006) conduit à une nette régression du nombre de journées perdues, qui passe de 21 529 jours en 2007 à 7 913 en 2008, et atteint ainsi le niveau le plus bas depuis 2000.

Le nombre de jours de conflit pour l'année 2008 s'établit à 346, pour une durée moyenne de 7,2 jours contre 15,4 en 2007 (799 jours de conflit). On note en 2008 moins de blocages de courte durée pour "forcer" ou renforcer la négociation.

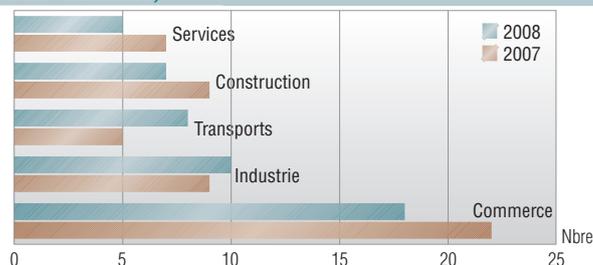
En 2008, la moitié des conflits a été organisée à l'initiative d'un syndicat : l'USTKE. A noter que l'USOENC, avec 5 conflits enregistrés en 2008 contre 18 en 2007, diminue son implication.

Évolution des conflits sociaux dans le secteur privé (hors mines et maritime)



Source : Direction du Travail et de l'Emploi

Conflits selon le secteur économique en 2008 (hors mines et maritime)



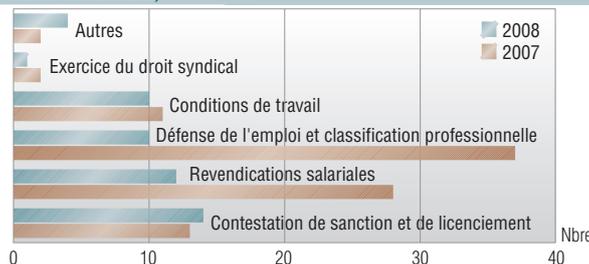
Source : Direction du Travail et de l'Emploi

Même si la tendance générale de 2008 est à la baisse du nombre de conflits, le secteur des transports enregistre une nette progression, passant de 5 en 2007 à 8 en 2008. Par ailleurs, le nombre de mouvements sociaux répertoriés dans le secteur du commerce

reste très supérieur à celui des autres activités avec 18 conflits en 2008, contre 10 pour l'industrie, 7 pour la construction et 5 pour les services.

Plus de la moitié (51,0%) des mouvements sociaux a pour origine la contestation de sanctions disciplinaires ou de licenciements et des revendications salariales, plusieurs revendications pouvant être exprimées au cours d'un même conflit.

Conflits selon le motif en 2008 (hors mines et maritime)



Source : Direction du Travail et de l'Emploi

Conséquence du pacte social conclu en 2000 et destiné à instaurer un dialogue social, une section dédiée à la résolution des conflits et à la négociation collective a été créée au sein de la Direction du travail et de l'emploi

par arrêté du 13 octobre 2005. Son activité s'est accrue entre 2007 et 2008, aussi bien au niveau préventif (conciliations pendant la période de préavis de grève), qu'en cas de conflits déclarés, ou encore après la résolution de conflits pour accompagner la mise en œuvre de certains protocoles d'accord.

Selon la Direction du travail et de

l'emploi, entreprises et organisations syndicales adhèrent de plus en plus à un processus de conciliation en dehors de tout conflit.

Alors que la situation sociale dans le privé s'améliorait en 2008, le **secteur public** a été secoué par des mouvements sociaux qui ont touché pendant un mois plusieurs directions de

la fonction publique territoriale, pénalisant l'activité économique (opérations de dédouanement des marchandises, immatriculations de véhicules, régie des tabacs, transactions immobilières). Les revendications, qui portaient sur une revalorisation des régimes indemnitaires, ont abouti à l'attribution de nouvelles primes.

PRIX À LA CONSOMMATION

3,7% d'inflation

Tirés à la hausse sur un an par les trois grands groupes de dépenses : "alimentation" +4,6%, "produits manufacturés" +3,4% et "services" +3,1%, les prix à la consommation des ménages sont en augmentation en 2008 avec +3,7% soit la hausse la plus importante de ces dix dernières années.

L'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2008 s'établissait à 132,1 contre 127,5 en décembre 2007, affichant ainsi une augmentation de 3,7% sur un an. L'inflation est généralisée aux trois grands postes : +4,6% pour l'alimentation, +3,4% pour les produits manufacturés et +3,1% pour les services. Compte tenu de leur pondération dans l'indice, c'est-à-dire de leur poids respectif dans la consommation des ménages, les trois grands postes contribuent à l'inflation à hauteur de 1,3 point pour les produits alimentaires et de 1,2 point pour les produits manufacturés ainsi que pour les services.

Variation des prix à la consommation
(en glissement sur douze mois)

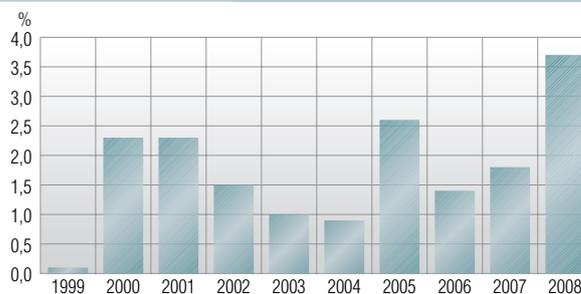


Source : ISEE

La forte progression des prix du poste **alimentation** au cours de l'année 2008 (+4,6%) est comparable à celle enregistrée l'année précédente (+4,5%), alors qu'elle était restée inférieure à 3% depuis 1998. Elle dépasse à nouveau le niveau exceptionnel enregistré en 1996 (+4,0%). La progression de l'année 2008 est toutefois irrégulière, avec une variation en glissement annuel comprise entre 2,9% (octobre 2008) et 4,9% (mars 2008).

Le renchérissement des prix de l'alimentation est lié à l'augmentation des cours mondiaux des matières premières agricoles sur le 1^{er} semestre 2008, notamment

Évolution de l'inflation sur dix ans
(en glissement annuel)



Source : ISEE

des céréales et des oléagineux. Les cours mondiaux du maïs ont ainsi atteint 698,9 US cents/boisseau en juin 2008 contre 488,6 cents en janvier, soit une augmentation de 43,0%, et ceux du riz long blanc Thaï ont progressé de 162,5% entre janvier et mai 2008.

La Nouvelle-Calédonie, qui importe l'essentiel de ses matières premières, a été directement touchée par cette hausse des cours. Ainsi, le prix du "riz" a progressé de 40,1% depuis le début de l'année (passant de 154 F.CFP le kg en janvier 2008 à 224 F.CFP en décembre), les "pâtes alimentaires" de 11,9% et les "huiles alimentaires" de 23,5%. Certains produits, comme les "fruits frais" (+13,2%), moins soumis aux fluctuations des cours

mondiaux, voient pourtant leurs prix augmenter en 2008. Ainsi, entre décembre 2007 et décembre 2008, le prix moyen de vente au détail par exemple des bananes a augmenté de 25%.

Directement soumis à la loi de l'offre et de la demande, les prix des fruits ont en 2008 particulièrement subi les effets des très mauvaises conditions climatiques du 1^{er} semestre, qui ont largement pénalisé la production locale et obligé un recours exceptionnel aux importations.

Avec 9,7% de hausse sur un an, les "pains et céréales" participent également fortement à l'inflation des produits alimentaires, à l'image des "laits, fromages et œufs" (+5,8%).

Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 92 Déc. 07	Déc. 08	Variation sur un an %
Indice général	10 000	127,5	132,1	3,7
Indice hors tabac	9 750	126,0	130,4	3,5
Détail en 3 postes :				
Alimentation	2 691	136,5	142,8	4,6
Produits manufacturés (yc tabac)	3 747	117,0	121,0	3,4
Services	3 561	131,6	135,8	3,1
Détail en 8 postes :				
Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 000	140,0	146,7	4,7
Articles d'habillement et chaussures	470	84,3	78,9	-6,5
Logement, eau, éclairage	1 600	132,1	135,1	2,3
Meubles, art. ménagers, entretien maison	580	113,0	115,9	2,6
Services médicaux et dépenses de santé	570	146,2	151,6	3,7
Transports et communications	2 400	122,6	129,4	5,5
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	590	105,6	106,2	0,6
Autres biens et services	790	124,2	128,1	3,1

Source : ISEE

Si quasiment l'ensemble des familles de produits enregistre une augmentation annuelle, seul l'indice des prix des "légumes" présente une stabilité en glissement sur douze mois et certains produits s'affichent même en légère baisse : les "poissons frais et congelés" (-1,5%), les "saucissons" (-1,0%) ou les "vins supérieurs" (-3,1%). Le renchérissement observé dans le secteur alimentaire a conduit les institutions calédoniennes à mettre en place des mesures de lutte contre la vie chère, notamment par le biais d'"éco-produits", dont le prix reste fixe (le kilo de riz long à 100 F.CFP depuis juin 2008, le pain de 500 gr à 130 F.CFP depuis septembre 2007). Depuis le 15 novembre ces efforts se sont intensifiés avec la création d'un "éco-caddie" composé de 21 produits de base (lait, pâtes, soupe, yaourts, etc.).

Même si elle est inférieure à la progression observée par le poste de l'alimentation, la hausse des prix affichée par les **produits manufacturés** sur les douze derniers mois est un des moteurs de l'inflation constatée en 2008. Elle s'élève à 3,4%, après seulement +0,4% fin décembre 2007 et +1,7% fin décembre 2006.

L'augmentation observée en 2008 est en partie liée au renchérissement des tarifs pétroliers au cours du 1^{er} semestre : les carburants ont enregistré une hausse de 14,4% depuis le début de l'année. Le litre de gazole est ainsi passé de 109,3 F.CFP en janvier 2008 à 125,6 F.CFP en décembre, après un pic enregistré en octobre à 145,9 F.CFP. On note toutefois qu'au niveau mondial, si le prix du baril de pétrole brut en dollar a augmenté de 44,0% au cours des deux premiers trimestres, les prix se sont repliés depuis le 3^e trimestre 2008, du fait d'un excédent de l'offre par rapport à la demande, directement lié à la dégradation

de la conjoncture économique. Cette baisse des cours a profité aux consommateurs calédoniens à partir du mois de novembre.

D'autres produits manufacturés participent fortement à l'inflation de ce secteur depuis le début de l'année : +8,8% pour les "articles de ménage non durables" (notamment +21,5% pour les "petits articles pour l'entretien"), +9,4% pour le "gaz", +7,2% pour les "tabacs", ou +3,4% pour "l'électricité" depuis le 1^{er} décembre.

Les prix du gaz ont été revalorisés par le gouvernement au 1^{er} février et au 1^{er} juillet 2008 conformément à la réglementation en vigueur, afin de tenir compte de l'augmentation du prix à l'importation, passant de 2 540 F.CFP la bouteille de 13 kilos à 2 620 F.CFP puis 2 780 F.CFP, et pour la bouteille de 39 kilos de 7 925 F.CFP à 8 174 F.CFP puis 8 674 F.CFP.

L'augmentation des prix du tabac est liée à une volonté du gouvernement de lutter contre le tabagisme. Deux arrêtés ont été pris en ce sens.

Concernant les prix des **services**, ils enregistrent une hausse de 3,1% sur les douze derniers mois, soit un taux au-dessus de la barre des 3% pour la seconde fois depuis ces dix dernières années. En effet, même si l'augmentation des prix des services était continue, elle restait relativement modérée, et comprise entre +0,7% (en 1998 et 1999) et +2,2% (en 2002). Après le pic enregistré en 2005 (+3,1%), la hausse des prix des services avait fléchi et affichait +1,8% en 2006 et +1,2% en 2007. La forte progression enregistrée en 2008 est principalement imputable à l'augmentation des tarifs des postes "dépendances d'utilisation des véhicules" (+9,5%), "services de transport" (+9,1%), "soins et effets personnels" (+5,9%) et "soins des hôpitaux et assimilés" (+5,2%). Ainsi, en partie corrélé à la hausse des prix du carburant, le tarif mensuel moyen du ramassage scolaire a été réévalué à la hausse de 18,8% entre décembre 2007 et décembre 2008. Depuis le début de l'année, les prix des consultations de généralistes ont augmenté de 4,5%, et, du fait de la hausse du taux directeur d'évolution des dépenses hospitalières, le coût de l'hospitalisation en médecine générale a crû de 5,8%.

Par ailleurs, les loyers des locaux à usage d'habitation, gelés en 2007, sont revalorisés depuis le 1^{er} janvier 2008 en fonction de l'Indice de Révision des Loyers ; la majoration annuelle applicable ne pouvait excéder, pour l'année 2008, 50% de la hausse de l'IRL enregistrée sur les douze derniers mois précédant la date anniversaire du bail. Fin décembre 2008, le poste "loyers de résidences principales" présente ainsi une hausse de 1,2% sur les douze derniers mois, contre +0,6% fin décembre 2007.

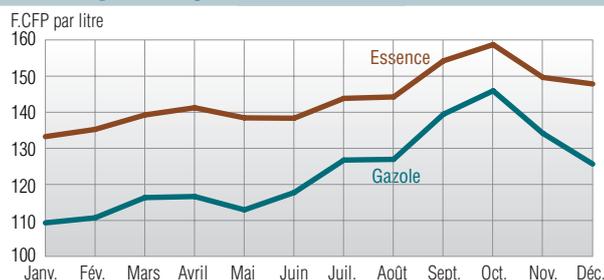
A noter toutefois dans ce contexte inflationniste, le repli des prix des "services de télécommunications" (-2,2%) et des "parkings et location de véhicules privés" (-16,3%).

Conséquence de la hausse continue des prix dans le courant de l'année 2008, sont intervenues des revalorisations successives du salaire minimum garanti (SMG) et du salaire minimum agricole garanti (SMAG) aux 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai et 1^{er} novembre. Sur l'année 2008, le tarif mensuel pour 169 heures a progressé de 2,9%, passant ainsi de 120 864 F.CFP en janvier à 124 406 F.CFP en décembre pour le SMG et de 102 733 F.CFP à 105 745 F.CFP pour le SMAG.

Cette inflation de 3,7% en glissement sur douze mois s'inscrit dans une tendance mondiale qui, jusqu'en milieu d'année, était restée marquée par l'envolée des prix des matières premières minérales et agricoles. C'est ainsi que fin septembre, la Métropole affichait une inflation de 3,0%, les pays de la zone euro 3,2%, et dans un environnement plus proche, l'Australie 5,0%, la Nouvelle-Zélande 5,1% et la Polynésie française 4,5%.

La baisse des cours mondiaux des matières premières minérales et agricoles (dont -69,8% pour le baril de pétrole brut, -43,3% pour le riz long blanc Thaï, -54,0% pour l'huile de tournesol et -36,9% pour le blé), conjuguée à un contexte économique mondial difficile dû à la crise financière sont venus inverser cette tendance avec un ralentissement de l'inflation observé dans la plupart des pays de l'OCDE. La Métropole termine ainsi l'année à 1,0% et la zone euro à 1,6%. Pour la zone Pacifique, Wallis et Futuna affiche un taux annuel d'inflation de 2,7%, la Nouvelle-Zélande +3,4% et l'Australie +3,7%.

Évolution du prix des hydrocarbures en 2008



Source : ISEE

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Baisse des exportations

L'année 2008 a été marquée par une forte dégradation sur le marché mondial du nickel, entraînant un affaiblissement du niveau des exportations (-40,4% sur un an) conjugué à une hausse des importations (+7,4% sur un an). Ce déséquilibre des échanges extérieurs a creusé le déficit de la balance commerciale qui se dégrade de 92,5 milliards par rapport à 2007 et fait chuter le taux de couverture sous la barre des 50%.

Pour l'année 2008, la Direction Régionale des Douanes enregistre 262,2 milliards de F.CFP de marchandises importées contre 244,1 milliards en 2007, soit un niveau d'importations encore jamais atteint auparavant. On note toutefois un net ralentissement dans la progression des achats du territoire à l'extérieur : +7,4% en 2008 après +21,5% en 2007, +17,7% en 2006. Sur l'ensemble des importations effectuées en 2008, 19,4% concernent des "Produits minéraux", 18,6% des "Machines, appareils et matériel électrique", 14,8% du "Matériel de transport" et 11,5% des "Produits alimentaires, boissons, tabacs".

Le poste "Autres" est le seul poste à présenter une baisse en valeur sur un an (-17,3%) essentiellement due au repli des ensembles industriels importés massivement en 2007 dans le cadre de grands projets miniers et notamment Goro Nickel. Tous les autres postes présentent des évolutions annuelles en hausse, qui s'expliquent par un effet "prix" pour certains. On note par exemple que les importations des produits minéraux sont en hausse sur un an de 41,9% en valeur contre 11,3% en volume ou que les pro-

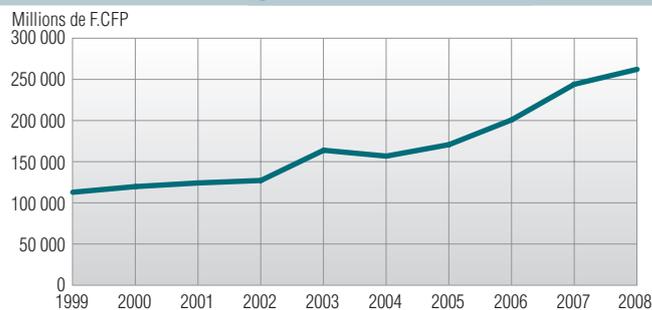
Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2007	2008	Variation
Produits alimentaires	26 504	30 118	13,6
Produits minéraux	35 750	50 744	41,9
Produits chimiques	14 972	16 128	7,7
Produits caoutchouc et plastique	7 788	8 581	10,2
Bois et ouvrages en bois	2 011	2 179	8,4
Papiers et ouvrages en papier	4 497	4 607	2,4
Produits textiles	5 555	6 018	8,3
Métaux et ouvrages en ces métaux	15 381	16 268	5,8
Machines, appareils et matériel électrique	47 784	48 674	1,9
Matériel de transport	35 502	38 875	9,5
Autres produits	48 355	39 998	-17,3
Total	244 096	262 188	7,4

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de la valeur des importations de marchandises



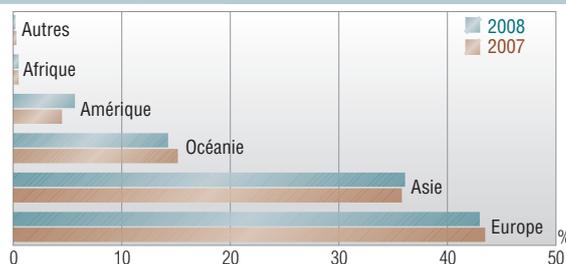
Source : Direction Régionale des Douanes

duits alimentaires, boissons et tabacs présentent une hausse de 13,6% en valeur contre 9,8% en volume. Le renchérissement observé au niveau mondial des cours des matières premières alimentaires et minérales, sur le 1^{er} semestre 2008, a donc alourdi la facture du territoire. La baisse de ces matières premières interve-

nue dès le mois de juillet et dont les premiers effets en Calédonie ont été perçus sur le dernier trimestre 2008, notamment pour ce qui concerne l'essence et le gasoil, devrait pleinement se faire ressentir dès les premiers mois de l'année 2009.

La répartition des importations par continent d'origine place l'Europe en tête avec 43,1% des achats en valeur (contre 43,6% en 2007), suivie par l'Asie : 36,2% (contre 35,9% en 2007). À eux seuls, ces deux continents représentent près de 80% du total des importations. Dans le détail, la France a encore été le principal fournisseur du territoire, représentant 26,1% du total des importations (68,4 milliards de F.CFP). Singapour arrive en deuxième

Provenance des importations (% de la valeur totale des importations)



Source : Direction Régionale des Douanes

position avec 44,6 milliards de F.CFP des dépenses (soit 17,0% contre 13,6% en 2007) et prend la place qu'occupait l'Europe (hors France) en 2007. Ici aussi, la hausse des cours mondiaux conjuguée à l'accroissement des besoins énergétiques de la Nouvelle-Calédonie s'est fait ressentir puisque Singapour fournit essentiellement des produits pétroliers au territoire.

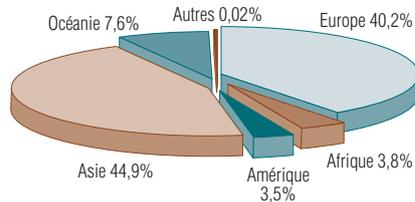
Dans une moindre mesure, la Nouvelle-Calédonie s'est également fournie auprès de l'Australie (9,8%), de la Chine (6,1%), de l'Allemagne (4,7%), de la Nouvelle-Zélande (4,0%), des États-Unis (3,9%), et d'autres pays à hauteur de 28,4%.

Comparées à une année 2007 exceptionnelle, les **exportations** calédoniennes de l'année 2008 sont inférieures de 40,4% : 109,5 milliards de F.CFP fin 2008 contre 183,9 milliards fin 2007. Également moins importantes que les exportations enregistrées en 2006 (128,2 milliards), elles restent malgré tout au-dessus de la barre des 100 milliards dépassée pour la première fois en 2005 avec 104,8 milliards et largement supérieures à la moyenne de ces dix dernières années.

En 2008 les exportations de nickel (produits miniers et métallurgiques) représentent 93,9% des exportations en valeur, les produits de la mer 2,2% et les autres produits 3,9%.

C'est la mauvaise conjoncture sur le marché du nickel qui a pesé sur les exportations calédoniennes. En effet, alors que la contraction de la demande mondiale a fait chuter les volumes exportés, elle a créé dans le même temps un déséquilibre entre l'offre et la demande qui a tiré à la baisse les cours au London Metal Exchange (9,55 USD la livre en moyenne en 2008 contre 16,89 USD en 2007) et dévalorisé les tonnages exportés. Ainsi, les ventes de minerai de nickel ont diminué de 63,0%

Destination des exportations en 2008 (% de la valeur totale des exportations)



Source : Direction Régionale des Douanes

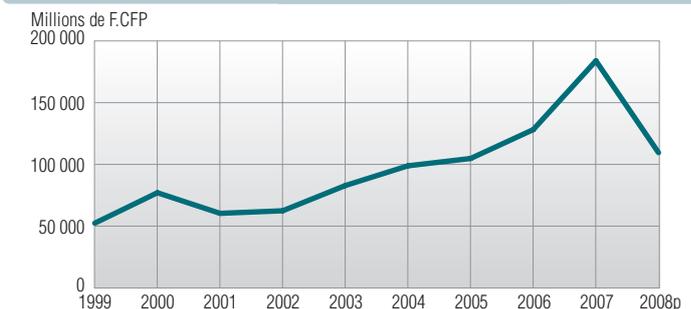
Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2007	2008 p	Variation
Minerai de nickel	44 187	16 364	-63,0
Ferro-nickels	107 995	66 775	-38,2
Mattes	25 117	19 731	-21,4
Produits de la mer	2 266	2 359	4,1
dont thons	202	258	27,7
crevettes	1 527	1 583	3,7
holothuries	414	387	-6,5
trocas	96	90	-6,3
Autres produits	4 316	4 276	-0,9
Total	183 881	109 505	-40,4

Sources : Direction Régionale des Douanes,
Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de la valeur des exportations de marchandises



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

en valeur et de 23,4% en volume entre 2007 et 2008, les ventes de ferro-nickels ont perdu 38,2% en valeur et 7,1% en volume et celles de mattes 21,4% en valeur et 3,2% en volume sur la même période.

Dans ce contexte de dégradation des exportations de nickel, les produits de la mer tirent leur épingle du jeu. S'ils ne représentent que 2,2% des exportations totales, ils affichent une légère progression annuelle : +4,1% en valeur et +2,6% en volume sur un an, du fait d'une amélioration des exportations de thons (+27,7%) et de crevettes (+3,7%). À l'inverse, les ventes d'holothuries et de trocas sont en recul sur un an avec respectivement : -6,5% et -6,3%.

Comme pour les importations, l'Asie (44,9% du total des exportations en valeur) et l'Europe (40,2%) occupent une place essentielle dans les exportations du territoire. Dans le détail, 40,7% des exportations calédoniennes ont été destinées à l'Union Européenne (-25,2% par rapport à 2007) dont plus de la moitié (50,7%) pour la France (-12,5% en un an). Le Japon représente 20,4% des ventes à l'extérieur du territoire, avec 22,3 milliards (-44,0% en un an). Taïwan complète le trio de tête avec 14,0

milliards (-35,1% sur un an). La baisse des exportations sur un an a concerné l'ensemble des partenaires de la Nouvelle-Calédonie mais plus lourdement les acheteurs de nickel, à l'exception de la Corée du Sud qui prend une place grandissante notamment grâce aux livraisons de minerai à destination de l'usine de Gwangyang débutées en milieu d'année 2008.

Si le solde déficitaire de la balance commerciale avait réussi à se réduire quelque peu en 2007 grâce à un niveau record des exportations, il se creuse en 2008 atteignant -152,7 milliards de F.CFP (-60,2 milliards fin 2007 et -72,7 milliards en 2006). Le **taux de couverture** chute ainsi à 41,8%, soit un fort recul de 33,5 points par rapport à l'année dernière et le taux le plus bas observé sur ces 10 dernières années.

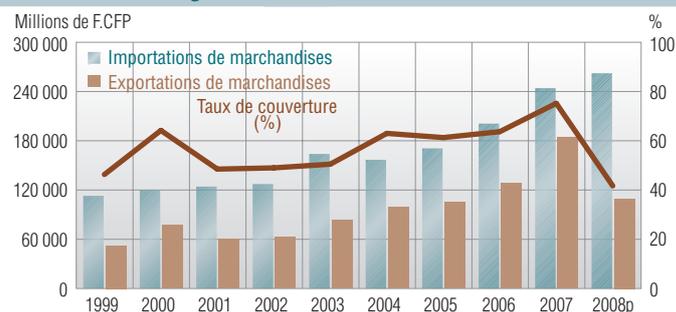
Au global, les échanges extérieurs de la Nouvelle-Calédonie (importations + exportations) représentent 371,7 milliards de F.CFP, en recul par rapport à 2007, dont le montant avait dépassé la barre des 420 milliards de F.CFP. Toutefois, les échanges restent dynamiques comparés aux années précédentes.

En 2008, les **recettes douanières** liquidées par la Direction Régionale des Douanes pour le budget

de la Nouvelle-Calédonie progressent de 9,9% sur un an, soit 3,9 milliards de F.CFP supplémentaires, directement bénéficiaires de la progression des achats de marchandises à l'étranger (+7,4%). En effet, les droits de douanes, la taxe générale à l'importation et la taxe de base à l'importation, représentent 76,4% de la hausse totale des recettes en 2008 avec 3,0 milliards de F.CFP supplémentaires entre 2007 et 2008. La taxe sur les produits pétroliers et la taxe additionnelle sur les produits pétroliers, toutes deux instituées en 2006 dans le cadre de la Loi du pays n°2006-5 du 29 mars 2006 portant réforme de la fiscalité des produits pétroliers, occupent une place également très importante dans la structure des recettes : elles représentent un montant total de 7,0 milliards de F.CFP. En revanche, elles ne participent qu'à hauteur de 8,5% à la hausse annuelle des recettes douanières. Cette faible progression des taxes sur les produits pétroliers, alors que la valeur des importations de produits minéraux a progressé de 41,9% sur la même période, vient du fait que depuis la réforme de 2006, les taxes sont assises sur les quantités importées et non plus sur les valeurs.

Sur un an, seuls les droits de navigation intérieure, droits de quai et droits de port (qui ne représen-

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution des recettes douanières

	2007	2008	Variation
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	15 274	16 617	8,8
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	6 214	7 152	15,1
Droits de douane	5 306	5 988	12,8
Taxe sur les produits pétroliers	4 614	4 828	4,6
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 051	2 168	5,7
Taxe sur le fret aérien	1 712	1 936	13,1
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 445	1 572	8,8
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	841	880	4,6
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	758	856	12,9
Taxe de péage	281	331	17,7
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	214	230	7,5
Taxe anti-pollution	134	155	15,7
Amendes et confiscations	89	129	46,1
Droit de quai	124	99	-20,5
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	50	51	2,4
Redevance informatique (RI)	35	37	5,1
Droit de port	25	20	-20,5
Droit de navigation intérieure	17	15	-10,5
Total	39 183	43 063	9,9

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

tent toutefois qu'une petite partie des recettes de 2008) s'affichent en recul avec respectivement : -10,5% et -20,5% pour les deux derniers. Leur diminution an-

nuelle s'explique par un trafic moins soutenu des minéraliers, principaux contribuables pour ce type de droits.

MONNAIE

Bonne orientation

Tout en restant dynamique, le rythme de croissance des concours à l'économie a légèrement diminué en 2008, tandis que la progression de l'ensemble des actifs des agents s'est réduite de moitié mais demeure à un niveau élevé.

En 2008, les prêts accordés à la clientèle résidente sont restés dynamiques avec un total des **concours** octroyés qui a progressé de 11,0% (+12,9% en 2007) pour s'établir à 659,5 milliards de F.CFP au 31 décembre 2008.

Malgré un contexte économique et financier mondial en crise, l'économie locale est restée relativement performante en 2008 favorisant la bonne tenue du financement de l'immobilier (habitat pour les ménages et les collectivités et construction pour les entreprises) qui constitue depuis plusieurs années le principal axe de développement du portefeuille des établissements de crédits. Premier poste d'endettement des agents économiques, les crédits pour le financement de l'immobilier (46,6% du total des encours) augmentent de 12,6% après une hausse de 16,0% en 2007.

De façon plus globale, la bonne orientation de l'activité économique a entraîné une progression de 14,3% des crédits d'investissement des entreprises et des collectivités locales et de 6,8% des crédits de trésorerie (crédits d'exploitation des entreprises et des collectivités locales + crédits à la consommation des ménages). L'analyse du portefeuille des établissements de crédit par agent

Encours de crédits accordés par les établissements situés dans et hors zone d'émission (au 31 décembre)

Encours de crédits	2007	2008	Variation
Crédits d'exploitation	76 992	82 961	7,8
Entreprises	69 840	77 994	11,7
Collectivités locales	7 152	4 967	-30,6
Crédits d'investissement	151 166	172 805	14,3
Entreprises	120 218	139 716	16,2
Collectivités locales	30 948	33 089	6,9
Crédits à la construction	60 560	66 089	9,1
Entreprises	60 560	66 089	9,1
Crédits à la consommation	60 065	63 391	5,5
Ménages	60 065	63 391	5,5
Crédits à l'habitat	212 680	241 519	13,6
Ménages	212 123	241 031	13,6
Collectivités locales	557	488	-12,4
Autres crédits	8 050	9 035	12,2
Entreprises	6 371	7 232	13,5
Ménages	1 185	1 289	8,8
Collectivités locales	494	514	4,0
Autres	10 388	9 985	-3,9
Créances douteuses brutes	14 505	13 736	-5,3
Créances douteuses nettes	4 561	4 109	-9,9
Provisions	9 944	9 627	-3,2
Total des encours	594 406	659 521	11,0
Dont : Entreprises	256 989	291 031	13,2
Ménages	273 373	305 711	11,8
Collectivités locales	39 151	39 058	-0,2

Source : IEOM, données provisoires

Unités : million de F.CFP, %

économique montre que les ménages bénéficient de 47% des crédits, devançant de trois points les **entreprises** (44%).

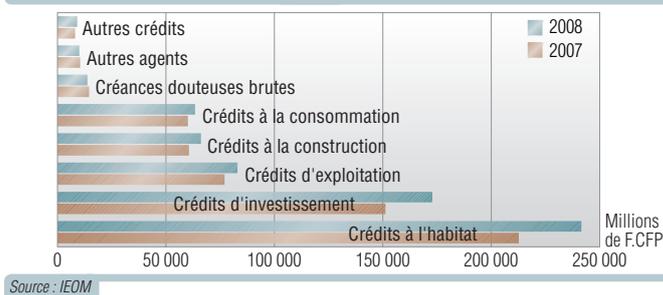
Dans le détail, l'endettement bancaire des entreprises s'élève à 291,0 milliards de F.CFP (+13,2% par rapport à 2007). Cette croissance tient en premier lieu aux crédits d'investissement qui augmentent de 16,2% pour s'établir à 139,7 milliards de F.CFP au 31 décembre 2008. Les crédits à la construction progressent, quant

à eux, de 9,1% et représentent 66,1 milliards de F.CFP. Enfin, les crédits d'exploitation affichent une hausse de 11,7% contre 4,2% en 2007.

L'encours des crédits octroyés aux **ménages** continue de progresser en 2008 atteignant 305,7 milliards de F.CFP (+11,8% sur un an). Dans le détail, leur besoin de financement porte essentiellement sur l'habitat (78,8% du total), et progresse de 13,6% (contre 12,4% en 2007). Les crédits à la consommation des ménages augmentent pour leur part de 5,5%. Ils se déclinent en crédits de trésorerie (+7,6% entre 2008 et 2007), comptes ordinaires débiteurs (+11,3%) et en crédit bail, qui affiche une baisse de 2,5% entre 2008 et 2007.

Enfin, la dette totale des **collectivités locales** s'allège de 0,2% en 2008 à 39,1 milliards de F.CFP, sous l'effet du recul des crédits d'exploitation (-30,6%) qui com-

Encours des crédits par catégorie



Source : IEOM

pense la hausse des crédits d'investissements (84,7% de l'endettement total). Ceux-ci sont quasi exclusivement financés par les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission et il est à noter que leur volume tend à se stabiliser ces dernières années.

Les établissements de crédit locaux se positionnent comme les principaux bailleurs de fonds de l'économie calédonienne. En 2008, leur encours brut affiche une progression de 11,3% pour représenter 537,1 milliards de F.CFP. Parallèlement, l'encours brut des établissements situés hors zone d'émission progresse de 9,3% pour atteindre 122,4 milliards de F.CFP et représenter près d'un cinquième du total des concours.

Selon l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, après une progression de 12,3% en 2007, la collecte des **actifs financiers** ralentit en 2008 mais demeure soutenue avec une progression sur l'année de 5,5% du montant des dépôts qui atteignent 509,4 milliards de F.CFP au 31 décembre. Par agent économique, la croissance des actifs financiers de la clientèle s'explique essentiellement par l'augmentation des disponibilités des ménages (+6,5% sur un an) qui demeurent les principaux détenteurs d'actifs (57,1% de l'ensemble des actifs). Viennent ensuite les avoirs des entreprises, en hausse de 1,8% sur la période, et les actifs des autres agents économiques qui progressent de 11,1%.

Au 31 décembre 2008, le total des **dépôts à vue** représente 196,5 milliards de F.CFP, en hausse de 4,4% en glissement annuel (après +5,9% en 2007).

La croissance des **placements liquides ou à court terme** atteint 11,4% en 2008 après +20,1% en

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur



Source : IEOM

Évolution des actifs financiers par catégorie et agent (au 31 décembre)

	2007	2008	Variation
Dépôts à vue	188 185	196 491	4,4
Entreprises	97 209	101 369	4,3
Ménages	71 436	74 900	4,8
Autres agents	19 540	20 222	3,5
Placements liquides ou à court terme	206 315	229 832	11,4
Entreprises	54 601	55 518	1,7
Compte d'épargne à régime spécial	259	261	0,8
Placements indexés sur les taux du marché	54 342	55 257	1,7
Ménages	117 662	134 694	14,5
Compte d'épargne à régime spécial	64 704	72 269	11,7
Placements indexés sur les taux du marché	52 958	62 425	17,9
Autres agents	34 052	39 620	16,4
Compte d'épargne à régime spécial	3 445	3 319	-3,7
Placements indexés sur les taux du marché	30 607	36 301	18,6
Placements à long terme	88 279	83 066	-5,9
Entreprises	3 339	989	-70,4
Ménages	83 982	81 314	-3,2
Autres agents	958	763	-20,4
Total des actifs	482 779	509 389	5,5
Entreprises	155 149	157 876	1,8
Ménages	273 080	290 908	6,5
Autres agents	54 550	60 605	11,1

Source : IEOM, données provisoires

Unités : million de F.CFP, %

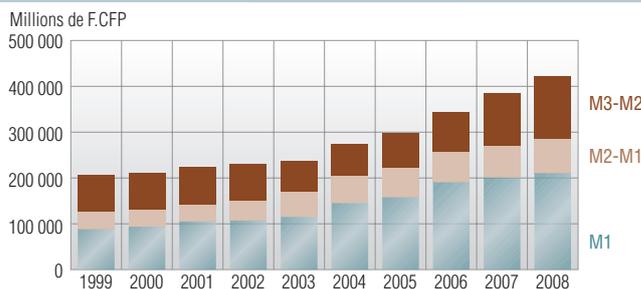
2007. Cette évolution tient principalement à l'augmentation des comptes à terme, lesquels progressent de 18,5% après +31,8% en 2007. L'attrait de ces placements touche l'ensemble des agents économiques.

L'épargne à long terme (83,1 milliards de F.CFP) affiche pour sa part un recul de 5,9% contre une hausse de 9,9% en 2007, en liaison avec la morosité des marchés financiers. Elle est constituée en grande partie de contrats d'assurance-vie (87,2%) qui augmentent légèrement avec un encours qui progresse de 3,6% en

2008 (+14,0% en 2007), tandis que les OPCVM non monétaires (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) voient leur encours se contracter de 49,8%. A l'exception des plans d'épargne logement, les différents produits d'épargne à long terme sont gérés à l'extérieur du territoire, les établissements locaux servant d'intermédiaires.

En 2008, la **masse monétaire** continue de croître rapidement avec un taux de progression de +9,8% contre +11,9% en 2007. On constate par ailleurs un transfert des dépôts à vue vers les dépôts à terme. Dans le détail, le rythme de croissance de l'agrégat M1 atteint +4,5% en 2008 contre +5,7% en 2007. Le taux de croissance de M2-M1 (principalement constitué de comptes sur livrets) s'accélère pour atteindre 10,9% contre 4,0% en 2007. À l'opposé, la progression M3-M2 (essentiellement composé de comptes à terme), diminue fortement mais demeure néanmoins élevée et atteint +18,3% sur l'année contre +31,3% en 2007.

Évolution de la masse monétaire (au 31 décembre)



Source : IEOM

FINANCES PUBLIQUES

Budgets en hausse

Alors que les dépenses continuent de croître, les recettes ralentissent après une année 2007 exceptionnelle.

En 2008, l'État a dépensé en Nouvelle-Calédonie 137,7 milliards de F.CFP, soit 4,1% de plus qu'en 2007.

La croissance est imputable aux "dépenses de personnel et pension", qui augmentent de 10,6%. Ainsi, ce sont 9,0 milliards de F.CFP supplémentaires qui ont été versés aux ménages (actifs ou retraités). Les dépenses d'intervention, de fonctionnement et d'investissement sont relativement stables ou en diminution. La plus forte baisse concerne les dépenses d'intervention (-13,1%), avec 4,4 milliards de moins sur un an.

Ventilées par ministère, les dépenses de l'éducation nationale (enseignements primaire et secondaire) atteignent 45,8 milliards de F.CFP en 2008. Ajoutées à celles de l'enseignement supérieur et de la recherche (3,8 milliards de F.CFP), elles couvrent 36,0% des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie en 2008, et concernent pour près de 90% des dépenses de personnel.

Deuxième poste de dépenses, le Ministère de l'Intérieur, de

Évolution des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie

	2007	2008 p	Variation
Dépenses de personnel et pension	85 478	94 511	10,6
Dépenses d'intervention	33 497	29 117	-13,1
Dépenses de fonctionnement	9 259	9 666	4,4
Dépenses d'investissement	3 730	3 699	-0,8
Autres dépenses	322	716	122,4
Total	132 286	137 709	4,1

Source : Trésor Public / Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales, avec 29,7 milliards. Il est suivi par le Ministère de la défense, avec 18,6 milliards. 71,1% des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie au titre de l'année 2008 émanent de ces quatre ministères.

La situation provisoire du **budget de la Nouvelle-Calédonie** fait apparaître une augmentation des recettes de 7,8% au titre de l'année 2008.

Les recettes de fonctionnement progressent de 2,3%, après une croissance exceptionnelle de 19,2% en 2007 que l'on devait à la très bonne santé de l'économie calédonienne et en particulier du secteur nickel. Malgré les difficultés rencontrées sur le marché du nickel, directement

perceptibles à travers la baisse de près de 60% de l'impôt sur les sociétés minières à 35% en 2008 (-7,6 milliards), l'ensemble des impôts directs ne diminue que de 7,9% sur un an (-5,1 milliards de F.CFP), compensé par le bon niveau des autres impôts directs. Ainsi, la révision du barème de l'IRPP a été complètement absorbée car le rendement de cet impôt progresse de 12,2% entre 2007 et 2008, soit 1,6 milliard de F.CFP supplémentaires dans les caisses.

La progression de 3,9% (+1,8 milliard) des impôts indirects (essentiellement les recettes douanières) vient également atténuer la diminution des recettes fiscales liées au nickel.

Les recettes d'investissement ont été multipliées par douze, gonflées par un emprunt de 4,3 milliards de F.CFP destiné à financer l'achat des actions ENERCAL dans le cadre de la prise de participation de la Nouvelle-Calédonie dans le capital de la société.

Les **dépenses** progressent de 35,5% en 2008, tirées à la hausse par les dépenses de fonctionnement qui augmentent de 33,0% (+42,8 milliards de F.CFP) et qui représentent plus de 90% des dépenses totales.

Les trois quarts de cette hausse (32,0 milliards) s'expliquent par le réajustement des dotations versées aux provinces et aux communes en 2008 sur la

Évolution des recettes de la Nouvelle-Calédonie (droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2008 au 30 avril 2009, hors opérations d'ordre)

	2007	2008	Variation
Recettes de fonctionnement	151 262	154 700	2,3
Impôts directs	64 626	59 489	-7,9
Impôts indirects	45 900	47 672	3,9
Centimes sur impôts	7 527	8 605	14,3
Recettes fiscales reversées	21 014	24 617	17,1
Recettes diverses des services	1 143	1 258	10,1
Régie des tabacs	4 935	6 075	23,1
Revenus du domaine	216	176	-18,7
Contributions et subventions de l'État	1 888	1 258	-33,4
Subvention de fonctionnement de l'Union Européenne	484	-	-
Recouvrements divers	2 367	4 380	85,0
Fonds de concours	1 161	1 170	0,8
Recettes d'investissement	744	9 134	1128,5
Subvention d'équipement de l'État	432	524	21,2
Subvention d'équipement de l'Union Européenne	-	-	-
Emprunt	-	5 304	-
Autres recettes d'investissement	311	3 307	963,3
Total général des recettes	152 005	163 834	7,8

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

base des recettes perçues par la Nouvelle-Calédonie en 2007. Ces dotations atteignent ainsi 100,5 milliards de F.CFP en 2008 contre 68,5 en 2007, dont 77,7% pour les provinces et 22,3% pour les communes.

Les dépenses de personnel augmentent de 7,4%, conformément à la hausse qui avait été enregistrée en 2007 (8,7%).

Les dépenses d'investissement ont pratiquement été multipliées par deux entre 2007 et 2008, en liaison avec les mouvements financiers dus aux achats des actions ENERCAL.

Les premières données provisoires établissent le **budget de la province Sud** à 53,9 milliards de F.CFP pour 2008.

Les recettes progressent plus fortement (+ 31,1% sur un an) que les dépenses (+8,3%).

La forte progression des recettes est due à l'augmentation de 11,8 milliards de F.CFP des do-

Évolution des dépenses de la Nouvelle-Calédonie (droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2008 au 30 avril 2009, hors opérations d'ordre)

	2007	2008	Variation
Dépenses de fonctionnement	129 520	172 326	33,0
Dépenses de personnel	11 172	12 000	7,4
Fonctionnement des services	3 428	3 651	6,5
Dettes (intérêts)	66	50	-24,4
Interventions diverses	12 419	16 716	34,6
Dotation aux provinces	52 876	78 130	47,8
Dotation aux communes	15 672	22 373	42,8
Reversement et charges diverses	4 386	6 571	49,8
Reversement centimes et recettes affectées	29 501	32 835	11,3
Dépenses d'investissement	6 717	12 334	83,6
Programmes de la Nouvelle-Calédonie	4 307	3 257	-24,4
Programmes au bénéfice des tiers	741	1 826	146,4
Approvisionnements	1 178	1 163	-1,3
Mouvements financiers	-	5 577	-
Remboursement de la dette	477	512	7,4
Total général des dépenses	136 237	184 661	35,5

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

tations légales (Nouvelle-Calédonie et État) en raison notamment du réajustement de la part de la Nouvelle-Calédonie suite aux résultats de l'année 2007.

Le tiers de l'augmentation des dépenses est imputable aux augmentations des charges de personnel et des élus (+1,3 milliard de F.CFP), le reste se répartit essen-

tiellement entre les subventions (+641 millions) et les programmes d'investissements (+714 millions pour les provinciaux et +762 millions pour les non provinciaux).

Les données concernant les budgets 2008 des provinces îles Loyauté et Nord ne nous ont pas été communiquées.

Évolution des recettes et des dépenses des provinces (situations provisoires, arrêtées au 31 décembre de chaque année)

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Recettes de fonctionnement	nc	nc	19 974	nc	33 678	45 087
Recettes d'investissement	nc	nc	4 054	nc	10 279	12 523
Total recettes	nc	nc	24 028	nc	43 958	57 610
Dépenses de fonctionnement	nc	nc	16 334	nc	36 009	38 382
Dépenses d'investissement	nc	nc	5 343	nc	10 306	11 770
Total dépenses	nc	nc	21 676	nc	46 314	50 153

Source : Services des finances des provinces îles Loyauté, Nord et Sud

Unité : million de F.CFP

ENTREPRISES

Plus de 4 000 entreprises créées

Dans le prolongement de 2007, les créations d'entreprises font preuve de dynamisme en 2008 avec 4 237 nouvelles unités, dont près de la moitié (48,4%) dans les secteurs de la construction et des services aux entreprises.

Les mouvements enregistrés au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements (RIDET) en 2008 révèlent que 4 237 entreprises ont été créées en Nouvelle-Calédonie, soit une hausse annuelle de 8,7%, conforme à celle déjà enregistrée en 2007 (+9,0%). Après une période 1995-2002 de relative stabilité, les **créations d'entreprises** font preuve, depuis 2003, d'un dynamisme témoin d'une activité économique soutenue.

Ces résultats 2008 sont à tempérer par un détail annuel qui laisse apparaître une première moitié d'année où les créations avaient un niveau soutenu (+13% sur un an) et un 2^e semestre au ralenti, avec des créations quasiment stables par rapport à 2007 (+2%). Ces chiffres sont provisoires, mais ils pourraient laisser penser à un comportement de prudence des agents économiques locaux face à une conjoncture mondiale comme locale plus qu'incertaine.

Le niveau soutenu des créations en 2008 est conjugué à une proportion élevée (72,6%) de créations "pures", plus porteuses de développement du tissu productif que les reprises ou réactivations. Cette part, qui avait nettement

Évolution des créations d'entreprises et du taux de créations



Source : ISEE/RIDET

Créations d'entreprises en 2008, selon le type et le secteur d'activité

	pure	reprise	Créations réactivation	Total	Taux de créations
Industries agro-alimentaires (IAA)	23	3	8	34	11,3
Industries hors IAA	249	4	80	333	17,0
Construction	788	16	386	1 190	20,3
Commerce et réparations	341	22	120	483	13,4
Transports	180	15	55	250	15,6
Immobilier	79	3	4	86	10,2
Services aux entreprises	691	15	156	862	25,9
Services aux ménages	342	15	123	480	19,0
Éducation, santé, social	382	18	119	519	28,1
Total (champ ICS*)	3 075	111	1 051	4 237	19,4

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

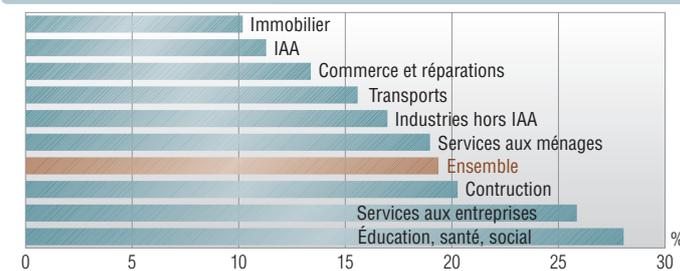
augmenté entre 2006 et 2007, passant de 70,2% à 72,7% entre les deux années, reste stable en 2008.

Rapportées au parc des entreprises actives au 1^{er} janvier, ces créations permettent de dégager un **taux de créations** de 19,4%,

en progression par rapport à 2007 (19,2%) et 2006 (18,6%). A titre de comparaison, il était de 11,0% en Métropole en 2008, comme en 2007.

Derrière ce taux moyen pour l'ensemble des secteurs, certaines activités se dégagent avec un taux supérieur à la moyenne en 2008 : l'«Éducation, santé, action sociale» (28,1%), les «Services aux entreprises» (25,9%) et la «Construction» (20,3%). En revanche, d'autres secteurs comme l'«Immobilier» (10,2%), les «Industries Agro-Alimentaires (IAA)» (11,3%), les «Commerces et réparations» (13,4%) ou «Transports» (15,6%) ont eu en 2008 un renouvellement du tissu productif bien inférieur à la moyenne.

Taux de créations par secteur d'activité en 2008



Source : ISEE/RIDET

Quel que soit le secteur, il s'est créé en 2008 plus d'entreprises qu'en 2007. La progression des créations a été très soutenue dans les "Transports" (+36,6%) ; inversement, elle a été très faible dans "l'Immobilier" (+1,2%). Cependant, ces deux secteurs pèsent très peu dans la création d'entreprises puisqu'ils couvrent à peine 7,9% des entreprises créées en 2008.

D'autres secteurs en revanche, pour lesquels les créations ont moins progressé en 2008, restent les moteurs de la création d'entreprises. Ainsi, la "Construction" (1 190 créations) et les "Services aux entreprises" (862 créations) couvrent presque la moitié des entreprises créées en 2008. Vient ensuite l'"Éducation, santé, social" (519), le "Commerce et réparation" (483) et les "Services aux ménages" (480) qui ajoutés aux 2 premiers, assurent 83,4% des créations.

Le dynamisme de la "Construction" et des "Services aux entreprises" observé en 2008 s'inscrit dans une tendance à plus long terme : ces deux secteurs connaissent, depuis 2003 pour le premier et 2004 pour le second, une véritable envolée des créations d'entreprises.

En terme de **taux de survie**, 91,8% des entreprises créées au cours de l'année 2008 étaient encore acti-

Évolution des créations d'entreprises

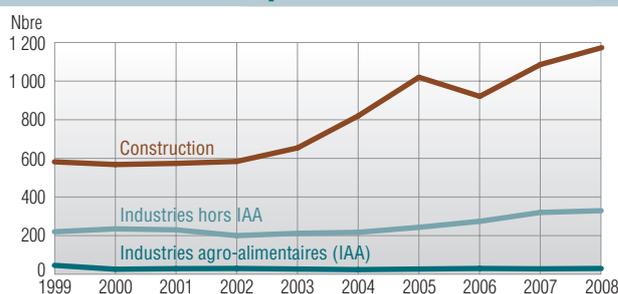
	2007	2008	Variation
Secondaire	1 442	1 557	8,0
Industries agro-alimentaires (IAA)	32	34	6,3
Industries hors IAA	324	333	2,8
Construction	1 086	1 190	9,6
Tertiaire	2 456	2 680	9,1
Commerce et réparation	468	483	3,2
Transports	183	250	36,6
Immobilier	85	86	1,2
Services aux entreprises	773	862	11,5
Services aux ménages	459	480	4,6
Éducation, santé, social	488	519	6,4
Total (champ ICS*)	3 898	4 237	8,7

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur secondaire



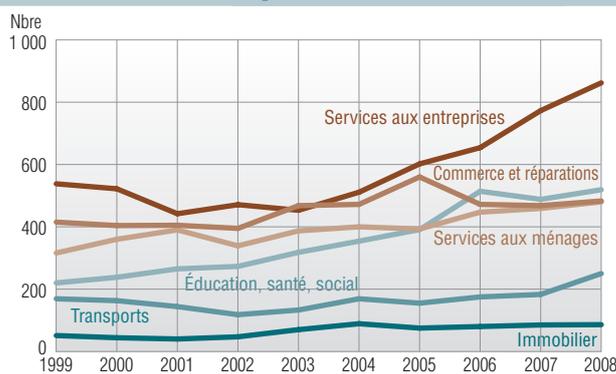
Source : ISEE/RIDET

ves au 1^{er} janvier 2009. Derrière ce taux global, il y a des disparités. Ainsi, la survie est plus faible dans le secteur de la "Construction" (89,3%) et plus élevée dans les "Transports" (94,8%).

Le développement des dispositifs d'aide à la création d'entreprises de ces dernières années (nouveau code d'aides financières à l'investis-

tissement de la province Sud voté en décembre 2005, création de la pépinière d'entreprises de la CCI fin 2006) ou encore l'apparition de nouveaux acteurs tels l'association "Nouvelle-Calédonie Initiative" créée fin 2006, ont incité les demandeurs d'emploi à créer leur entreprise pour assurer leur propre emploi. Ces dispositifs ont été complétés, en 2008, par l'instauration d'un nouveau code de développement pour la province Nord en septembre et l'inauguration de la pépinière d'entreprises "Centre Sud", filiale de PromoSud, le 13 novembre. Il faut aussi citer la création par la CCI du "pack créateur" destiné à sécuriser les jeunes structures ou encore la mise en place par la province Sud du plan PREGO, destiné à accompagner les salariés du chantier de Goro Nickel en fin de contrat, notamment par des aides à la création d'entreprises.

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur tertiaire



Source : ISEE/RIDET

AGRICULTURE

Un recours accru aux importations

La filière animale se porte relativement bien, malgré le niveau toujours bas de la production bovine ; la production végétale, hormis les squashes et les pommes de terre, présente des résultats à la baisse sur un an ayant entraîné en 2008 un recours accru aux importations.

Pour la deuxième année consécutive, la **production bovine** est en légère hausse : 3 140 tonnes en 2008, contre 3 131 en 2007 et 2 992 en 2006. Malgré cette légère augmentation, elle reste faible par rapport aux niveaux atteints entre 1993 et 2004. Cette hausse annuelle n'a pas suffi à freiner les importations qui, avec 1 711 tonnes sur l'année, progressent de +20,5% en volume comparativement à 2007. La babésiose, qui a menacé les troupeaux calédoniens, a été éradiquée sans que soit nécessaire l'abattage des bêtes suspectées d'être infestées.

La production de **viande porcine** pour 2008 est provisoirement estimée à 2 364 tonnes, soit 13,0% de plus qu'en 2007. Les importations en volume sont quasiment stables : 365 tonnes en 2008 contre 362 en 2007, et diminuent en valeur (-12,7% en un an).

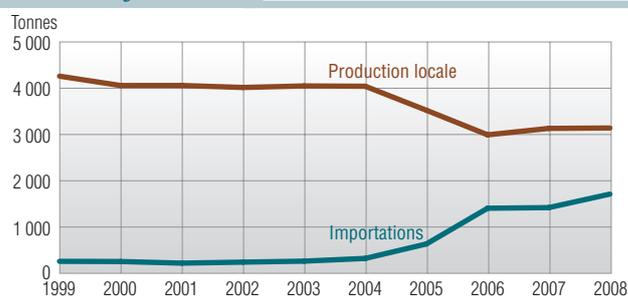
Production et importations de viande (abattages contrôlés de l'OCEF et des bouchers de l'intérieur)

	2007	2008	Variation
Viande bovine			
Production	3 131	3 140	0,3
Importations	1 419	1 711	20,5
Viande porcine			
Production	2 093	2 364	13,0
Importations	362	365	0,7
Viande ovine			
Production	5,5	7,8	41,8
Importations	528	604	14,3
Volaille			
Production	922	908	-1,5
Importations	8 522	8 367	-1,8
Cervidés			
Production	210	186	-11,8

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF Unités : tonne, %

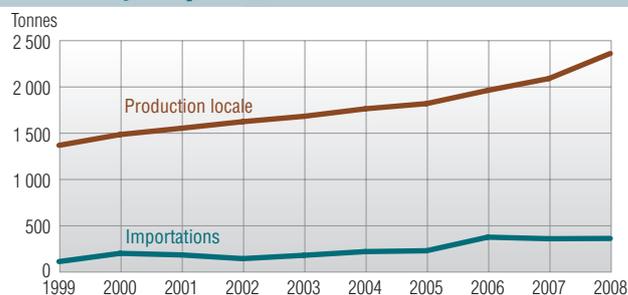
7,8 tonnes de **viande ovine** ont été produites en 2008, soit 41,8% de plus qu'en 2007. Toutefois, cette augmentation des abattages est probablement la traduction d'une meilleure connaissance du nombre d'animaux abattus depuis l'entrée de l'OCEF dans le circuit des abattages contrôlés. Les importations

Évolution de la filière bovine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Évolution de la filière porcine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

de viande ovine, avec 604 tonnes en 2008, ont augmenté en un an de 14,3% en volume et de 9,7% en valeur. La production de **viande caprine** reste marginale en Nouvelle-Calédonie et stable sur un an : 2,5 tonnes de carcasses en 2008 contre 3,0 tonnes en 2007. La production de **volailles** est quasiment stable sur un an, mais les importations sont en légère diminution : elles s'établissent à 8 367 tonnes en 2008, soit 1,8% de moins par rapport à l'année précédente, pour une variation en valeur de +11,9% (1,6 milliard en 2008 contre 1,4 milliard en 2007). Par ailleurs, 10,6 tonnes de **lapins**, pour une valeur de 6,8 millions de F.CFP, ont été importées en 2008. La **production apicole** est évaluée à 92,7 tonnes en 2008 (contre 79,4 tonnes il y a un an) et 4,0 tonnes de miel ont été importées

(contre 3,6 tonnes en 2007). Cette filière cherche à se professionnaliser (augmentation du nombre de ruches, amélioration de la qualité du miel produit et mise en place de formations).

En 2008, les abattages contrôlés de **cerfs** ont concerné 7 269 têtes, pour 186 tonnes de carcasses, contre 7 956 têtes en 2007 et 210 tonnes, soit une diminution de 11,8% en volume. Si les tonnages de viande désossée exportés diminuent (64 tonnes contre 69 en 2007), les valeurs augmentent de 11,1%, bénéficiant d'une offre peu abondante sur le marché européen.

5 154 tonnes de **fruits** ont été déclarées commercialisées lors des enquêtes mensuelles de la DAVAR, soit une diminution de 7,3% sur un an, principalement due à la baisse des commercialisations

de bananes (-24,8%), de mandarines (-20,5%) et d'ananas (-9,8%), même si certaines progressent : les letchis (5 fois plus qu'en 2007), les pastèques (+12,6%) et les fraises (+30,0%).

Plus des trois quarts des fruits commercialisés proviennent de la province Sud, 21% de la province Nord et 4% de la province des îles Loyauté.

Sur l'ensemble de l'année 2008, les ventes enregistrées au marché de gros (2 307 tonnes pour une valeur de 485 millions de F.CFP) ont diminué de 5,4% en volume, mais progressé de 5,2% en valeur sur un an (2 439 tonnes pour 461 millions en 2007). 80% de ces ventes concernent les oranges, les bananes dessert, les pastèques, les mandarines et les ananas.

Pour faire face à cette baisse de la commercialisation, les importations de fruits ont augmenté en volume de 17,3% entre 2007 et 2008.

La production calédonienne de **légumes** pour l'année 2008 s'établit à 11 654 tonnes, tous légumes confondus, contre 9 876 tonnes en 2007 (+18,0%).

7 048 tonnes de **légumes frais, oignons et bananes poingo** ont été commercialisées en 2008 (dont 4 417 tonnes ont transité par le marché de gros), soit 7,3% de moins qu'en 2007 (7 600 tonnes), mais pratiquement comme en 2006 (7 040 tonnes). Cette diminution concerne la quasi-totalité des légumes, notamment les oignons (-11,5%), du fait des intempéries du premier semestre 2008, que n'ont pas compensé les très bons chiffres du second. La rareté des légumes frais sur les étals, puis leur abondance, ont amené de fortes variations des prix.

86% des légumes déclarés commercialisés proviennent de la province Sud et 14% de la province Nord.

Production et importations de la filière végétale

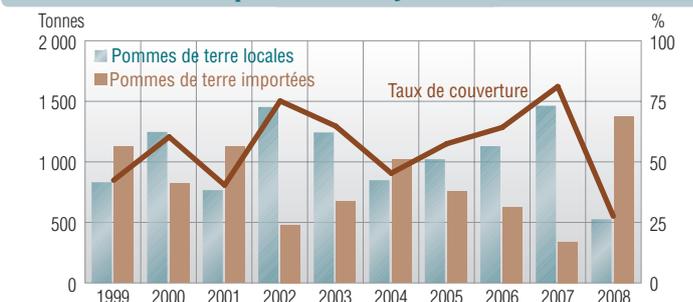
	2007	2008	Variation
Fruits			
<i>Production marchande</i>	5 558	5 154	-7,3
dont commercialisation au Marché de Gros	2 439	2 307	-5,4
<i>Importations</i>	3 689	4 329	17,3
Légumes (yc oignons)			
<i>Production marchande</i>	7 600	7 048	-7,3
dont commercialisation au Marché de Gros	4 944	4 417	-10,7
<i>Importations</i>	1 532	3 178	107,4
Squashes			
<i>Production marchande</i>	1 141	2 525	121,3
dont commercialisation au Marché de Gros	27	24	-11,1
<i>dont exportations</i>	1 114	2 501	124,5
Tubercules tropicaux			
<i>Production marchande</i>	388	335	-13,7
dont commercialisation au Marché de gros	274	222	-19,0
Pommes de terre			
<i>Production locale*</i>	715	1 746	144,2
<i>Importations</i>	485	1 992	310,7
Céréales			
<i>Production locale</i>	5 781	4 203	-27,3
<i>Importations</i>	40 079	41 759	4,2
Café			
<i>Production locale</i>	21	33	57,1
<i>Importations</i>	1 356	1 155	-14,8

* Achats de l'OCEF, non compris les pommes de terre nouvelles

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, ERPA, Chambre d'Agriculture, OCEF

Unités : tonne, %

Commercialisation des pommes de terre fraîches



Sources : OCEF, Marché de Gros, Direction Régionale des Douanes

La production commercialisée de **tubercules tropicaux**, avec 335 tonnes, affiche un recul de 13,7% sur un an.

Après une année 2007 catastrophique (715 tonnes produites), la production de **potatoes de terre** s'établit à 1 746 tonnes en 2008. De nouvelles variétés à chair ferme (94 tonnes) ont été introduites au 4^e trimestre 2008 dans le circuit de commercialisation afin d'élargir l'offre de produits proposés.

Pour compenser la mauvaise récolte 2007 de pommes de terre et la diminution des productions de légumes frais en 2008, le recours aux importations s'est accru dès janvier 2008 et sur l'ensemble de l'année ce sont 5 146 tonnes de légumes contre 2 012 en 2007 qui ont été achetées à l'extérieur du territoire.

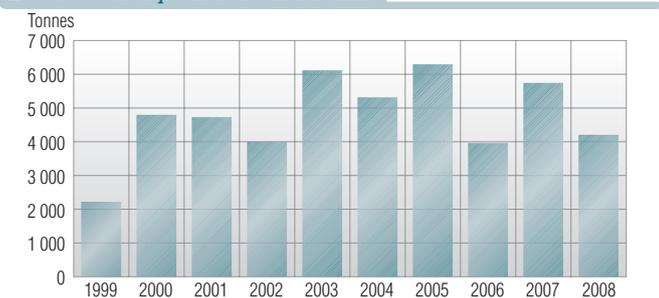
Malgré un début d'année 2008 marqué par de mauvaises conditions climatiques qui ont retardé leurs semis, les **squashes** se portent bien en 2008 (2 525 tonnes produites contre 1 141 en 2007). Grâce à cette bonne récolte, 2 501 tonnes

de squashes ont été exportées. 33 tonnes de **café** ont été produites en 2008 (21 en 2007), 1 155 tonnes d'équivalent café vert importées (1 356 en 2007) et 2,5 tonnes exportées (3,9 en 2007).

En 2008 la production de **coprah** atteint 122 tonnes (129 en 2007), suite à une diminution de la demande de l'huilerie d'Ouvéa liée à des problèmes techniques.

La **production céréalière**, qui ne concerne que le maïs, s'établit à 4 203 tonnes en 2008, contre 5 781 tonnes en 2007 (-27,3%). Avec 41 759 tonnes de céréales importées en 2008 (dont 26 743 tonnes de blé, 11 156 de riz et 1 597 de maïs), les importations progressent de 4,2% sur un an (40 079 tonnes en 2007), mais de 36,9% en valeur (2,0 milliards de F.CFP contre 1,5 milliard en 2007), du fait de l'explosion des cours mondiaux des céréales en début d'année, qui n'a pas épargné la Nouvelle-Calédonie (prix moyen du blé : +33% et du riz : +27%).

Évolution de la production de céréales



Source : DAVAR

PÊCHE AQUACULTURE

Bilan globalement positif

Aquaculture de la crevette et pêche hauturière sont bien orientées en 2008, avec des volumes de production en hausse sur un an, après quelques années difficiles.

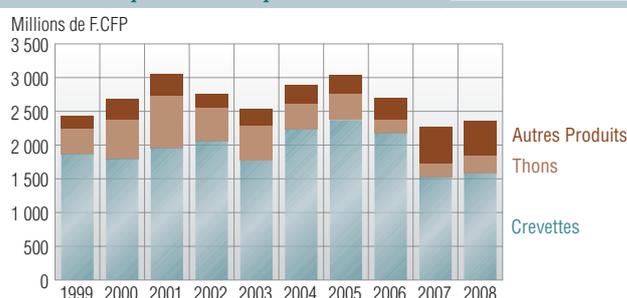


Après une année 2007 décevante, les secteurs de la pêche et de l'aquaculture se portent mieux en 2008. Ainsi, la Nouvelle-Calédonie a exporté 2 326 tonnes de produits de la mer, pour un montant total de 2 359 millions de F.CFP, contre 2 267 tonnes pour 2 266 millions de F.CFP l'année passée. Toutefois, cette augmentation annuelle, +4,1% en valeur et +2,6% en volume, reste inférieure de près de 12% au niveau moyen enregistré ces dix dernières années : 2 629 tonnes, pour une recette moyenne de 2 671 millions de F.CFP par an entre 1999 et 2008.

Près des trois quarts de la valeur des exportations calédoniennes de produits de la mer sont absorbés par trois pays : le Japon (40,6% en 2008), la France (21,8%) et Hong Kong (14,2%). À eux seuls, le Japon et la France en absorbent plus de la moitié. À noter en 2008 le recul de la France (-25,3%) et de Hong Kong (-8,0%) au profit des États-Unis (+27,4%) et de la Polynésie Française (+47,0%).

S'agissant de l'aquaculture de crevettes, la production observée en 2008 est en progression : 2 036 tonnes de crevettes ont été produites contre 1 843 en 2007. Elle se rapproche ainsi des résultats observés les années précédentes, notamment 2 278 tonnes en 2006 et 2 339 tonnes en 2005, tout en

Évolution des exportations de produits de la mer



Source : Direction Régionale des Douanes

Évolution des exportations de produits de la mer par pays de destination

	2007	2008	Variation
Japon	692	921	33,1
France	660	493	-25,3
Hong-Kong	349	321	-8,0
États-Unis	175	223	27,4
Samoa Américaines	107	87	-18,7
Australie	100	65	-35,0
Polynésie française	66	97	47,0
Italie	33	0	-
Fidji	0	1	-
Singapour	0	0	-
Taiwan	0	1	-
Autres	84	150	78,6
Total	2 266	2 359	4,1

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

leur restant inférieure. Deux facteurs participent conjointement à cette augmentation de la production annuelle : la progression de la surface d'élevage réelle (+9,2% sur un an) et l'amélioration de l'activité des écloseries (+8,3% de post-larves sur un an).

Afin d'une part d'atteindre un ni-

veau de production de crevettes satisfaisant, et d'autre part, à terme, d'obtenir un écolabel garant d'une qualité supérieure qui bénéficierait directement aux exportations, l'Ifremer a mis en place un programme "Déduction" (Développement Durable de la Crevetticulture, Traitement de l'information et observatoire du système de Nlle-Calédonie), sur la période 2007-2010 ; il étudie des processus environnementaux ou écologiques et physiologiques et des solutions pour minimiser les risques de mortalité des crevettes.

Avec 1 295 tonnes exportées pour 1 583 millions de F.CFP en 2008, la crevette représente plus de la moitié des exportations de pro-

Évolution de la filière crevette

	2007	2008	Variation
Capacité de production (ha)			
Fermes aquacoles (surface d'élevage réelle)	640	699	9,2
Production			
Écloseries (million de post-larves)	133	144	8,3
Fermes aquacoles (tonnes de crevettes)	1 843	2 036	10,5
Exportations			
Exportations de crevettes (tonnes)	1 307	1 295	-0,9

Sources : Direction Régionale des Douanes, ERPA

Unités : ha, tonnes, millions, %

duits de la mer : 55,7% en volume et 67,1% en valeur.

Toutefois, alors que la production de crevettes a augmenté en 2008, leurs exportations ont baissé de 0,9% par rapport à 2007. Cette baisse en volume est cependant compensée par la hausse des prix de vente entre 2007 et 2008, qui a permis un gain de 56 millions sur un an, soit une hausse de 3,7% du total de la valeur.

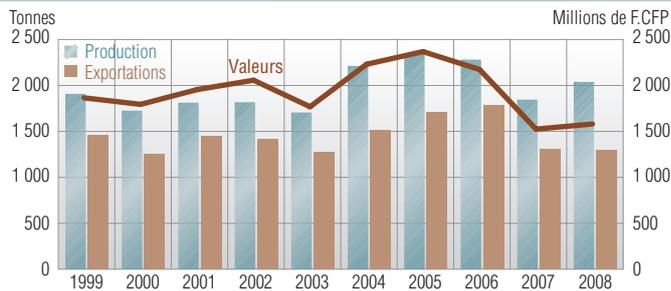
Le Japon et la France absorbent traditionnellement les trois quarts des volumes de crevettes exportés. La France, qui était depuis 1999 le premier acheteur de crevettes calédoniennes, a laissé sa place au Japon en 2008, mais continue de représenter 36,2% des ventes en volume réalisées à l'extérieur.

Les États-Unis sont le troisième principal débouché de cette filière, avec des achats qui ont progressé entre 2007 et 2008 de 25,2%, passant de 147 à 184 tonnes. Ils sont suivis d'un peu plus loin par la Polynésie Française, dont les achats progressent de 54 à 75 tonnes entre 2007 et 2008. L'Australie est également importatrice de crevettes calédoniennes, mais avec des achats qui se réduisent chaque année depuis 2004, pour se limiter en 2008 à seulement 11 tonnes.

Grâce à sa bonne réputation sur le plan international, la crevette calédonienne s'est vue décerner le trophée "Saveur de l'année 2008" par une association indépendante de consommateurs métropolitains.

Principale activité du secteur de la pêche, la **pêche hauturière** se porte bien sur l'année 2008, avec 2 384 tonnes pêchées. Les données obtenues par l'observatoire économique de la filière hauturière montrent une belle augmentation annuelle des volumes pêchés : +12,3%, après une année 2007 de faible hausse

Évolution de la production et des exportations de crevettes



Source : Direction Régionale des Douanes

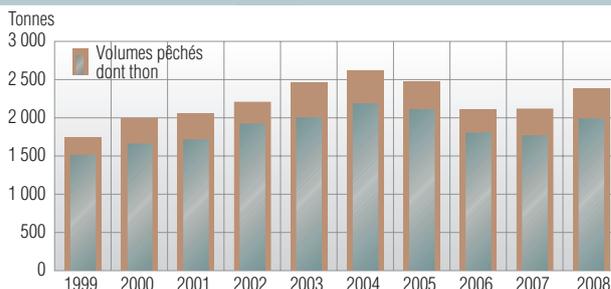
Exportations de crevettes selon la destination

	2007		2008		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Japon	423	632	533	800	26,0	26,6
France	654	624	469	443	-28,3	-29,0
États-Unis	147	173	184	206	25,2	19,1
Polynésie française	54	66	75	96	38,9	45,5
Australie	16	15	11	9	-31,3	-40,0
Autres pays	13	17	23	29	76,9	70,6
Total	1 307	1 527	1 295	1 583	-0,9	3,7

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonnes, million de F.CFP, %

Évolution de l'activité hauturière



Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

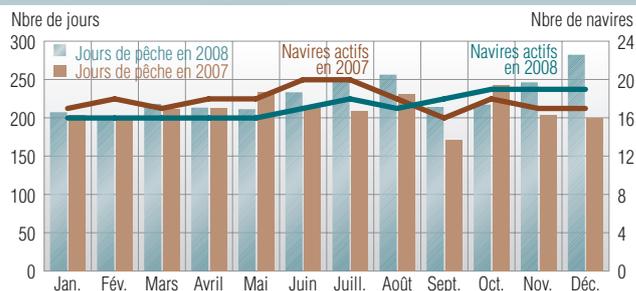
(+0,7%) et deux années de diminution (-14,8% en 2006 et -5,5% en 2005).

La progression des volumes pêchés est directement liée à une activité accrue du secteur, malgré, comme en 2007, une sous utilisation du nombre de navires licenciés (4 navires sur les 27 licenciés n'ont pas été utilisés en 2008). Ainsi, avec 410 campagnes de pêche en 2008 contre 399 en 2007, le nombre de jours de mer est passé de 4 076 jours en 2007 à 4 127 jours en 2008, favorisant ainsi un accroissement

des journées de pêche : 2 749 jours en 2008 contre 2 531 en 2007. Conjugué à l'amélioration du rendement moyen par jour de pêche (867 kilos par jour en 2008 contre 840 en 2007), cet effort de pêche a conduit à une nette augmentation de la production en 2008. Cette progression est essentiellement due aux thons (83,5% du volume total de pêche) avec 1 993 tonnes sur les 2 384 pêchées, contre 1 771 tonnes de thons sur 2 122 tonnes de poissons pêchées en 2007. Sur un an, ce sont ainsi 221 tonnes supplémentaires de thons qui ont été pêchées, dont 182 de thons blancs, 31 de thons jaunes et 9 de thons obèses. Le bon résultat de la pêche thonière en 2008 reste toutefois inférieur à l'exceptionnelle pêche enregistrée en 2004 (2 189 tonnes).

L'augmentation, en 2008, des volumes de thons pêchés (+12,5%) se répercute directement sur les exportations de ces espèces qui affichent des résultats en progression depuis 2006, et parti-

Effort de pêche des palangiers



Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

culièrement sur un an, tant en volume (+7,5%, avec 705 tonnes contre 656 en 2007) qu'en valeur (+27,7%, passant de 202 à 258 millions de F.CFP). Malgré ces bons résultats, les exportations de thons se situent très en dessous des niveaux les plus hauts enregistrés entre 2001 et 2005, avec une moyenne de 1 174 tonnes exportées sur cette période, pour une valeur de 507 millions de F.CFP.

Deux marchés absorbent traditionnellement plus des trois quarts des exportations de thon calédonien : les Samoa Américaines (il s'agit de la conserverie de Pago-Pago) et le Japon. La France est un troisième débouché régulier, avec une part de l'ordre de 4%. Fidji n'a pas acheté de thons ces deux dernières années.

D'autres espèces sont également pêchées par les palangriers calédoniens, notamment les marlins qui, bien que minoritaires, représentent 6,3% des volumes pêchés, et dont la part progresse depuis deux ans.

La raréfaction de la ressource thonière conduira dès 2009 à l'application de nouveaux quotas de pêche dans le Pacifique, suite à la réunion des membres de la Commission des Pêches du Pacifique central et occidental, dont la Nouvelle-Calédonie est membre associé. Par ailleurs, différentes réflexions sont menées afin de renforcer l'activité de la filière, notamment sur la diversification des débouchés et la percée des marchés européens.

Enfin, diverses mesures d'aide sont à l'étude : réglementation des prix sur le marché local pour

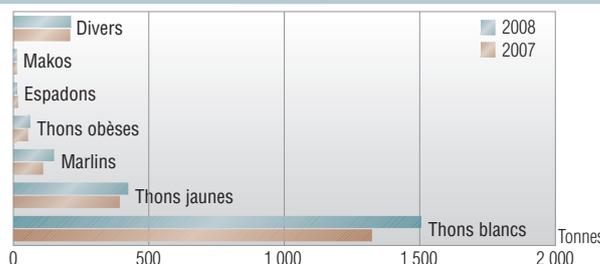
Pêche et exportations de thon

	2007		2008		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Pêche	1 771	///	1 993	///	12,5	///
Exportations	656	202	705	258	7,5	27,7

Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes, Direction Régionale des Douanes

Unités : tonnes, million de F.CFP, %

Pêche des palangriers en 2007 et 2008



Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

inciter les armements à pêcher mieux et plus, allègement de la facture pétrolière des armements, ou encore, octroi d'une prime au jour de mer.

Les exportations de la **pêche artisanale** enregistrent une baisse sur l'année 2008 de -5,5% en volume et -6,5% en valeur, essentiellement imputable aux mauvais résultats enregistrés par les **holothuries**. En effet, après une année 2007 exceptionnelle tant en volume qu'en valeur, les quantités exportées sont en baisse de 18,1%, passant de 94 à 77 tonnes, et de 6,5% en valeur, avec 387 millions de F.CFP contre 414 en 2007. Malgré cette baisse annuelle, sur dix ans, les ventes d'holothuries ont presque doublé en volume et ont été multipliées par 4,5 en valeur.

La quasi-totalité des exportations calédoniennes d'holothuries est absorbée par deux marchés : Hong Kong (pour plus de 80%, en

volume et en valeur) et l'Australie. Concernant les **coquilles de trocas**, malgré une légère progression des quantités exportées entre 2007 et 2008 (+0,5%), les recettes correspondantes sont en baisse de 6,3% (soit -6 millions de F.CFP). Sur dix ans, les ventes de trocas à l'extérieur du territoire ont progressé de près d'un tiers en volume, mais seulement de 11,1% en valeur.

Alors que les exportations de trocas en volume étaient divisées en 2007 entre le Viêt Nam (43,6%), l'Italie (30,4%) et Madagascar (25,8%), un nouveau débouché a fait son apparition en 2008 : la Chine, qui a couvert 39,8% des exportations calédoniennes, remplaçant ainsi le marché italien. La part du Viêt Nam a régressé (pour atteindre 25,1%) tandis que celle de Madagascar a augmenté (34,2%).

Afin de préserver les ressources et de pérenniser l'activité d'exportation, une réglementation a été mise en place en province Nord et, depuis février 2009, en province Sud. Elle prévoit, entre autres, une rotation des zones de pêche, l'instauration d'une interdiction de pêche de nuit ou encore d'une taille minimale de l'animal et du coquillage à respecter.

Exportations de la pêche artisanale

	2007		2008		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Holothuries	94	414	77	387	-18,1	-6,5
Coquilles de trocas	198	96	199	90	0,5	-6,3
Total	292	510	276	477	-5,5	-6,5

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonnes, million de F.CFP, %

MINES MÉTALLURGIE

Ralentissement de l'activité

Après une année 2007 particulièrement exceptionnelle, le secteur du nickel calédonien s'oriente à la baisse en 2008, victime de la dégradation du marché mondial.

En moyenne sur 2008, le cours du nickel au London Metal Exchange a perdu près de la moitié de sa valeur (-43,4%) par rapport à 2007, mais seulement -13,2% comparativement à 2006 ; il reste ainsi largement supérieur au cours moyen enregistré entre 1998 et 2005 (3,99 USD/Lb).

Ainsi, après un premier trimestre 2008 en légère progression, avec un pic relatif en mars à 14,16 USD/lb, le cours du nickel au LME ne cesse de décliner tout le reste de l'année 2008 pour finir à 4,39 USD/lb en décembre.

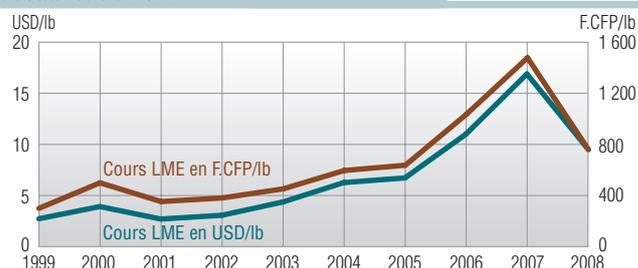
En glissement sur dix ans, le cours du nickel au LME a progressé, passant de 2,10 USD/lb en moyenne en 1998 à 9,55 USD/lb en moyenne en 2008. Dans le détail, après avoir augmenté entre 1998 et 2005, sa croissance s'est accélérée jusqu'en 2007 pour atteindre un pic à 16,89 USD/lb en moyenne sur l'année et finalement chuter en 2008.

En moyenne sur l'année 2008, le cours du dollar s'établit à 81,60 F.CFP, contre 87,19 en 2007, soit une diminution de 6,4%. Après plusieurs mois de baisse, il est reparti à la hausse de août à novembre (93,73 F.CFP) pour fléchir à nouveau en décembre (88,93 F.CFP).

Ainsi, ramené en F.CFP, le cours de la livre de nickel au LME s'établit à 764 F.CFP en moyenne pour 2008 contre 1 480 F.CFP un an auparavant, soit un recul de 48,4% de sa valeur.

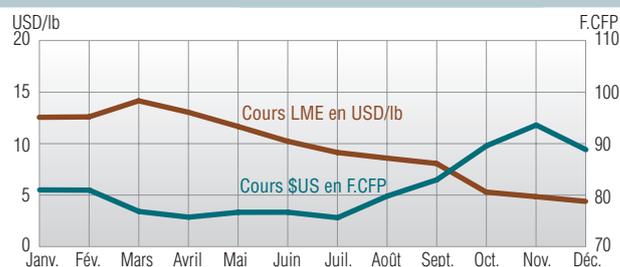
Cette chute des cours traduit le ralentissement qu'a connu le marché mondial du nickel en 2008. Les profitables tensions sur l'offre connues ces dernières années ont laissé place à une

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP



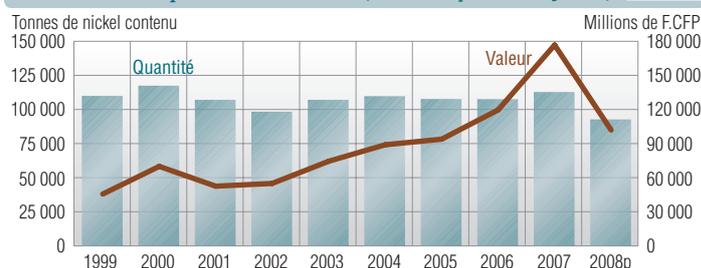
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution mensuelle du dollar et du nickel au LME en 2008



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution des exportations de nickel (minerai et produits de fusion)



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de minerai de nickel

	2007		2008 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saprolites	2 395	35 030	1 271	9 999	-46,9	-71,5
Latérites	1 645	9 157	1 825	6 365	10,9	-30,5
Total	4 040	44 187	3 095	16 364	-23,4	-63,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

baisse de la demande liée au ralentissement de l'économie mondiale, aggravé en milieu d'année

2008 par la propagation de la crise financière américaine. À cette baisse de la demande et des

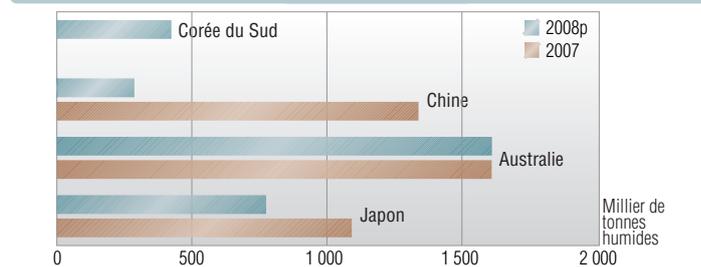
prix de vente s'est conjuguée une hausse des coûts de production remettant sérieusement en cause la rentabilité des industriels qui ont annoncé le retard ou l'annulation de certains programmes.

À l'image du marché mondial, le nickel calédonien marque en 2008 un retournement de tendance. Les **exportations de nickel (minerai et produits de fusion)**, avec 92 189 tonnes de nickel contenu, enregistrent un recul en volume de 17,8% par rapport à 2007 et affichent leur niveau le plus bas de ces dix dernières années.

La valeur des exportations de nickel, avec 102,9 milliards, chute de 42,0% par rapport à 2007, soit une perte de 74,4 milliards de F.CFP sur un an. Elle affiche tout de même un niveau trois fois supérieur à celui d'il y a dix ans et proche de celui de 2005, avant la spectaculaire ascension des cours au LME.

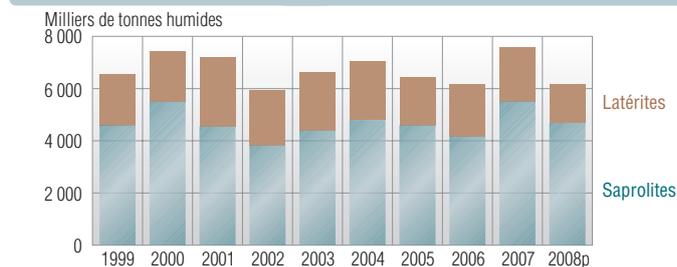
Les mauvaises conditions météorologiques de début d'année sur les sites miniers, suivies de la baisse du niveau des approvisionnements pour l'usine de Doniambo du fait de la réduction de sa capacité de production et enfin, la dégradation du marché à l'exportation sont à l'origine de la baisse des volumes d'extraction en 2008. Ainsi, la **production calédonienne de minerai de nickel** pour 2008 s'établit à 6,2 millions de tonnes humides, contre 7,6 millions il y a un an, soit un recul de 18,5% sur un an, qui a touché davantage les latérites (-28,3%) que les saprolites (-14,9%). En 2008, les saprolites représentaient ainsi plus des trois quarts (76,0%) du minerai extrait du sous-sol calédonien, en augmentation par rapport aux années précédentes puisque cette part

Évolution des exportations de minerai de nickel selon la destination



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

fluctuait entre 63,0% (en 2001) et 73,8% (en 2000).

L'activité minière s'est vue dotée en 2008 d'un nouvel outil de production : l'unité de traitement du minerai de la SLN à Tiébaghi, qui a été inaugurée le 19 novembre. Cette unité utilise une technique d'enrichissement du minerai qui permet de trier de façon très fine le minerai en séparant les produits minéralisés des produits stériles. Elle permet ainsi d'augmenter, d'environ 25%, la durée de vie du gisement et de l'exploitation.

Le minerai de nickel, victime de la contraction de la demande mondiale, affiche une baisse de ses quantités exportées sur l'année 2008 de près du quart (-23,4%) : 3 095 milliers de tonnes humides en 2008 contre 4 040 en 2007.

Conjuguée à la diminution des cours au LME, cette dégradation en volume fait chuter la valeur exportée de 63,0%. Dans le détail, il apparaît que seuls les volumes de saprolites ont été affectés par cette baisse (-46,9%), ceux de latérites progressant de 10,9% sur un an. En valeur, les exportations de saprolites comme de latérites sont touchées, avec respectivement -71,5% et -30,5%. Les volumes exportés à destination de l'Australie pour les besoins de l'usine hydro métallurgique de Yabulu, propriété de Queensland Nickel, sont restés relativement stables entre 2007 et 2008 (+0,1%). Ils représentent en 2008 un peu plus de la moitié (52%) des exportations calédoniennes de minerai. En revanche, les exportations à destination de la Chine et du Japon se sont contractées de respectivement -78,6% et -29,0% en quantité.

La Corée est désormais un nouveau débouché depuis l'entrée en production de l'usine de Gwangyang le 25 août 2008. Les exportations vers cette nouvelle destination représentent 13,7% du total des exportations de minerai de l'année 2008.

Parallèlement à l'extraction minière, on a assisté en 2008 à un ralentissement de l'**activité métallurgique** à Doniambo. Ainsi, la production métallurgi-

Extraction minière de nickel

	2007	2008 p	Variation
Saprolites	5 508	4 689	-14,9
Latérites	2 067	1 483	-28,3
Production minière	7 575	6 172	-18,5

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, %

Production métallurgique

	2007	2008 p	Variation
Ferro-nickels	44 954	37 467	-16,7
Mattes	14 842	13 564	-8,6
Production métallurgique	59 796	51 031	-14,7

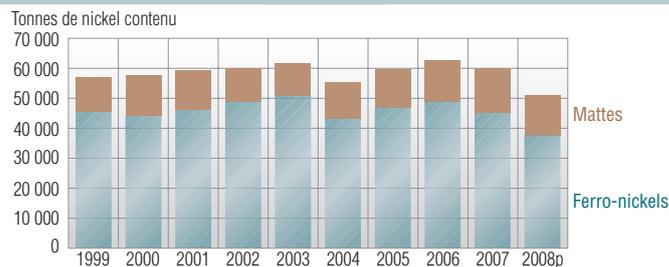
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, %

que 2008 a régressé de 14,7% en glissement sur un an : 51 031 tonnes de nickel contenu de produits de fusion sont sorties des fours, contre 59 796 tonnes en 2007 et 62 378 tonnes en 2006. C'est le niveau le plus bas depuis 1994. Dans le détail, la production de ferro-nickels (-16,7% sur un an) se contracte davantage que celle de mattes (-8,6% sur un an). Les origines de cette évolution sont diverses : si le ralentissement de l'économie mondiale n'est pas sans effet, il n'en est pas pour autant le seul responsable. Ainsi, les intempéries du 1^{er} semestre pénalisant l'extraction minière, les problèmes techniques et la réfection de l'un des trois fours électriques (Demag 9) pour augmenter sa capacité de production ont sérieusement pénalisé l'activité de fusion, qui affichait déjà, fin septembre 2008, un recul annuel de l'ordre de 20%. La première coulée, le 6 octobre 2008, du Four Demag 9 marquait le retour à une capacité de production optimale pour la SLN, alors que la réduction de la production mondiale d'aciers inoxydable l'obligeait à revoir à la baisse ses objectifs de production pour 2008 (52 000 tonnes contre 62 000 tonnes initialement prévues).

Les exportations de produits métallurgiques en volume sur l'an-

Évolution de la production métallurgique



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de produits métallurgiques

	2007		2008 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Ferro-nickels	43 426	107 995	38 549	66 775	-11,2	-38,2
Mattes	14 005	25 117	13 646	19 731	-2,6	-21,4
Total	57 431	133 112	52 195	86 506	-9,1	-35,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP, %

née 2008 affichent une baisse par rapport aux années précédentes. Avec 52 195 tonnes de nickel contenu exportées, contre 57 431 tonnes en 2007, et 63 149 tonnes en 2006, la baisse s'établit à -9,1% sur un an et à -17,3% sur deux ans.

Comparées à 2007, les ventes de ferro-nickels reculent de 11,2% et, avec 38 549 tonnes de nickel contenu, atteignent leur plus bas niveau de ces dix dernières années. Les exportations de mattes diminuent de 2,6%, mais se maintiennent au niveau de 2006, et au-dessus des ventes annuelles réalisées depuis 1998.

Plus des trois quart des expor-

tations de produits de fusion s'adressent à trois destinataires : l'Union européenne (41,8%), Taïwan (18,2%) et le Japon (18,2% également). Les 21,8% restants sont répartis entre la Chine (dont la part passe de 5,2% en 2007 à 8,0% en 2008), l'Afrique du Sud, les États-Unis, et dans une moindre mesure la Corée du Sud et l'Inde, même si la part coréenne dans les exportations est en progression entre 2007 et 2008 (de 0,6% à 2,4%).

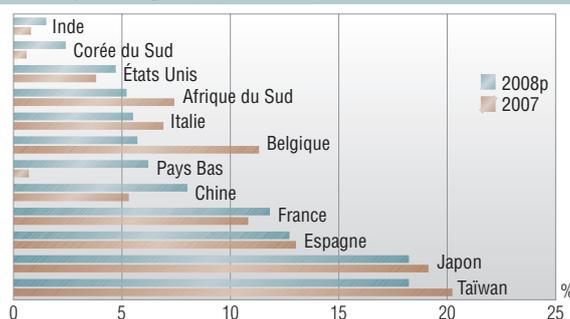
La France est le seul acheteur de mattes calédoniennes. Ces dernières sont destinées à l'usine Eramet à Sandouville (Le Havre) où elles sont valorisées en nickel de très haute pureté.

La chute des cours au LME déprécie fortement la valeur des exportations de produits métallurgiques, qui enregistrent une régression de 35,0% entre 2007 et 2008, soit une perte de 46,6 milliards de F.CFP par rapport à 2007. Ces résultats doivent cependant être relativisés. En effet, les exportations de l'année 2008 atteignent tout de même 86,5 milliards de F.CFP, soit un niveau très supérieur à celui enregistré en moyenne sur ces dix dernières années.

Avec 3 451 salariés en moyenne sur l'année 2008, l'emploi dans le secteur de la mine et de la métallurgie est resté relativement stable sur un an (+0,3%).

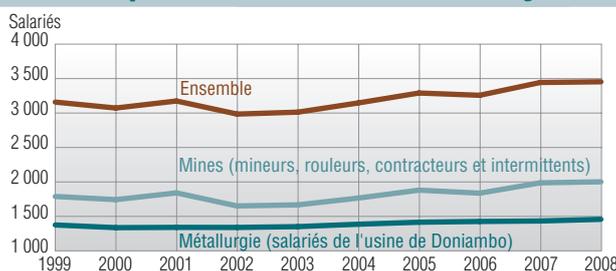
Dans ce contexte morose, les perspectives pour 2009 sont peu optimistes. En Nouvelle-Calédonie, la Société Le Nickel s'adapte aux réalités du marché et affi-

Destinations des produits de fusions (en % du tonnage brut exporté)



Source : Direction Régionale des Douanes

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mine-métallurgie"



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

che un objectif de production pour 2009 à la baisse, de l'ordre de 50 000 tonnes. Pour atteindre cet objectif, la SLN baisse la puissance de production de ses fours et met en oeuvre des mesures de réduction des coûts. Vale Inco Nouvelle-Calédonie prévoit un démarrage de l'usine de Goro en mai 2009. Mais compte tenu de la conjoncture, la société envisage pour l'année 2009 une production limitée à 6 000 tonnes, la capacité de production étant de 60 000 tonnes de nickel par an. Du côté des mineurs, Queensland Nickel (seul débouché stable

pour les latérites calédoniennes), vient d'annoncer un programme de chargement pour son usine en baisse de 40% sur le 1^{er} semestre 2009 et une éventuelle fermeture du site au cours du 2^e semestre. Pour autant, l'avenir n'est pas complètement noir. D'une part, la chute des cours est à relativiser par le fait qu'elle intervient après une année 2007 exceptionnelle. Par ailleurs, le marché du nickel est cyclique. Cette même loi de l'offre et de la demande qui a fait chuté les cours en 2008 du fait d'une contraction de la demande, et donc entraîné un rationnement

de l'offre, pourrait se traduire par un nouveau cycle haussier du nickel. Enfin, le plan de relance de la Chine visant à faire face à la baisse de la consommation mondiale en dopant son marché intérieur permettra certainement de maintenir à un certain niveau sa demande d'acier inoxydable. Localement, la réactivation du "Fonds nickel" devrait soutenir les communes et les entreprises du secteur minier et métallurgique en favorisant le maintien ou la reconversion des emplois en cas de crise.

ÉNERGIE

Légère baisse de la production

En 2008, la baisse de l'activité métallurgique s'est fait ressentir sur la consommation (-4,0%) d'énergie malgré une distribution publique en progression et la mise en service d'une des deux tranches de la centrale thermique de Prony.



Avec 1 880 GWh produits en 2008, la production électrique affiche un léger recul annuel de 2,4% par rapport à 2007, et reste supérieure à la production moyenne de ces 10 dernières années établie à 1 757 GWh. Alors que la production thermique est en recul (-7,7%) sur un an, au même titre que l'éolienne (-2,7%), l'énergie d'origine hydraulique marque une progression significative, pour la deuxième année consécutive, bénéficiant d'une pluviométrie soutenue.

Évolution de la production d'électricité selon l'origine

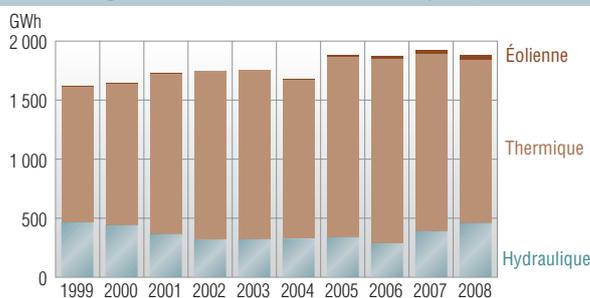
	2007	2008	Variation
Thermique	1 499	1 384	-7,7
Hydraulique	390	460	17,9
Éolienne	37	36	-2,7
Total	1 926	1 880	-2,4

Sources : EEC, ENERCAL Unités : GWh, %

Ainsi, l'accroissement annuel de l'énergie renouvelable observé en 2007 (+34,8%) se confirme en 2008 avec une progression de 16,1%. Sur l'ensemble de l'année, les énergies hydraulique et éolienne représentent ainsi 26,4% de la production totale d'électricité.

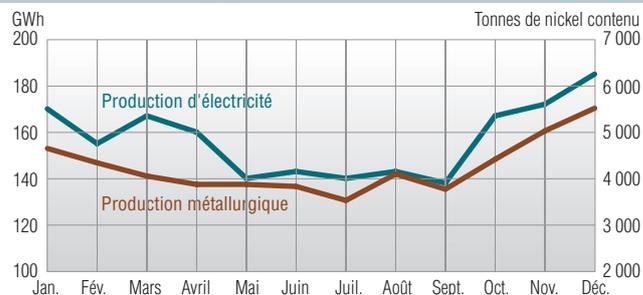
En termes de capacité de production, l'année 2008 a été marquée par la mise en service de la centrale de Prony Energie d'une puissance installée totale de 100 MWh (2 x 50 MWh), avec notamment le démarrage de la première tranche destinée à répondre aux besoins du réseau public de la Nouvelle-Calédonie à raison de 50 MWh. La seconde tranche servira essentiellement pour les besoins énergétiques du site industriel de Vale Inco pour 50 MWh également. Sur l'ensemble du territoire, la puissance installée pour 2008 se chiffre donc à près de 500 MWh, soit une belle progression d'environ 30% en un an, essentiellement liée à la hausse

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

Évolutions mensuelles de la production d'électricité et de l'activité métallurgique en 2008



Sources : EEC, ENERCAL, DIMENC

du thermique. Avec le plein régime de la centrale de Prony prévu pour 2009, la mise en production de la nouvelle centrale de Doniambo annoncée pour 2012 et à plus long terme la centrale de Koniambo, les centrales au charbon devraient produire près de 60% de l'électricité calédonienne d'ici 2015 et viendront essentiellement répondre aux besoins des industries de nickel. L'évolution mensuelle de la production électrique en 2008, est liée à celle de l'activité métallur-

gique. La production a été plutôt dynamique sur les quatre premiers mois de l'année avec 170 GWh au mois de janvier et 167 GWh au mois de mars. On observe ensuite, de mai à septembre, une stagnation autour des 140 GWh correspondant à la période de rénovation du four Demag 9 de la Société Le Nickel (SLN) puis de nouveau une hausse prononcée pour atteindre jusqu'à 185 GWh en décembre.

La consommation d'énergie, fortement tributaire de l'activité métallurgique, est en légère baisse sur un an avec -4,0% soit 75 GWh de moins. Sur les 1 793 GWh consommés sur l'ensemble de l'année, 63,6% l'ont été par la SLN et 36,4% par la distribution publique.

Évolution de la consommation d'électricité

	2007	2008	Variation
Société Le Nickel	1 243	1 140	-8,3
Distribution publique	625	653	4,5
Total	1 868	1 793	-4,0

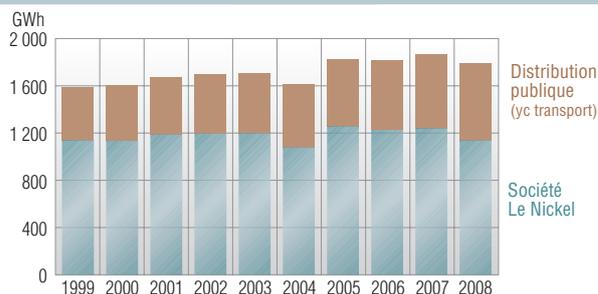
Sources : EEC, ENERCAL Unités : GWh, %

La répartition par consommateur révèle une contraction de 8,3% de la SLN en liaison avec le ralentissement de l'activité de fusion observé en 2008, dans la continuité des années 2007 et 2006, alors que la distribution publique est en croissance de 4,5%, après +6,3% en 2007, +3,8% en 2006 ou +4,9% en 2005.

La distribution publique couvrait 84 878 abonnés au réseau électrique (particuliers et entreprises) fin 2008, soit une progression annuelle de 3,7% (3 007 abonnés supplémentaires) comparable à celles des années précédentes.

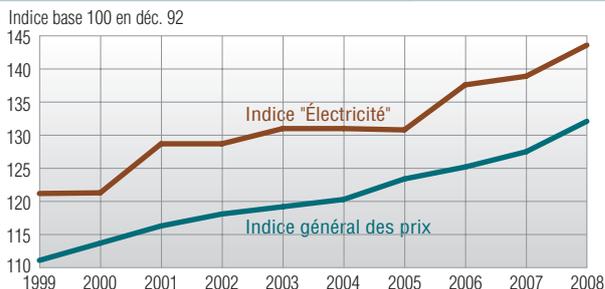
Après une quasi-stabilité en 2007 et dans un contexte mondial de flambée des produits pétroliers, matière première de l'énergie thermique, l'électricité a vu son **prix** grimper en 2008. L'indice "Électricité", qui mesure le coût de l'électricité pour un usager domestique moyen (consommation moyenne, taxes et location du compteur), est ainsi passé de 138,9 fin décembre 2007 à 143,6 fin décembre 2008 enregistrant ainsi une hausse annuelle de 3,4%, en raison de deux augmentations du prix de l'électricité, en février et en décembre. Globalement, la variation du prix de l'électricité suit celle de l'inflation, établie à 3,7% pour 2008. Sur dix ans, la hausse du prix de l'électricité se porte à 18,4%

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution du prix de l'électricité (pour un usager domestique moyen, au 31 décembre de chaque année)



Source : ISEE

concordant avec celle de l'indice général des prix de 18,9% sur la même période.

La problématique de l'énergie est un enjeu important pour la Nouvelle-Calédonie, fortement dépendante de l'extérieur et dont les besoins sont croissants. Le territoire est ainsi devenu, fin mars 2008, le propriétaire majoritaire

d'Énercal, accédant à 54,4% du capital de l'entreprise.

Le gouvernement a également présenté en milieu d'année 2008 un projet d'évolution du réseau électrique pour les années à venir, mettant en avant les énergies renouvelables, l'autonomie en approvisionnement et l'assurance de tarifs compétitifs pour les consommateurs.

CONSTRUCTION

Bonne tenue du secteur

Malgré un léger repli des achevements de travaux à usage d'habitation et un fort renchérissement du coût de la construction, le secteur du BTP a fait preuve de dynamisme en 2008, comme en témoigne la croissance de l'emploi, de l'encours des crédits ou encore des ventes de ciment.



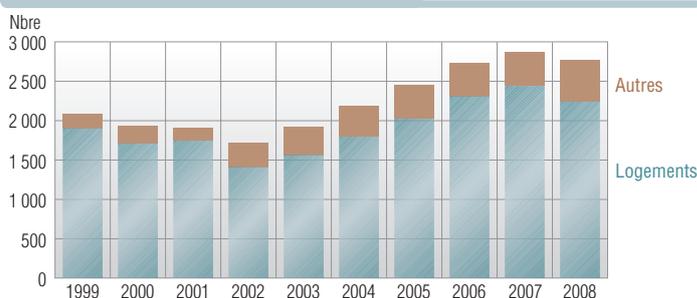
Sur l'ensemble de l'année 2008, 2 763 unités ont fait l'objet d'une **attestation de conformité** du Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité (COTSUEL), soit une légère baisse annuelle de 3,6% (2 867 attestations en 2007).

Dans le détail, 2 243 attestations délivrées ont concerné des locaux d'habitation (49,5% de maisons individuelles et 50,5% d'appartements), soit une contraction de 200 logements (-8,2%) par rapport à l'année précédente. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) affichent pour leur part une progression de 22,6% avec 520 unités contre 424 en 2007.

En 2008, 139 498 tonnes de **ciment** ont été vendues localement, contre 136 930 tonnes l'année précédente, soit une augmentation de 1,9% après +2,6% en 2007 et +8,4% en 2006.

La consommation de ciment a été couverte à hauteur de 98,3% par la production locale : 137 108 tonnes de ciment ont été produites sur le territoire en 2008 contre 121 818 tonnes en 2007, soit une hausse de 12,6% en un an. Après un premier trimestre difficile et des ventes en recul sur un an (-10,6%), certainement impactées par les mauvaises

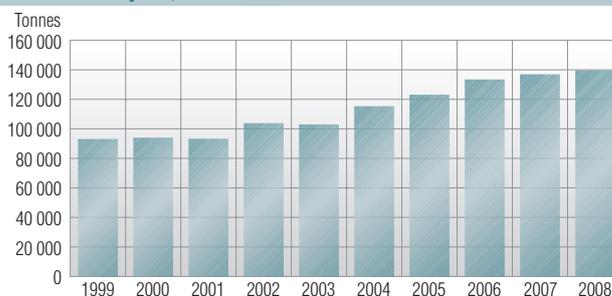
Évolution des achevements de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique délivrées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



Sources : Holcim et Direction Régionale des Douanes

conditions météorologiques qui ont largement ralenti le rythme d'avancement des chantiers, les ventes de ciment local se sont ensuite dynamisées sur les trois trimestres suivants.

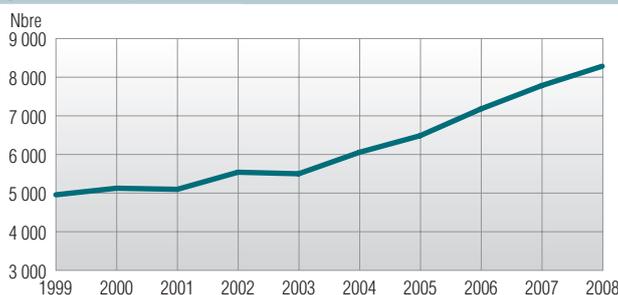
Si les importations avaient été

élevées en 2007 (15 112 tonnes) afin de pouvoir faire face à la pénurie de ciment local liée à la grève qui avait paralysé pendant six semaines l'unique cimenterie du territoire, on enregistre seulement 2 390 tonnes de ciment importées en 2008.

Le secteur de la construction, au sens de la nomenclature des activités françaises (NAF), comptait, en moyenne sur l'année 2008, 8 289 **saliés** contre 7 786 en 2007, soit une progression de 6,5% en un an (+503 emplois créés), comparable à celle enregistrée en 2007 (+8,4% et 605 emplois créés).

Mis à part le poste "travaux de finition", toutes les autres activités du secteur présentent des évo-

Évolution du nombre de salariés dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



Sources : ISEE, CAFAT

lutions positives. Le poste "préparation de sites", avec +20,2%, présente la plus forte hausse annuelle.

En termes d'emplois créés, les secteurs "Préparation de sites" et "Construction d'ouvrages" ont été les plus dynamiques, représentant à eux seuls près de 90% des nouveaux emplois créés sur un an.

L'emploi salarié dans le secteur de la construction connaît une progression soutenue depuis 2004. En effet si sur dix ans, 3 726 emplois ont été créés, 942 l'ont été sur les cinq premières années (1999-2003) et 2 784 sur les cinq suivantes (2004-2008).

En parallèle des effectifs de salariés, le nombre d'**entreprises individuelles** (ne comptant aucun salarié) permet de compléter l'évolution de l'emploi dans le secteur. Ainsi, avec 5 564 unités, leur nombre dépasse la barre des 5 000 fin 2008, contre 4 957 fin 2007 et 3 520 en 1998, soit +12,2% sur un an et +58,1% sur dix ans. Si le taux de croissance annuel moyen entre 1998 et 2003 est resté limité à +1,2%, le rythme s'est accéléré depuis 2003 pour s'établir à +8,3% en moyenne sur les cinq dernières années.

L'encours des **crédits à l'habitat et à la construction** est un bon indicateur du dynamisme de l'activité du BTP en Nouvelle-Calédonie. Ainsi, pour l'année 2008, le montant de l'encours dépasse pour la première fois la barre des 300 milliards de F.CFP (307,6 milliards) contre 273,2 milliards de F.CFP en 2007, soit une progression annuelle soutenue de 12,6%, après +16,0% en 2007. Ce sont ainsi 34,4 milliards de F.CFP supplémentaires qui ont été injectés dans le secteur, dont 28,9 milliards par les ménages calédo-

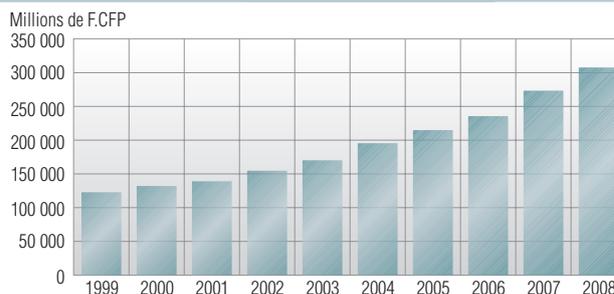
Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

Nomenclature des activités française (NAF)	2007	2008	Variation
Préparation de sites	1 604	1 928	20,2
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 407	4 526	2,7
Travaux d'installation	710	772	8,7
Travaux de finition	1 059	1 051	-0,8
Location avec un opérateur de matériel de construction	6	12	85,3
Total	7 786	8 289	6,5

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des crédits à l'habitat et à la construction* (montant de l'encours au 31 décembre)



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

niens (78,4% de l'encours total). L'encours des entreprises (66,1 milliards), qui se rapporte essentiellement à l'habitat social et à la promotion immobilière, progresse plus modérément (+9,1%) que celui des ménages (+13,6%), alors que celui des collectivités locales est en repli de 12,4%.

L'**index BT21** "tous travaux confondus", qui reflète l'évolution globale du coût de la construction, s'élevait à 135,34 en décembre 2008, contre 123,36 en décembre 2007, soit une forte augmentation annuelle de 9,7%, largement supérieure à celles observées les années précédentes (+3,5% en 2007, +4,7% en 2006 ou +2,6% en 2005) et qui témoigne de l'impact de la flambée des cours des matières premières observée sur les marchés mondiaux jusqu'en milieu d'année 2008.

Évolution de l'Index BT21 (base 100 en décembre 2000)



Source : ISEE

L'activité du BTP a largement été stimulée, depuis 2004, par la construction de l'usine du Sud, dont la mise en service est prévue courant 2009. De nombreux projets devraient désormais prendre le relais et prolonger ainsi l'activité du secteur pour les prochaines années : la construction de la future usine du Nord, le développement de la zone Voh-Koné-Pouembout qui s'y associe, le centre hospitalier de Koutio, la poursuite des programmes de logements sociaux menés dans les différentes provinces, les travaux de restructuration de l'aéroport international de Tontouta ou encore l'important besoin en infrastructures induit par la tenue sur le territoire des Jeux du Pacifique en 2011.

C'est d'ailleurs dans cette perspective, et pour pallier le manque de main d'œuvre, qu'un plateau technique "gros œuvre", destiné à former du personnel qualifié dans le secteur du BTP, a été inauguré en juin 2008. Financé sur les crédits du Fonds Européen de Développement (FED) pour 85 millions de F.CFP et sur les crédits de la province Sud pour 10 millions, il est un outil géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et dédié à la formation des coffreurs-bancheurs, des chefs d'équipe, des chefs de chantier et des conducteurs de travaux.

TRANSPORT AÉRIEN

Croissance de l'activité aéroportuaire intérieure

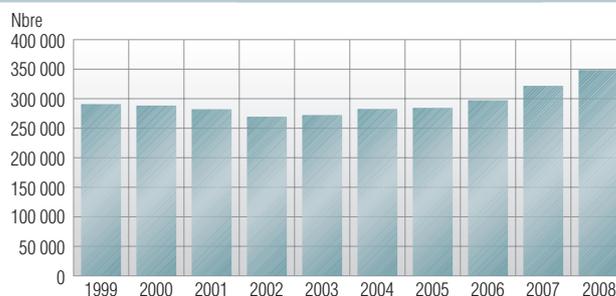
Le transport aérien domestique affiche des résultats bien orientés avec un trafic passagers à l'aérodrome de Magenta qui, en hausse annuelle de 8,3%, se rapproche de la barre des 350 000 passagers. Le fret affiche également une progression, plus soutenue dans le sens des départs vers l'intérieur et les îles.

Dans la lignée de l'année précédente, le **transport aérien intérieur** a bien progressé en 2008. 348 532 passagers ont transité par l'aérodrome de Magenta en provenance (174 771 passagers) ou à destination (173 761 passagers) des aéroports de la Grande Terre ou des îles, soit une progression sur un an de 8,3% après +8,2% en 2007 et +4,5% en 2006.

Face à la concurrence du transport maritime, notamment depuis 1999 avec l'arrivée du Betic, le transport aérien a su regagner des parts de marché et le nombre de passagers n'a cessé de progresser ces dernières années. Entre 2003 et 2008, ce sont ainsi 76 321 **passagers** supplémentaires qui ont transité par l'aérodrome de Magenta.

Pour faire face à cette progression, l'unique compagnie commerciale régulière Aircal, a affrété en fin d'année 2008 un nouvel ATR 72 loué à Air Tahiti pour une durée de six mois renouvelable. Ce dernier vient renforcer la flotte, aujourd'hui composée de deux ATR 72, un ATR 42 et un Dornier, qui avait été presque entièrement renouvelée dans le cadre du plan

Évolution du trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta

	2007	2008	Variation
Arrivées	161 914	174 771	7,9
Départs	159 826	173 761	8,7
Total	321 740	348 532	8,3

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

de redressement de la compagnie amorcé en 2003.

Enfin, pour assurer à ses avions un taux de remplissage maximal, Aircal a adopté une politique tarifaire plus intense, avec notamment le lancement, en juillet 2008, d'une opération "Départ immédiat" qui offre des billets à prix cassés vers les îles et qui vient compléter les offres attractives déjà proposées en basse saison.

L'aérodrome de Magenta reste de loin le plus fréquenté en 2008. S'agissant des autres aéroports de la Grande-Terre, alors que ceux de Koumac, Belep et Touho enregistrent un recul de leur trafic de passagers, avec respectivement -37,7%, -35,1% et -3,6%, l'aérodrome de Koné affiche une progression de 4,9% (après -1,0% en 2007), certainement en liaison avec le chantier de l'usine du Nord.

Du côté des îles Loyauté, Lifou, qui présente une activité soutenue avec 131 207 passagers, augmente son trafic de 10,8% en un an. Ouvéa (63 713 passagers) et Maré (63 920 passagers) sont également en progression, avec respectivement +6,6% et +13,8%.

L'île-des-Pins avec 86 548 passagers progresse également avec +9,8% en un an après une quasi-stabilité en 2007 (+0,7%).

Trafic de passagers par aéroport

Arrivées + départs	2007	2008	Variation
Magenta	321 740	348 532	8,3
Île-des-Pins (L')	78 832	86 548	9,8
Lifou	118 449	131 207	10,8
Ouvéa	59 755	63 713	6,6
Maré	56 169	63 920	13,8
Touho	1 492	1 439	-3,6
Koné	1 249	1 310	4,9
Koumac	4 407	2 745	-37,7
Tiga	2 171	2 037	-6,2
Île Art (Belep)	2 785	1 807	-35,1

Source : Direction de l'Aviation Civile

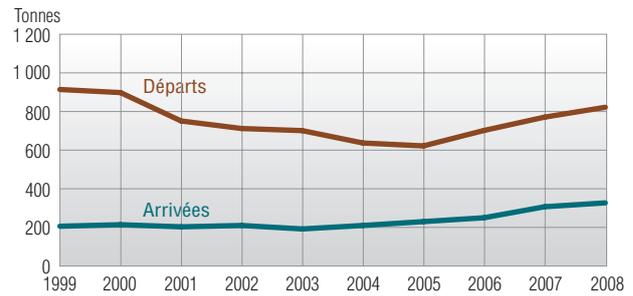
Unités : nbre de passagers, %

L'aérodrome de Magenta a également une activité de **fret**, qui se chiffre à 1 149 tonnes de marchandises transportées en 2008 (contre 1 078 tonnes l'année dernière) dont près des trois quarts au départ.

Pour répondre à l'augmentation récente du fret, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a autorisé Aircal à mettre en place, à compter du mois de juillet 2008, un nouveau service prioritaire, destiné à acheminer les marchandises vers les îles Loyauté et l'Île-des-Pins dans un délai de 24 heures.

Si le développement de la zone Voh-Koné-Pouembout va entraî-

Évolution du transport de marchandises à Magenta



Sources : Direction de l'Aviation civile

ner un accroissement de plus en plus soutenu des vols sur l'intérieur de la Grande Terre dans les prochaines années, l'arrivée du

Bético 2, avec une capacité supérieure à celle du Bético, risque de concurrencer le trafic aérien sur les îles.

TRANSPORT MARITIME

Trafic maritime en repli

À l'international (-14,3%) comme à l'intérieur du territoire (-11,8%), le trafic maritime de marchandises de l'année 2008 enregistre une contraction des volumes transportés liée au ralentissement de l'activité minière et métallurgique.



Avec un volume global de 5 168 milliers de tonnes de marchandises en 2008, l'activité de **transport international de marchandises** au départ ou à l'arrivée de la Nouvelle-Calédonie est en repli sur un an avec -14,3% après une belle progression en 2007 (+14,6%) et une quasi-stabilité en 2006 (+1,7%). Derrière cette diminution globale des volumes transportés par voie maritime, on distingue une progression des débarquements conjuguée à une nette contraction des embarquements.

Évolution du trafic maritime international

	2007	2008	Variation
Débarquements	1 702	1 857	9,1
Embarquements	4 325	3 311	-23,4
Total	6 027	5 168	-14,3

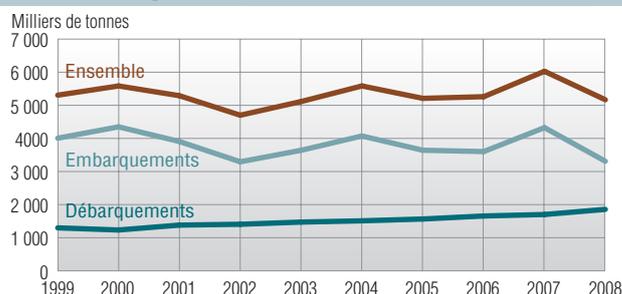
Sources : Port Autonome, DIMENC

Unités : millier de tonnes, %

Fortement tributaires de l'activité minière, les **embarquements de marchandises** évoluent au rythme des livraisons de minerai à l'extérieur du territoire. Ainsi, avec le recul des ventes de nickel enregistré sur l'ensemble de l'année 2008, les volumes embarqués affichent une variation de -23,4% sur un an (-1 014 milliers de tonnes). En effet, malgré le nouveau débouché que représente la Corée depuis l'entrée en production de l'usine de Gwangyang en août 2008, les exportations vers la Chine et le Japon en forte baisse sur un an ont largement pénalisé les embarquements de marchandises sur le territoire. Le volume total embarqué en 2008 est un des plus mauvais enregistré sur ces 10 dernières années, proche de celui de 2002.

La majorité des embarquements (93%) se faisant directement depuis les centres miniers, leur

Évolution du transport maritime international de marchandises

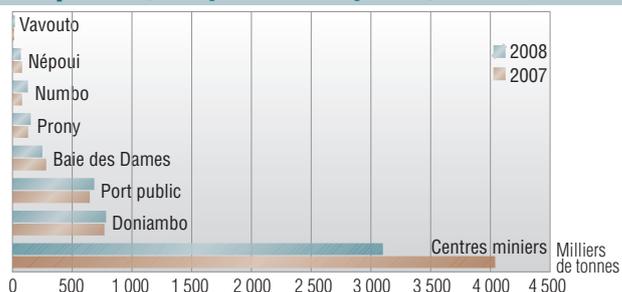


Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

activité portuaire se contracte de près du quart (-23,3%) en 2008. À l'inverse, en liaison avec le niveau record des importations enregistré en 2008, les **débarquements de marchandises** s'affichent en hausse pour la 8^{ième} année consécutive avec +9,1% contre +2,7% en 2007 et +5,8% en 2006. Pratiquement l'ensemble des ports du territoire affichent une activité en hausse, particulièrement soutenue pour Prony (+63,2%) et Numbo (+59,9%). À l'inverse, les livraisons d'hydrocarbures à la Baie des Dames et à Népoui sont en recul et affichent des volumes débarqués respectivement en baisse de 5,5% et 13,4%. À noter également les premiers débarquements enregistrés à Vavouto,

pour un volume encore très minime (1,2 tonne) mais qui devrait rapidement croître avec l'avancée du chantier de l'usine du Nord. Concernant le **transport maritime intérieur**, 3 100 milliers de tonnes de marchandises ont transité par le Port de Nouméa en 2008 (3 013 milliers de tonnes débarquées et 87 embarquées), en provenance ou à destination des ports de l'intérieur de la Grande Terre et des îles. Ce volume affiche une baisse annuelle de 11,5% en 2008, après une progression de 2,1% en 2007 et une forte hausse de 13,5% en 2006. Ce fret maritime intérieur se compose de 2 977 milliers de tonnes de minerai de nickel pour l'usine de Doniambo en provenance des sites miniers, 18 milliers de ton-

Évolution du trafic maritime international de marchandises par zone portuaire (embarquements + débarquements)



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

nes de sable, 10 milliers de tonnes d'hydrocarbures expédiées vers l'intérieur et les îles. De plus, le port de Nouméa enregistre également des embarquements de marchandises diverses à destination ou en provenance des ports de l'intérieur et des îles. En l'absence de données exhaustives de la part des principaux intervenants, ces données sont estimées par le Port Autonome à 95 milliers de tonnes (18 en débarquement et 77 en embarquement).

Le trafic maritime intérieur est fortement tributaire de l'activité métallurgique de la SLN, puisque le minerai de nickel transporté depuis les sites miniers jusqu'à l'usine de Doniambo couvre 96,6% des volumes transportés par voie maritime. Le ralentissement de l'activité de fusion enregistré à Doniambo pour 2008, explique donc en grande partie la contraction du fret maritime intérieur.

Évolution du trafic maritime intérieur

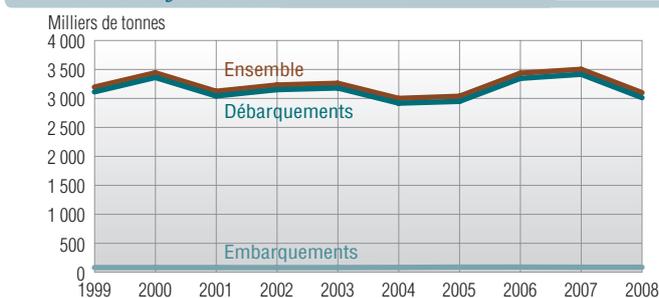
	2007		2008		Variation	
	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements
Vracs solides	3 398	-	2 995	-	-11,9	///
Minerai de nickel	3 362	-	2 977	-	-11,5	///
Sable	36	-	18	-	-48,9	///
Vracs liquides*	-	10	-	10	///	1,3
Marchandises diverses	18	77	18	77	-	-
Total	3 416	87	3 013	87	-11,8	0,2

* Hydrocarbures

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Unités : millier de tonnes, %

Évolution du trafic maritime intérieur de marchandises



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

TOURISME

103 672 touristes en 2008

Malgré le fort recul du marché japonais, la fréquentation touristique s'est maintenue en 2008 grâce à la progression d'autres marchés. Le rallongement de la durée de séjour dans les hôtels de Nouméa permet à l'activité hôtelière d'enregistrer une augmentation.



Alors que le tourisme international a connu un taux de croissance extraordinaire de 7% par an entre 2004 et 2007, la **fréquentation touristique** de la Nouvelle-Calédonie est restée stable, de l'ordre de 100 000 touristes, sur cette période. En 2008, avec 103 672 touristes, elle affiche une stabilité par rapport à 2007 (103 363), ce qui peut être considéré comme un bon résultat compte tenu de la conjoncture mondiale. En effet, après un très bon premier semestre 2008 (+5% fin juin), l'effondrement des marchés financiers a amené une baisse du taux de croissance du tourisme mondial, qui affiche +2% à fin 2008.

Dans le détail, l'analyse par marché de la fréquentation touristique révèle des évolutions très différentes. Ainsi, les marchés japonais et néo-zélandais affichent une forte baisse sur un an (-24,4% soit -6 530 touristes et -11,1% soit -1 051 touristes), alors que d'autres sont en progression et permettent ainsi à la fréquentation touristique annuelle de se maintenir ; c'est le cas des marchés australien (+11,2%, soit +1 833 touristes), métropolitain (+8,1% soit +2 370 touristes) et des "autres" touristes (+17,0% soit +3 687 touristes).

Au terme de l'année 2008, la ventilation des arrivées de touristes par pays de résidence se trouve ainsi

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2007		2008		Variation 2008/2007
	Nbre	%	Nbre	%	
Japon	26 755	25,9	20 225	19,5	-24,4
Métropole	29 104	28,2	31 474	30,4	8,1
Australie	16 352	15,8	18 185	17,5	11,2
Nouvelle-Zélande	9 475	9,2	8 424	8,1	-11,1
Autres	21 677	21,0	25 364	24,5	17,0
Total	103 363	100,0	103 672	100,0	0,3

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

complètement modifiée par rapport aux années antérieures.

Ainsi, le marché japonais, qui a longtemps tenu la première place dans la fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie avec plus de 30 000 arrivées par an de 1997 à 2000 puis en 2005, est en perte de vitesse et ne représente plus que 19,5% des touristes en 2008 contre 25,9% en 2007, et 29,7% en 2006. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, la détérioration de la situation économique japonaise (chute record de la production, hausse du chômage, etc.) a sérieusement affecté les déplacements touristiques des Japonais, notamment vers la Nouvelle-Calédonie (-24,4%) et la Polynésie française (-19,2%).

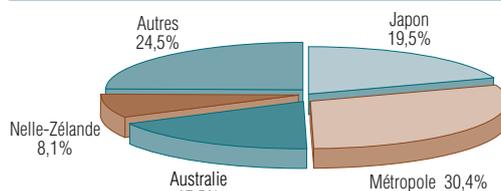
Contrairement à celle du Japon, la part de marché de la Métropole progresse, passant entre 2007 et 2008 de 28,2% à 30,4%, suivie par celle des "autres pays" (24,5% contre 21,0% en 2007) et de l'Australie (17,5% contre 15,8% en

2007). La Nouvelle-Zélande représente 8,1% du total des arrivées en 2008 contre 9,2% en 2007, l'année 2007 ayant été dopée par des campagnes promotionnelles "2 for 1" (deux voyages pour le prix d'un). Cette diminution sur un an reste toutefois limitée, notamment comparativement à la Polynésie française qui affiche de son côté une baisse du marché néo-zélandais de 20,5%.

Parmi les 3 687 "autres" touristes supplémentaires venus visiter la Nouvelle-Calédonie dans le courant de l'année 2008, 1 014 résident en Europe, hors France (dont 262 en Italie, 201 en Allemagne et 137 en Grande-Bretagne), 838 en Asie, hors Japon (dont 843 résident en Corée du Sud), 558 au Canada, 452 au Vanuatu et 182 aux États-Unis.

Si l'arrivée de Canadiens est directement liée aux projets miniers, celle des Américains, des Italiens et des Allemands est la conséquence de la création dans ces pays de représentations de l'organisme "GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud". Les Sud-Coréens voient leurs voyages en Nouvelle-Calédonie facilités depuis l'ouverture, le 22 juin 2008, de la ligne aérienne Nouméa-Séoul. Ainsi, 1 186 touristes sud-coréens sont venus en Nouvelle-Calédonie en 2008, contre 343 l'année précédente.

Répartition des touristes par marché en 2008



Source : ISEE "Enquête passagers"

Très marquée par la saisonnalité, la fréquentation touristique mensuelle est très variable. Ainsi, elle a connu son traditionnel pic en mars avec 9 470 touristes, et n'a cessé de diminuer ensuite pour atteindre 6 365 touristes en juin, et finalement croître régulièrement les mois suivants.

Si les métropolitains ont boudé la destination calédonienne en décembre 2008 (-5,4%), leur fréquentation a été en progression constante toute l'année (sauf en juillet, -18,9%), allant même jusqu'à +33,6% en glissement sur un an en septembre 2008.

Les marchés néo-zélandais et australiens, quant à eux, se sont bien portés en décembre : +19,3% et +11,8% respectivement, alors qu'entre juillet et octobre la fréquentation touristique des néo-zélandais enregistrait un recul d'environ un tiers par rapport à la même époque il y a un an, et que le marché australien a présenté sur l'ensemble de l'année de fortes fluctuations en glissement sur un an : +60,6% en mai, -10,5% en juillet et +3,8% en novembre.

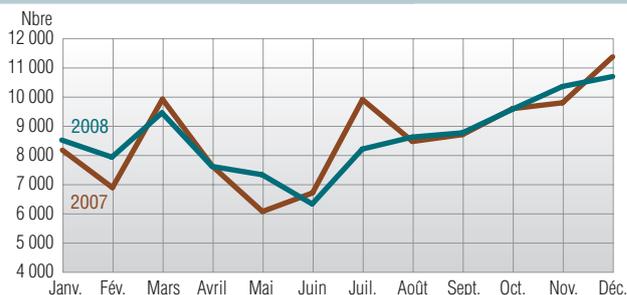
Concernant le marché japonais, le nombre de touristes venus visiter la Nouvelle-Calédonie en 2008 a été chaque mois inférieur à celui enregistré en 2007 : de -6,8% (en mars) à -45,4% (en avril).

Alors que la part du tourisme pour vacances reste quasiment stable ces dernières années (autour de 55%), celle pour affaires ou travail augmente sensiblement depuis cinq années, passant de 9,6% en 2003 à 15,1% en 2007 et 17,5% en 2008, ce qui est directement lié à l'activité économique soutenue de la Nouvelle-Calédonie, et notamment au développement des projets métallurgiques.

Les vacances sont le motif principal déclaré par 93,2% des Japonais, 67,0% des Néo-Zélandais, 46,4% des Australiens, 35,8% des Métropolitains et 38,7% des "autres".

La durée moyenne de séjour sur l'année 2008, établie à 19,7 jours, est quasiment stable par rapport à l'année passée (19,6 jours). Dans le détail, seule la durée moyenne de séjour des Japonais s'est maintenue en un an (5,8 jours contre 5,9 en 2007). Les Métropolitains et Australiens ont séjourné moins longtemps en Nouvelle-Calédonie en 2008 qu'en 2007 : 32,5 contre 33,9 jours et 10,9 contre 11,3

Évolution mensuelle des arrivées de touristes en Nouvelle-Calédonie



Source : ISEE "Enquête passagers"

jours respectivement. La Nouvelle-Zélande quant à elle est en légère progression : 8,2 jours en 2008 contre 8,0 en 2007, mais reste très inférieure au niveau constaté en 2006 (9,5 jours).

Quant au **tourisme de croisière**, il est en pleine expansion et enregistre un nouveau record en 2008 : 173 208 croisiéristes amenés par 99 paquebots. En glissement sur un an, ce sont 51 815 croisiéristes supplémentaires qui ont fait escale en Nouvelle-Calédonie, soit une progression annuelle de 42,7%. Le tourisme de croisière a presque triplé en cinq ans, passant de 64 273 passagers en 2003 à 173 208 en 2008.

La part de la clientèle australienne affiche une baisse de 7,5 points par rapport à 2006 (elle représentait 85,9% du total des croisiéristes fin 2006) et de 5,3 points par rapport à 2007, mais représente encore

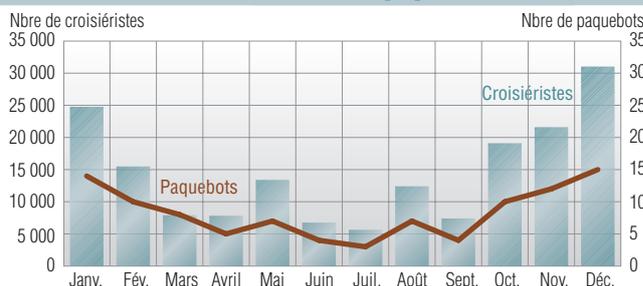
plus des trois quarts (78,4%) des croisiéristes en 2008. Le tourisme de croisière en Nouvelle-Calédonie semble s'ouvrir vers d'autres marchés.

Alors que les marchés néo-zélandais et américains se maintiennent autour de 8% de parts de marché pour le premier et de 2% pour le second, la part des "autres" progresse fortement en 2008, passant de 2,1% en 2006 à 3,6% en 2007 et 9,2% en 2008. Les "autres" englobent majoritairement les croisiéristes de nationalités anglaise, canadienne, italienne, allemande, japonaise et néerlandaise.

En un an, le nombre de visiteurs (croisiéristes + touristes) a progressé de près d'un quart (23,2%).

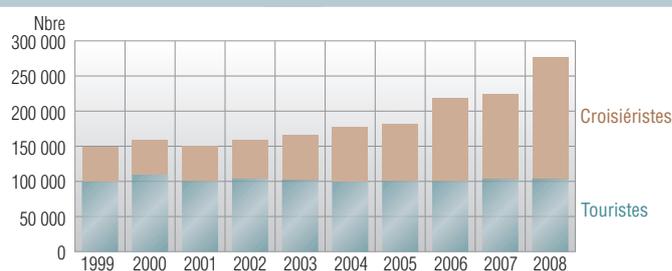
Les croisiéristes représentent près des deux tiers des 276 880 visiteurs en 2008. Leur part ne cesse de croître sur ces dix dernières années, passant de 17,1% en 1998 à 54,0% en 2007 et 65,6% en 2008.

Arrivées mensuelles de croisiéristes et de paquebots en 2008



Source : Direction de la Police aux Frontières

Évolution du nombre de visiteurs



Sources : ISEE, Direction de la Police aux Frontières

Dans le même temps, la part des touristes a continuellement régressé, de 82,9% en 1998 à 37,4% en 2008, du fait de la stagnation du nombre de touristes autour des 100 000 personnes.

Bien que les arrivées de touristes en Nouvelle-Calédonie soient quasiment stables sur un an, l'activité hôtelière est orientée à la hausse. Ainsi, selon l'enquête hôtelière réalisée par l'ISEE auprès des hôtels de Nouméa, sur l'année 2008, ce sont 214 419 clients qui ont séjourné à l'hôtel pour une durée moyenne de 2,9 jours, contre 228 502 clients l'année précédente avec une durée moyenne de 2,4 jours. Ce rallongement de la durée de séjour permet au volume de nuitées de passer de 554 571 en 2007 à 615 408 en 2008, et d'enregistrer ainsi une hausse de 11,0%.

Évolution des nuitées par pays de résidence

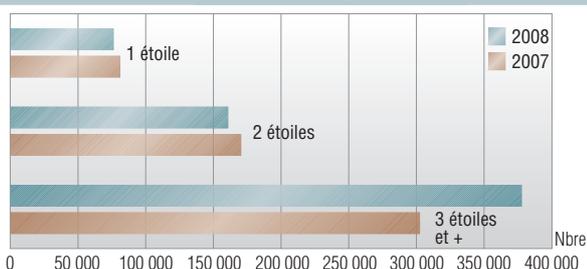
	2007	2008	Variation 2008/2007
Australie	62 622	78 008	24,6
Nouvelle-Zélande	34 268	35 592	3,9
Japon	111 440	80 825	-27,5
France	95 933	114 097	18,9
Autres	43 054	51 711	20,1
Non résidents	347 317	360 233	3,7
Résidents	207 254	255 175	23,1
Total	554 571	615 408	11,0

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Unités : nbre, jours, %

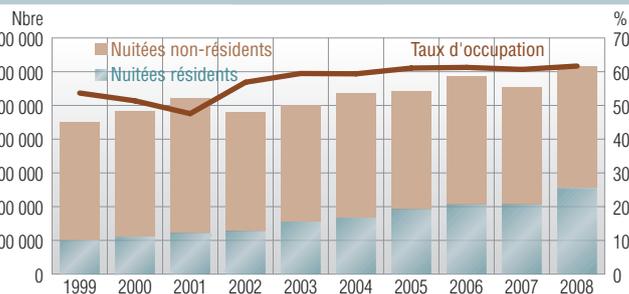
Cette augmentation du nombre de nuitées est essentiellement attribuable aux résidents (+23,1% sur un an), qui représentent 41,5% du total des nuitées, mais la quasi-totalité des marchés des non-résidents a également progressé. En effet, les touristes provenant d'Australie, de Métropole et de Nouvelle-Zélande ont tous consommé davantage de nuitées sur Nouméa en 2008 par rapport à 2007, affichant une hausse comprise entre 3,9% pour les Néo-Zélandais et 24,6% pour les Australiens. Seul le nombre de nuitées effectuées par les touristes japonais régresse

Évolution des nuitées hôtelières par catégorie d'hôtel



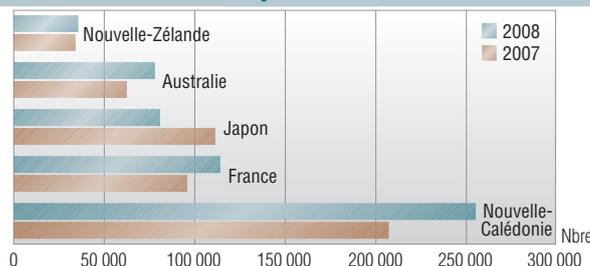
Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Évolution des nuitées hôtelières par marché



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

de 27,5% entre 2007 et 2008, ce qui peut être mis en relation avec la forte diminution du nombre de touristes venant du Japon liée à une situation économique morose dans l'archipel nippon.

Sur les dix dernières années, contrairement au nombre de nuitées des résidents qui a progressé de façon régulière, passant de 79 393 nuitées en 1998 à 255 175 en 2008, les nuitées consommées par la clientèle non résidente sont très fluctuantes d'une année à l'autre, variant de 340 000 à 400 000 par an selon les années, et ont fléchi globalement de 7,9% en dix ans.

La ventilation par catégorie d'hôtels en 2008 révèle un accroissement de l'activité pour les hôtels "3 étoiles ou plus" (les nuitées ont augmenté de +24,9% en un an) alors qu'elle est en repli pour les "1 étoile" et "2 étoiles", qui affichent respectivement -6,0% et -5,6% en un an.

Globalement, le parc hôtelier de Nouméa affichait 1 688 chambres offertes en moyenne par jour en 2008 contre 1 558 en 2007, soit un accroissement de la capacité hôtelière de 130 chambres. L'ouverture complète des hôtels La Promenade et le Surf sont à l'origine de cette évolution. L'augmentation de la capacité hôtelière n'a cependant pas nui au

taux d'occupation. En effet, celui-ci a augmenté d'un point entre 2007 et 2008, passant de 60,9% sur l'année 2007 à 61,9% sur 2008.

Concernant le paysage hôtelier hors Nouméa, l'extension du Kou-Bugny à l'Île-des-Pins en 2007 et l'ouverture du Tieti Tera beach resort à Poindimié en avril 2008 ont permis d'élargir l'offre hôtelière de Nouvelle-Calédonie.

Dans le souci de dynamiser le tourisme en outre-mer, le secrétaire d'État à l'outre-mer, Yves JEGO, a promis le 21 novembre 2008, lors des assises du tourisme à Paris, un "engagement fort de l'État" pour définir un véritable positionnement "marketing" des douze destinations ultra-marines, notamment par la mise en place en 2009 d'une plateforme de promotion et de commercialisation en ligne.

La Nouvelle-Calédonie, quant à elle, verra son paysage aérien modifié en 2009 avec la mise en service d'une nouvelle ligne dès le 13 avril 2009, qui desservira la Nouvelle-Calédonie et la France via Saint-Denis de la Réunion et Sydney. Cette nouvelle desserte aérienne, conjuguée à l'inscription des lagons calédoniens au patrimoine mondial de l'UNESCO le 7 juillet 2008 devraient pouvoir favoriser le développement du tourisme en Calédonie.

Remerciements

CAFAT / Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie / Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité (COTSUEL) / Direction de la Police aux Frontières en Nouvelle-Calédonie / Direction de l'Aviation Civile / Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie / Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales / Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie / Direction Régionale des Douanes / Direction du Travail et de l'Emploi / EEC / ENERCAL / Établissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA) / Holcim / Institut de Développement des Compétences - Observatoire - Emploi - Formation / Institut d'Émission d'Outre-Mer (IEOM) / Marché de Gros de Nouméa / Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique (OCEF) / Port Autonome de Nouvelle-Calédonie (PANC) / Service de la Marine Marchande et des Affaires Maritimes / Service des Finances de la Province / Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB) / Trésor Public, Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie.

Photos

Éric DELL'ERBA, SMSP/Sofinor

Avertissements

Les résultats donnés dans certains tableaux ont dû être arrondis pour la publication, ce qui peut parfois engendrer quelques incohérences comptables au niveau des totaux.

Signes conventionnels utilisés

/// : Absence de résultat due à la nature des choses / nd : non disponible /
nc : non communiqué / r : rectifié / p : provisoire / e : estimé / - : Résultat nul

Autorisation de reproduction

Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article 41 de la loi du 1^{er} mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, ne peut être faite de ce document sans autorisation expresse de l'ISEE.